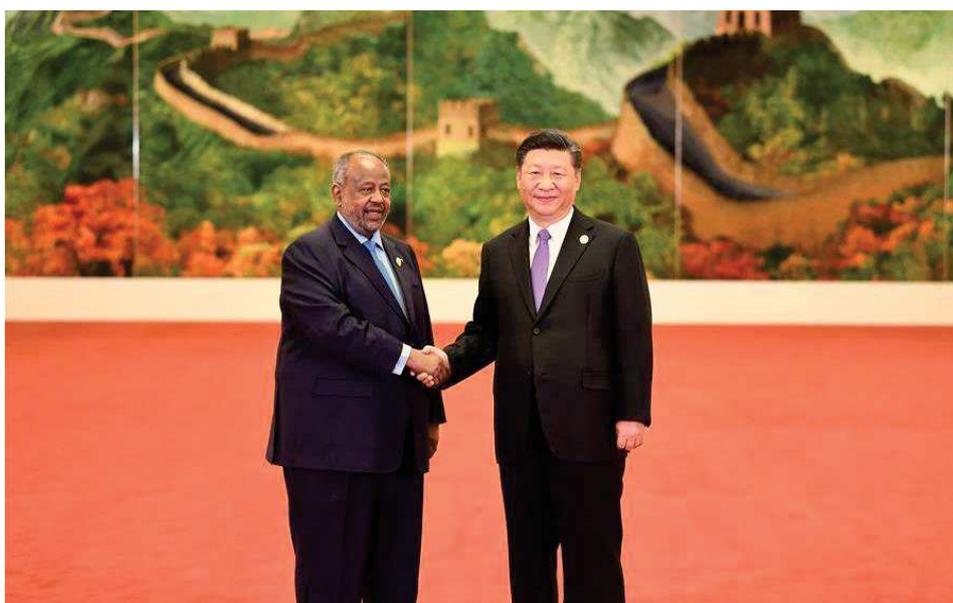


SCIENCES PO STRASBOURG

Université de Strasbourg

LA CHINE À DJIBOUTI : UN JEU « GAGNANT-GAGNANT » ?

Se servir de la diplomatie militaire pour être influent sur la scène internationale, à l'aune d'une « nouvelle ère »



Jules Brabant

Mémoire de 4^{ème} année, filière « Etude des Relations Internationales et du Global »

Sous la direction de Madame Marie De Ruyg

Juin 2023

La Chine à Djibouti : un jeu « gagnant-gagnant » ?

Se servir de la diplomatie militaire pour être influent sur la scène internationale, à l'aune d'une « nouvelle ère »

L'Université de Strasbourg n'entend donner aucune approbation ou improbation aux opinions émises dans ce mémoire. Ces opinions doivent être considérées comme propres à leur auteur.

Image de couverture : Les présidents Ismaïl Omar Guelleh et Xi Jinping devant une fresque de la Grande muraille de Chine au Palais de l'Assemblée du Peuple de Beijing lors du sommet du FOCAC en 2018.
Crédits : Yan Yan, pour l'agence de presse *Xinhua*, le 3 septembre 2018.

– Sommaire –

Sommaire.....	2
Remerciements	3
Avant-propos.....	4
Introduction	7
Méthode de recherche.....	26
I. – La Chine, l’Afrique et le monde : caractériser la mission stabilisatrice de la Chine	30
I.1 – « Peaceful development road » : une stratégie de développement proprement chinoise	30
I.2 – « Defense diplomacy » : la sécurité comme corollaire à la stratégie chinoise d’ouverture sur le monde	37
I.3 – « Community with a shared future » : la nécessité d’intégrer l’Afrique	46
II. – La Chine à Djibouti : s’installer pour rester.....	57
II.1 – Parler au monde : justifier la présence de la Chine hors de ses frontières	57
II.2 – Parler aux armées présentes à Djibouti : se faire une place dans la ville.....	65
II.3 – Parler à Djibouti et aux Djiboutiens : inscrire sa présence dans la durée	71
III. – Le système IOG : faire le lien entre l’international et l’interne.....	78
III.1 – Faire communauté : la coopération militaire comme l’une des étapes d’un rapprochement inéluctable	78
III.2 – S’inscrire dans le jeu diplomatique : la base chinoise comme moyen pour Djibouti d’être un Etat influent à l’international.....	85
III.3 – Un développement qui bénéficie à tous ? Le choix de l’international aux dépends de la situation interne au pays	92
Conclusion.....	102
Perspectives de recherche.....	107
Annexes	108
Abréviations.....	115
Table des matières	116
Bibliographie et sitographie.....	119
Résumés et mots-clefs	143

– Remerciements –

Avant d'ouvrir la réflexion sur la place qu'occupe l'armée chinoise à Djibouti, l'auteur tient à remercier, sincèrement, les personnes qui ont contribué à la bonne réalisation de ce mémoire.

En premier lieu, merci à Mesdames De Rugy et Roiron pour leur encadrement. Elles m'ont beaucoup appris sur la rigueur méthodologique et théorique, tout en me laissant une véritable liberté de réflexion. Un merci particulier à Madame De Rugy qui a su me recentrer sur mon sujet, tout autant que me rassurer quand j'en avais besoin.

Ensuite, merci à Anne et Michel pour leurs relectures attentives et leur présence. Merci à Victor pour son enthousiasme, ses encouragements et ses idées originales. Merci à Marie et Oscar pour leurs bons conseils, toujours pertinents. Merci à Mathilde pour nos longues discussions. Merci à Jeanne, Ana et Clara pour leur soutien et leur gentillesse.

Enfin, merci aux services des bibliothèques universitaires de Strasbourg et de Lund pour m'avoir donné accès à autant de ressources physiques et numériques. Leur lecture, de jour comme de nuit, a développé mes connaissances et ma curiosité.

– Avant-propos –

Si le corps de ce mémoire développe longuement les thèmes évoqués dans cet avant-propos, il apparaît nécessaire de commencer notre réflexion en donnant une explication succincte des raisons qui ont motivé la réalisation de ce mémoire.

Notre travail se fonde sur une question de départ générale : comment un Etat peut-il peser, influencer, se faire entendre dans les relations internationales ? Comment la première puissance mondiale parvient-elle à maintenir son rang ? Comment des pays comme la France et le Royaume-Uni, qui ont été des puissances majeures, parviennent-ils à préserver une influence ? Dans quels domaines ? Comment les nouvelles puissances parviennent-elles à se faire accepter comme acteurs légitimes ? A partir de ces interrogations, plusieurs hypothèses ont été émises, reposant sur l'idée que le monde actuel est « en transition » et voit renaître la compétition et les jeux d'influence.¹

Le monde est d'abord en transition sur le plan géographique. En 2017, l'historien camerounais Achille Mbembe parlait de la « contraction de la planète ».² Selon lui, le monde est devenu « un monde fini, traversé de part en part par toutes sortes de flux incontrôlés, voire incontrôlables ». La croissance démographique en Afrique subsaharienne et en Asie, le vieillissement de l'Europe et de l'Amérique, les migrations, le commerce ont mis en relation les aires géographiques et réduit l'espace-temps. Ce phénomène conduit à une double tendance. D'une part, les frontières tendent à disparaître et à faire émerger de plus en plus de pôles de puissance. On peut, par exemple, citer l'Inde qui a adopté une politique étrangère fondée sur le principe de multi-alignement. En cela, New Dehli multiplie les alliances avec les Etats qu'elle considère influents. L'Inde ménage donc ses relations avec les Etats-Unis dans leur pivot asiatique, coopère militairement avec la France sur les eaux et intègre les organisations asiatiques où sont présentes la Russie et la Chine, à l'image de l'Organisation de Coopération de Shanghai.³

¹ Tanguy STRUYE DE SWIELANDE, « Pays Africains : Enthousiasme ou méfiance ? », in *La Chine et les grandes puissances en Afrique*, Tanguy STRUYE DE SWIELANDE (Louvain-La-Neuve : UCL Presses Universitaires, 2011), section 2, §62.

² Achille MBEMBE, « L'Afrique qui vient », in *Penser et écrire l'Afrique aujourd'hui*, Alain MABANCKOU (Paris : Seuil, 2017), pour cette citation et la suivante voir la page 20.

³ Rahul MISHRA, « Regional Security Outlook: An Indian Perspective », in *CSCAP Regional Security Outlook + ARF - The next 25 years*, Ron HUISKEN (ed.) (Canberra : Council for Security Cooperation in the Asia Pacific, 2019), 21-23.

A contrario, Mbembe note que face à cette mondialisation, le contrôle des frontières redevient un enjeu majeur pour les Etats. Ce double mouvement débouche sur un « enchevêtrement inédit de l'intérieur et de l'extérieur ».⁴

Le monde est ensuite en transition sur le plan historique. Dans ses travaux sur la Corne de l'Afrique, la chercheuse en Science politique et relations internationales Sonia Le Gouriellec souligne « l'accélération de l'histoire ».⁵ Cette notion caractérise le tournant des années 2000 : « [l'] accélération de l'histoire comprend tous les facteurs de mutations de la modernité : techniques, sociales, politiques, culturelles et symboliques ». Par ces facteurs, l'évolution de relations internationales globalisées sur les trente dernières années se distingue comme une nouvelle période historique. Par exemple, l'intellectuel Pankaj Mishra considère l'époque contemporaine comme un « âge de la colère » dans lequel les mouvements transnationaux contestataires se multiplient.⁶

Le monde est enfin en transition sur le plan géostratégique. En effet, la définition des acteurs et des enjeux évolue. Dans ses travaux, Sonia Le Gouriellec suggère la façon dont un espace est organisé au sein d'un système. Elle cite ainsi Edgar Morin qui pense ce système comme « une unité globale organisée d'interrelations entre éléments, actions ou individus ».⁷ Un espace est donc organisé par les acteurs qui y exercent une influence, par les positions qu'ont ces acteurs vis-à-vis des enjeux qui caractérisent cet espace et surtout par les relations qu'entretiennent les acteurs entre eux. Ces trois facteurs forment un ordre stable lorsque « un certain consensus [...] sur l'ordre » apparaît entre les acteurs.⁸ A l'inverse, lorsqu'un des acteurs considère qu'un changement d'ordre permettrait un progrès, le système entre en crise. Les différentes visions des relations internationales, ou 'modèles', entrent en concurrence jusqu'à l'établissement d'un nouveau consensus. Pour Sonia Le Gouriellec, la Corne de l'Afrique a ainsi connu un changement d'ordre à la fin de la Guerre Froide, avec la disparition de certains acteurs (régimes somalien et éthiopien) et l'arrivée de nouveaux conflits. Sur la scène internationale, la thèse du multi-alignement indien, le développement des firmes

⁴ MBEMBE, « L'Afrique qui vient » (2017), *op. cit.*, *ibid.*

⁵ Sonia LE GOURIELLEC, « L'accélération de l'histoire dans la Corne de l'Afrique », in *Annuaire Français de Relations Internationales*, Serge SUR *et al.* (Paris : Université Panthéon-Assas, Vol. 14, 2013), pour cette citation et la suivante, voir les pages 183 et 184.

⁶ Pankaj MISHRA, *L'Âge de la colère : Une histoire du présent* (Paris : Zulma essais, 2019).

⁷ Edgar MORIN, cité dans LE GOURIELLEC Sonia, « L'accélération... » (2013), *op. cit.*, 185.

⁸ Philippe Braillard, cité dans LE GOURIELLEC Sonia, *ibid.*

transnationales, etc. illustrent ce changement d'acteurs. L'international est aussi marqué par une diversification des enjeux. Utiliser le *soft power* de Joseph Nye pour influencer les autres est par exemple devenu une stratégie commune parmi les Etats.⁹ En témoigne l'importance qu'a accordé la Chine et celui qui est depuis devenu son président, Xi Jinping, à organiser les Jeux Olympiques en 2008. En témoigne aussi le discours du ministre Simon Kofe, dans l'eau, à la COP26 de novembre 2021 pour attirer l'attention sur la disparition des îles Samoa. En témoigne encore l'invitation d'Elon Musk, dirigeant des firmes *Twitter*, *Tesla* ou encore *Neuralink*, à Versailles en mai dernier dans un contexte où l'Union européenne cherche à accomplir sa transition énergétique, sa réindustrialisation et l'encadrement des réseaux sociaux. Ces nouveaux enjeux s'ajoutent aux sujets traditionnels qui attirent toujours l'attention des Etats. La démocratisation et l'autoritarisme, la souveraineté et la guerre sont des thèmes qui parcourent encore le XXI^e siècle.¹⁰ On les retrouve dans la guerre civile en Somalie, dans le conflit russo-ukrainien, dans les jeux d'influence de puissances régionales et mondiales autour de Taïwan et au Yémen...

En cela, l'idée générale qui guide notre réflexion, tout au long de ce mémoire de recherche en Relations internationales, est de comprendre les stratégies que mobilisent les Etats pour être influents dans un ordre international en mutation. Il convient de noter que ce mémoire a été réalisé dans le cadre d'une introduction à la recherche pour explorer les méthodes de la recherche scientifique. S'il a par nature un caractère limité, ce travail s'emploie néanmoins à être le plus précis possible, et espère donner un reflet fidèle des enjeux qui sous-tendent son sujet.

⁹ Muhammad FAROOQ S. *et al.*, « An analysis of China and Africa Relations with Special Focus on 'One Belt and One Road' », *India Quarterly*, Vol. 75, n° 3 (2019) : 373.

¹⁰ Sonia Le GOURIELLEC, « L'accélération... » (2013), *op. cit.*, 193.

– **Introduction** –

« Djibouti

Le blanc m'a dit

Tu es une terre finie

Point d'or et de rubis

Sans mes troupes kaki

Compromise est ta survie.

Djibouti

Le blanc m'a dit

Tu me dois Ambouli

Les écoles et Hamoudi

Avant moi, sans démenti

Tu n'étais qu'un rocher, dégarni. [...]

Djibouti

Et au blanc, j'ai dit

Avant toi, j'ai régi

Mes jours et mes nuits, bénits

Par des lois, bien définies

Je n'étais pas un sauvage, comme toi impie. »

Rachid Hachi, « Djibouti », *Mon pays safran*, 2017, 90-91.¹¹

¹¹ Poème cité dans : Sonia LE GOURIELLEC, *Djibouti : la diplomatie de géant d'un petit Etat* (Villeneuve d'Ascq : Presses universitaires du Septentrion, 2020), 71.

Ces mots de l'auteur, ancien Commandant de l'armée djiboutienne, Rachid Hachi, présentent les principaux enjeux qui sous-tendent ce mémoire. On y retrouve le manque de ressources inhérent à Djibouti, la présence militaire et les investissements d'une puissance étrangère, ainsi que les intérêts propres aux deux Etats. Ces enjeux s'articulent enfin dans un dialogue entre Djibouti et la puissance étrangère.

L'influence de l'extérieur sur les terres de l'actuel Etat djiboutien s'observe dès avant le XIXe siècle. L'Empire éthiopien utilise alors cet espace comme zone de transit pour les flux commerciaux à destination de l'Empire byzantin et de l'Inde. Au XIXe siècle, l'Empire ottoman, l'Italie ou encore l'Egypte s'intéressent à la zone. Au début des années 1860, c'est la France qui parvient à négocier un accès au port d'Obock sur la côte Est, avec le Sultanat de Tadjourah. En 1885, la présence française se confirme avec l'établissement d'un protectorat sur les alentours d'Obock. En mai 1896, la France crée la colonie de la Côte française des Somalis qui regroupe le protectorat d'Obock et les régions de Tadjourah.¹² Le poème s'inscrit dans cette période de 1896 à 1977 où Djibouti est placé sous la domination directe de la France. Sur le plan interne, les Français exploitent les côtes et réorganisent le territoire tribal. Ils déplacent l'administration coloniale dans la ville de Djibouti et y construisent le quartier colonial au Nord-Est et le quartier d'Ambouli au Sud.¹³ La mosquée Hamoudi est édifiée en 1906 pour la diaspora yéménite devenue l'intermédiaire entre colons et colonisés.¹⁴ Sur le plan externe, la puissance coloniale devient un véritable « *gatekeeper* » ou 'garde-frontière' du futur Etat djiboutien.¹⁵ Dans ses travaux sur l'Etat africain, Frederick Cooper considère que les élites nationales post-coloniales ont un monopole sur les relations internationales du pays. La France ayant joui d'un tel monopole sur les relations entre Djibouti et l'extérieur, cette notion semble s'appliquer aussi à la période coloniale. Sur le plan économique, la Marine française fait de Djibouti un point de passage entre l'Europe et l'Asie. Sur le plan politique, la France fait mouiller sa flotte et construit une première base militaire à Dikhil en 1928 pour contrebalancer l'influence britannique sur la péninsule arabe depuis Aden.

¹² Sonia LE GOURIELLEC, *Djibouti...* (2020), *op. cit.*, 69-110.

¹³ Simon IMBERT-VIER, « Frontières et limites à Djibouti durant la période coloniale (1884-1977) » (thèse, Université d'Aix-Marseille I, 2008), 136.

¹⁴ Alain ROUAUD, « Pour une histoire des Arabes de Djibouti, 1896-1977 », *Cahiers d'Etudes Africaines*, Vol. 37, n° 146 (1997) : 319.

¹⁵ Frederick COOPER, *Africa Since 1940 : The Past of the Present* (New York : Cambridge University Press, 2019), 234.

Les relations internationales contemporaines et l'émergence d'une « nouvelle ère »

Comme le suggèrent les travaux de Cooper, l'ère contemporaine est marquée par la relation interne-externe qui vient d'être évoquée pour Djibouti. Le retrait des empires coloniaux d'Amérique au XIXe siècle, puis d'Afrique, du Moyen-Orient et d'Asie dans les années 1930 pose la question de l'intégration des anciennes colonies aux relations internationales. L'accession à l'indépendance permet à ces nouveaux Etats de devenir souverains. L'article premier de la Convention de Montevideo rédigée en 1933 prévoit en ce sens qu'un Etat est souverain dès lors qu'il respecte quatre critères. Il doit avoir (i) un gouvernement effectif sur (ii) un territoire fixe, (iii) une population établie sur ce territoire, et doit (iv) pouvoir conduire des relations diplomatiques.¹⁶ Après la Seconde Guerre-mondiale, cette dernière dimension devient primordiale. Pour éviter une démultiplication des conflits entre Etats post-coloniaux au nom de revendications territoriales, l'Assemblée Générale des Nations Unies (ONU) adopte la résolution 1514. Elle prévoit que les anciennes colonies acquièrent un droit à exister dès qu'elles établissent des relations diplomatiques avec d'autres Etats et sont donc reconnues par ces Etats.¹⁷ A cela s'ajoute l'article 2 de la Charte des Nations Unies de 1945 dont le principe « d'égalité souveraine » veut que les Etats soient par nature égaux.¹⁸ En plus de se libérer de la tutelle coloniale dans leur administration interne, les nouveaux Etats peuvent – en théorie du moins – conduire librement leurs relations avec l'extérieur.

Outre la relation interne-externe, l'ère contemporaine est caractérisée par une mutation profonde des relations internationales depuis une trentaine d'années, prompte à l'accélération évoquée en avant-propos. Après les grandes découvertes des XVe et XVIIe siècles et la révolution industrielle de la seconde moitié du XIXe siècle, les années 1980 ont vu l'entrée dans une troisième mondialisation.¹⁹ Celle-ci passe par l'intégration financière et par une démultiplication des investissements publics et privés à l'étranger. Surtout, les relations internationales se sont trans-nationalisées. Au-delà des relations inter-étatiques, les relations internationales comprennent maintenant « l'ensemble des

¹⁶ Société des Nations, *Convention concernant les droits et devoirs des Etats*, Montevideo, 26 décembre 1933, Recueil des Traités, Vol. 165, n° 3802, enregistrée en 1936.

¹⁷ Pierre ENGLEBERT, « Sovereignty as a Resource and Curse in Africa », *Oxford Research Encyclopedia of Politics* (2019) : 2.

¹⁸ Organisation des Nations Unies, *Charte des Nations Unies*. San Francisco, 26 juin 1945.

¹⁹ Jacques ADDA, *La mondialisation de l'économie : De la genèse à la crise* (Paris : La Découverte, 2012), 96-113.

rapports que les êtres et les groupes humains nouent entre eux à travers les frontières ».²⁰ Pour les transnationalistes tels que Joseph Nye et Robert Keohane, les Etats ne sont plus les uniques acteurs légitimes de la politique mondiale.²¹ Dans la première mondialisation, les compagnies marchandes jouaient déjà un rôle central dans le commerce entre comptoirs et métropoles, à l'image de l'*East Indian Company*. A la fin de la Guerre Froide, les acteurs non-étatiques agissent directement sur la scène internationale dans des domaines divers (sport, art...) et parfois réservés aux Etats. Dans le domaine militaire, la fin de la course aux armements entre la Russie et les Etats-Unis a conduit à la réduction du personnel militaire dans les armées régulières. Les anciens soldats, devenus mercenaires, ont créé de réelles entreprises militaires et de sécurité privée. Les gouvernements tendent à intégrer ces sociétés militaires directement dans les projets étatiques. Ainsi, en 2013, la Chine a annoncé son initiative des Nouvelles Routes de la Soie (dites *Belt and Road Initiative* – BRI) pour relier le marché chinois au reste du monde par des routes terrestres (autoroutes, chemins de fer...) et maritimes (ports, gazoducs...). Les banques d'Etats telles que la *China Exim Bank* sont invitées à prêter massivement aux gouvernements dans lesquels s'implantent les nouvelles infrastructures, en Europe centrale, du Sud, en Afrique et en Amérique du Sud. A leurs côtés, les entreprises chinoises telles que la *China Civil Engineering* sont invitées à participer à la construction de ces infrastructures en envoyant des dizaines de milliers d'ouvriers sur place. Pour sécuriser ces investissements massifs à l'étranger, le gouvernement de Beijing s'appuie sur son armée et sur certaines des 5 000 entreprises chinoises de sécurité.²²

Enfin, ces trente dernières années sont empreintes de multipolarité. Après la domination européenne dans l'ordre de Westphalie, puis la dichotomie Etats-Unis-URSS pendant la Guerre Froide, les flux et relations sont aujourd'hui orientés entre différents centres de puissance. Le multi-alignement indien évoqué plus haut joue précisément sur la multiplication des pôles de puissance. Le gouvernement chinois s'est lui aussi imposé dans la communauté internationale en développant sa propre vision des relations internationales. En décembre 2017, dans son adresse à la presse pour le 40^e anniversaire

²⁰ Robert FRANK, « Avant-propos », in *Pour l'histoire des relations internationales*, Robert FRANK (Paris : Presses Universitaires de France, 2012), 11.

²¹ Joseph NYE, Robert KEOHANE, « Transnational Relations and World Politics : An Introduction », *International Organization*, Vol. 25, n°3 (1971) : 329.

²² Alessandro ARDUINO, « China's Belt and Road Initiative security needs : The evolution of Chinese private security companies », *RISIS Working Paper*, n°306 (2017) : 7.

de la République Populaire de Chine (RPC), le Président Xi Jinping a annoncé le succès de la modernisation chinoise et l'entrée du monde dans une « *new era* » ('nouvelle ère').²³ Dans son Livre Blanc de septembre 2019, le gouvernement chinois explique ce concept comme une ère de coopération entre tous les Etats, dans tous les domaines : économique et militaire, mais aussi santé, environnement, etc.²⁴ Pour les théoriciens chinois tels que Li Shixian, il convient d'aller vers la « fin du mondialisme (*quanqiuizhuyi*) et la naissance d'un nouvel ordre mondial (*shijie xinzhiyu*) ». ²⁵ En cela, la coopération à l'échelle mondiale doit remplacer la mondialisation du modèle occidental. Dans cette vision, le modèle libéral occidental – et surtout américain – s'essouffle. En témoignent la crise financière de 2008 et la reprise de la conflictualité Occident-Russie depuis l'annexion de la Crimée en 2014. Dans la nouvelle ère, la multipolarité ne doit pas conduire à l'hégémonisme mais à la coexistence de différents modèles dont le modèle chinois.

L'affirmation des Etats émergents : la Chine, un pays devenu puissance

Si les Etats ne sont pas les uniques acteurs du monde actuel, ils n'en demeurent pas moins des acteurs centraux. A plus forte raison, ce sont les Etats émergents qui, à l'image de la Chine, déploient aujourd'hui un véritable activisme sur la scène internationale.²⁶ Ces Etats veulent traduire leur vision des relations internationales – multi-alignement indien et nouvel ordre chinois – dans la pratique. Depuis la Conférence de Bandung en 1955, et plus encore depuis le milieu des années 1990, les tentatives de mise en place de modèles alternatifs à l'ordre libéral se sont multipliées. En 1996, la Chine, la Russie, le Kazakhstan, le Kirghizistan et le Tadjikistan ont créé le Groupe des 5 pour stabiliser leurs frontières après la disparition de l'Union soviétique. Mais, pour Jean-Pierre Cabestan, en muant en l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS) en 2001, ce groupe devient un « modèle chinois d'organisation multilatérale » à vocation internationale. En mêlant négociations régionales et bilatérales pour faciliter l'implantation des routes de la BRI, la Chine y étend son influence en et hors Asie

²³ CGTN, « New Era for China », consulté le 24 avril 2023.

²⁴ State Council of the People's Republic of China, *White Paper on China and the World in the New Era* (Beijing, 27 septembre 2019).

²⁵ François GIPOULOUX, « La Chine : un hégémon bienveillant », *Commentaires*, n° 171 (2020) : 556.

²⁶ Tanguy STRUYE DE SWIELANDE, « Pays Africains... » (2011), *op. cit.*, 18.

centrale.²⁷ Après l'Inde et le Pakistan en 2017, c'est l'Iran et ses réserves pétrolières qui sont ainsi devenus membres de l'OCS en janvier 2023.²⁸ Il est aussi possible d'évoquer le groupe des BRICS. En mars dernier, le Président Sud-africain Ramaphosa a fixé comme objectif au sommet que son pays organisera en août prochain de « construire un partenariat entre les BRICS et l'Afrique pour ouvrir de nouvelles opportunités mutuellement bénéficiales ». ²⁹ Le Président a ainsi invité plusieurs Etats africains non-membres au sommet.

Sur cette question, les ambitions chinoises à l'international ont longtemps été analysées sous le prisme des « à-peu-près, des préjugés et des fantasmes ». ³⁰ L'histoire de la République Populaire de Chine depuis sa proclamation le 1^{er} octobre 1949 est celle de la modernisation du pays. Sous la présidence de Mao Zedong, la Chine a voulu mettre en place une voie propre du communisme en se rapprochant du Tiers-monde (Conférence de Bandung en avril 1955), de la France (visite du Président De Gaulle en janvier 1964) et des Etats-Unis (visite du Président Nixon en février 1972). Cependant, l'instabilité interne due aux politiques de Grand bond en avant (1956-1961) et de Révolution culturelle (1966-1968) a limité l'établissement de cette voie chinoise. La mort de Mao en septembre 1976 ouvre cette voie par la modernisation effective du pays. Deng Xiaoping entame de larges réformes, notamment économiques et militaires. Celles-ci permettent une modernisation quantitative (croissance annuelle moyenne de près de 9% sur la période 1980-2000) et qualitative (urbanisation, culture). ³¹ Cet élan ouvre aussi une réflexion sur la place de la Chine dans le monde. Si certains considèrent qu'elle entame une « transition » linéaire vers le développement, Jean-Luc Domenach estime au contraire que cette modernisation fait entrer la Chine « dans un nouveau cycle historique » tourné vers l'international. ³² Dans les années 1990 et 2000, les Présidents Jiang Zemin et Hu Jintao font de l'inscription de la Chine sur la scène internationale une priorité en passant de l'ouverture au « *go*

²⁷ Jean-Pierre CABESTAN, « L'Asie centrale vue de Chine », *Relations internationales*, n° 145 (2011) : 56.

²⁸ Roy ALLISON, « The Shanghai Cooperation Organization: A Fractured basis for Eurasian order. Five years after Maitan: Towards a Greater Eurasia? », *LSE Ideas*, (2019) : 20-25.

²⁹ South African Government, « President Cyril Ramaphosa: Oral replies to questions in the National Assembly », 9 mars 2023.

³⁰ Jean-Baptiste DUROSELLE et André KASPI, *Histoire des Relations Internationales, Tome 2 : de 1945 à nos jours* (Paris : Armand Colin, 2017), 444.

³¹ Jean-Luc DOMENACH, *Où va la Chine ?* (Paris : Fayard, 2002), 13.

³² *Ibid.*, 14 et 23.

global » (« participer à la mondialisation »).³³ La politique étrangère chinoise se fonde alors sur plusieurs piliers. Le premier est l'intégration dans les structures internationales. La Chine obtient des Etats-Unis la clause de la nation la plus favorisée en 1993, elle entre dans l'Organisation Mondiale du Commerce en 2001 et s'implique dans son rôle de membre permanent du Conseil de Sécurité des Nations Unies (engagement à lutter contre le terrorisme via l'OCS après le 11 septembre 2001, participation croissante aux opérations de maintien la paix...). Le deuxième pilier est le nationalisme. Face à la mémoire de la domination occidentale sur la Chine au XIXe siècle et à la montée de la méfiance occidentale vis-à-vis de la Chine dans les années 1990 – notamment du fait de la forte croissance chinoise et des évènements de Tiananmen en 1989 – illustrée par le bombardement de l'ambassade de Chine à Belgrade en juin 1999, la Chine envisage ses relations avec l'étranger sous le prisme idéologique. Elle fonde sa vision de la scène internationale sur une division en trois blocs : les pays hégémoniques, les pays développés, les pays en développement.³⁴ C'est cette vision qui pousse la Chine à se rapprocher des Etats en développement. Cette politique semble efficace puisqu'elle permet à la Chine de se voir rétrocéder Hong-Kong en 1997, Macao en 1999 et d'espérer retrouver le Tibet et Taïwan. Le dernier pilier est le renforcement du pouvoir du Parti Communiste de Chine (PCC). Après la manifestation à Tiananmen en 1989, et face à la réticence d'une frange de la population à se tourner vers l'Occident – revers du nationalisme – le parti renforce son contrôle sur l'Etat et sa narrative historique.

A la fin des années 2000, la Chine est le pays le plus peuplé et la deuxième économie au monde. Sa politique étrangère prend alors un nouveau tournant. Lors de sa première rencontre avec le Président américain Barack Obama le 9 juin 2013, Xi Jinping déclare qu'émerge un « nouveau type de relations internationales entre grandes puissances [qui] n'a pas de précédent historique » et dans lequel la Chine a un rôle à jouer.³⁵ Le gouvernement chinois développe depuis une politique d'indépendance vis-à-vis de toute influence extérieure en multipliant ses programmes de coopération internationale, liés à un interventionnisme économique (BRI, investissements à

³³ Hend ELMAHLY, Degang SUN, « China's Military Diplomacy Towards Arab Countries in Africa's Peace and Security : The case of Djibouti », *Contemporary Arab Affairs*, Vol. 11, n° 4 (2018) : 116.

³⁴ Jean-Luc DOMENACH, *Où va la Chine...* (2002), *op. cit.*, 140-150.

³⁵ Serge BERSTEIN et Pierre MILZA, *Histoire du XXème siècle, Tome 4 : 1990 à nos jours, Vers un monde nouveau du XXIème siècle* (Paris : Hatier, 2017), 309.

l'étranger), politique (poursuite de la modernisation militaire, contrôle des îlots et de la sécurité en Asie du Sud-Est), et culturel (*soft power* en Amérique Latine et en Afrique, échanges universitaires, Instituts Confucius...).³⁶ En ce sens, depuis les années 2000, la Chine peut être considérée comme devenue puissante. Comme l'a exprimé Xi Jinping dans son discours de 2017 cité plus haut, la Chine a dépassé le stade d'émergent, elle poursuit sa modernisation et confirme sa place sur la scène internationale.

L'affirmation des Etats émergents : l'Afrique, un continent « qui vient »

De son côté, pour l'historien Achille Mbembe, l'Afrique est une puissance « qui vient », composée d'Etats qui cherchent à se développer.³⁷ De tout temps, l'Afrique a été reliée au monde. Cette connexion remonte à l'arrivée de l'islam sur les côtes somaliennes du VIIe siècle et aux guerres de religion, puis au commerce et à la traite négrière du XVIIIe siècle, et enfin à la colonisation du XIXe siècle. Depuis la fin de la Seconde-Guerre mondiale, l'Afrique retrouve cette connexion. On peut citer les guerres d'indépendance dans les colonies françaises ou portugaises, et le soutien de pays comme la Chine aux mouvements indépendantistes dans les années 1950. A cela s'ajoute l'intérêt des blocs occidentaux et soviétiques pendant la Guerre Froide. En témoignent la prise d'otage à Téhéran en 1979 ; l'intervention soviétique en Afghanistan entre 1979 et 1989 ; les envois de troupes castristes pour soutenir les régimes marxistes en Angola en 1975 puis en Ethiopie en 1977... Cependant, comme dans le cas de la Chine, les années 1990 marquent un nouveau tournant pour le continent. La fragilité des Etats africains (divisions politiques, épidémies, terrorisme) permet aux Etats étrangers d'affirmer leur présence.³⁸ Rapidement, dans la fin des années 1990 puis surtout dans les années 2000, les nouvelles puissances telles que la Chine, le Brésil, la Russie, et les pays du Golfe renforcent leur intérêt pour l'Afrique. En effet, pour Tanguy Struye de Swielande, lorsqu'un Etat comme la Chine atteint un stade de développement suffisamment avancé, il a tendance à regarder au-delà de son voisinage proche, et à considérer que « le monde est son voisinage ».³⁹

³⁶ Alice EKMAN, « Chine : un 'émergent occasionnel' », *CERI SciencesPo Paris* (2015). Voir aussi : Penghong CAI, « ASEAN's Defense Diplomacy and China's Military Diplomacy », *Asia Policy*, n° 22 (2016) : 89-95.

³⁷ Achille MBEMBE, *L'Afrique qui vient...* (2017), *op. cit.*, 22.

³⁸ René LEMARCHAND, « The Democratic Republic of Congo: From Collapse to Potential Reconstruction », *Centre of African Studies University of Copenhagen*, (2001), 2.

³⁹ Tanguy STRUYE DE SWIELANDE, « Pays Africains... » (2011), *op. cit.*, introduction §3.

Par cette connexion, les Etats africains ont développé une « pensée-monde » qui leur est propre. Elle repose sur « la relation ; des nœuds ; des potentiels de circulation » internes au continent et vers le reste du monde.⁴⁰ Plusieurs auteurs s'accordent ainsi à dire que la présence des puissances étrangères en Afrique depuis les années 1990 relève d'une stratégie, d'un « mariage de raison » dans lequel l'Afrique cherche à être « à sa manière partie prenante de la globalisation ».⁴¹ Djibouti est un cas éclairant. Dès la Guerre Froide, la Corne de l'Afrique est en proie aux crises comme en témoigne l'envoi de troupes castristes en Ethiopie en 1977.⁴² Comme le caractérise Sonia le Gouriellec, cette tendance se renforce depuis 1990. Sur les quatre Etats que compte la Corne de l'Afrique, trois sont en proie à l'instabilité. Au Sud, la Somalie souffre de la guerre civile à la chute du général Mohamed Siad Barre en 1991, puis de conflits entre le gouvernement de transition de la République de Somalie, le Somaliland, le Puntland et l'Union des tribunaux islamiques. A cela s'ajoutent la crise humanitaire, les attaques du groupe terroriste islamiste Al-Shabaab et l'échec des initiatives internationales (ONUSOM et *Restore Hope* en 1992, opération éthiopienne en 2006, kényane en 2011, mission de l'Union Africaine en avril 2022...). A l'Ouest et au Nord, après s'être combattues entre les années 1970 et la fin des années 1990, l'Ethiopie et l'Erythrée entrent en guerre contre le Front de libération du peuple du Tigré jusqu'en novembre 2022. Plusieurs puissances régionales cherchent aussi à influencer la région. L'Iran, l'Arabie Saoudite et les Emirats Arabes Unis jouent un rôle majeur dans la guerre au Yémen, comme en témoigne l'installation d'une base militaire émiratie à Assab en Erythrée, ou encore la promesse d'une nouvelle trêve permise par la signature d'un accord irano-saoudien sous l'égide de Beijing en mars dernier.⁴³

Pour l'ancien président Hassan Gouled Aptidon, Djibouti est « au cœur du cyclone » : un îlot de stabilité dans cette scène régionale mouvementée. Et pourtant, « ce pays, son régime et sa société restent largement méconnus ».⁴⁴ Après que la France a fait de la Côte française des Somalis une colonie stratégique pour contrebalancer l'influence britannique, la colonie devient un territoire d'outre-mer dit Territoire français des Afars et des Issas, puis la République de Djibouti en juin 1977. Malgré les ambitions

⁴⁰ Achille MBEMBE, *L'Afrique qui vient...* (2017), *op. cit.*, 26.

⁴¹ Tanguy STRUYE DE SWIELANDE, « Pays Africains... » (2011), *op. cit.*, 50. Voir aussi : Jean-François BAYART, « L'Afrique dans le monde : une histoire d'extraversion », *Critique internationale*, Vol. 5 (1999) : 108.

⁴² Sonia LE GOURIELLEC, « La Corne de l'Afrique, un champ de bataille à deux échelles », *Esprit* (2022) : 20-23.

⁴³ « Yémen : l'ambassadeur saoudien annonce être à Sanaa pour 'stabiliser la trêve' », *La Croix*, 11 avril 2023.

⁴⁴ Pour ces deux citations, voir : Sonia LE GOURIELLEC, *Djibouti...* (2020), *op. cit.*, 45 et 17.

éthiopiennes et somaliennes (expansion territoriale, contrôle des ports), le nouvel Etat assure son indépendance par le soutien de la France qui y conserve sa base militaire et par l'adhésion à plusieurs organisations régionales : Ligue Arabe (1977), Marché commun pour l'Afrique de l'Est et du Sud (COMESA, 1981), ou encore l'Autorité Intergouvernementale pour le Développement (IGAD, 1986).⁴⁵

Depuis, comme la Chine, Djibouti émerge. Sur le plan politique, le pays n'a été confronté qu'à deux conflits : la révolte des Afars entre 1991 et 1994 et la contestation par l'Erythrée de la frontière djibouto-érythréenne en 2008. Cela a permis une surprenante stabilité du régime. Depuis 1977, seuls deux présidents se sont succédés, Hassan Gouled Aptidon et Ismaïl Omar Guelleh (surnommé IOG par la population), et le Rassemblement Populaire pour le Progrès (RPP) contrôle le champ politique, les médias et l'opposition latente du FRUD-armé afar au clan Issa au pouvoir.⁴⁶ Les réformes engagées après la crise économique des années 1990 (jusqu'à 10% de récession en 1996), l'attractivité du port de Doraleh et les investissements étrangers permettent de maintenir un taux de croissance annuel d'environ 6%.⁴⁷ Cette stabilité et la position géographique de Djibouti – entre le détroit de Bab-el-Mandeb, la Somalie, l'Ethiopie en pleine croissance et le Soudan et son pétrole – placent le petit pays au cœur des enjeux géostratégiques de la région : contrôle des eaux, lutte contre le terrorisme et la piraterie, investissements industriels.⁴⁸

Sur le plan diplomatique, Djibouti a décidé de tirer profit de sa centralité. On peut citer son rapprochement avec la Somalie depuis 2018 et son rôle dans l'accueil de plus de 35 000 réfugiés somaliens, yéménites et tigréens.⁴⁹ Plus encore, Djibouti est un petit Etat de 23 000 km² pour qui se pose la question de la préservation de son indépendance. Dans la théorie des *small states*, défendre sa souveraineté passe par la nécessité de se sécuriser, de refuser la dépendance à un autre Etat, et la possibilité de monétiser sa souveraineté en développant « d'ingénieuses stratégies compensatoires » telles que des rentes qui serviront à développer le pays.⁵⁰ Djibouti a ainsi mis en place un véritable « commerce des bases militaires », multipliant les contrats de location de base sur son sol et donc les

⁴⁵ *Ibid.*, 69-110.

⁴⁶ Quentin BRISSET, Etienne CHAUDEURGE, « La guerre civile à Djibouti (1991-1994) : Patrimonialisation et personnification des relations de pouvoir dans la Corne de l'Afrique » (Mémoire, SciencesPo Rennes, 2015-2016), 1-6.

⁴⁷ Banque Mondiale, « Djibouti Data », dernière consultation le 14 mai 2023. ; Moustapha NOUR A., « Djibouti : les marges extrêmes du désert à la recherche d'un destin oriental », *Insaniyat* (2011), figure 2.

⁴⁸ Sonia LE GOURIELLEC, « La Corne de l'Afrique... » (2022), *op. cit.* : 20-23.

⁴⁹ Lauren BLANCHARD P., « In Focus: Djibouti », *Congressional Research Service* (2022) : 1.

⁵⁰ Sonia LE GOURIELLEC, *Djibouti...* (2020), *op. cit.*, 28.

loyers perçus (voir Annexe n° 1).⁵¹ Au lendemain de l'indépendance, les Français ont signé un Accord de Défense assurant le maintien des Forces Françaises de Djibouti (FFDj). Après l'attaque contre l'USS Cole à Aden en décembre 2000, et surtout au lendemain du 11 septembre 2001, les Etats-Unis décident d'implanter leur seule base militaire permanente d'Afrique à Djibouti, comme base arrière pour la seconde guerre d'Irak, l'intervention en Somalie, au Yémen et dans le golfe d'Aden.⁵² Se sont ensuite implantées à Djibouti une base japonaise (2011), italienne (2014), chinoise (2017). Dans le cadre de l'opération européenne ATALANTE destinée à lutter contre la piraterie dans le Golfe d'Aden, des contingents allemands et espagnols sont aussi présents sur la base française. En avril 2016, grâce à leur proximité dans la guerre au Yémen, l'Arabie Saoudite a obtenu l'accord de Djibouti pour construire une base – toujours à l'état de projet. La même année, la Turquie a créé le poste d'Attaché de défense à son ambassade de Djibouti. En mars 2018, la France et l'Inde se sont accordées un accès mutuel à leurs bases navales, offrant à la flotte indienne un accès à la base française de Djibouti.⁵³ La Russie, elle, s'est toujours vu refuser une implantation dans le pays. Ainsi, en se développant et en gagnant une influence sur la scène régionale – a minima – Djibouti rentre dans le cadre de ce que Mbembe appelle une puissance « qui vient ».

Vers un « siècle sino-africain » ?

En observant les divers processus politiques, économiques, sociaux, culturels et militaires de mise en relation de la Chine et de l'Afrique, certains auteurs alertent sur les conséquences négatives que la présence chinoise peut faire peser sur le développement des Etats africains. Dès 2005, l'économiste Sud-africain Moeletsi Mbeki évoquait l'asymétrie des rapports commerciaux (matières premières africaines contre produits manufacturés chinois), la dette auprès des banques d'investissement chinoises, l'imposition de la main d'œuvre chinoise aux dépens de celle africaine, les enjeux

⁵¹ Jean-Luc MARTINEAU, « Djibouti et le 'commerce' des bases militaires : un jeu dangereux ? », *Espace politique*, n°34 (2018).

⁵² Jean-Pierre CABESTAN, « China's Military Base in Djibouti: A microcosm of China's Growing Competition with the United States and New Bipolarity », *Journal of Contemporary China*, Vol. 29, n° 125 (2020) : 732.

⁵³ République Française, *Déclaration franco-indienne sur le partenariat entre la France et l'Inde*, Vie publique, 11 mars 2018.

environnementaux à l'exploitation des mines et forages. Selon lui, ces sujets font de la présence chinoise en Afrique une « dangereuse équation ».⁵⁴

D'autres, comme Adama Gaye prévoient que cette coopération entre pays en développement est vouée à se renforcer.⁵⁵ En ce sens, pour Achille Mbembe, « qu'on le veuille ou non, il n'existe plus de scène périphérique ».⁵⁶ A l'image de Djibouti, chaque espace, aussi petit soit-il, s'intègre à la mondialisation et participe aux jeux et enjeux de la puissance internationale. A ce titre, l'évènement qui a le plus attiré l'attention sur le commerce que fait Djibouti des bases militaires est l'annonce en 2015, puis l'inauguration le 1^{er} août 2017, de la première base militaire chinoise hors des frontières de la RPC. Située à une dizaine de kilomètres du centre de Djibouti, cette base accueille des troupes, du personnel administratif et médical de la marine chinoise. Lieu de maintenance, de ravitaillement, de repos et de soin, la base est destinée à renforcer la participation de la Chine aux opérations anti-piraterie qu'elle mène dans le Golfe d'Aden depuis 2008. Elle revêt aussi une caractère symbolique qui caractérise la montée en puissance militaire de la Chine depuis les années 2000 ainsi que la préoccupation du gouvernement chinois de protéger les intérêts du pays à l'étranger (commerce, ressortissants...)⁵⁷

Cette implantation chinoise s'inscrit dans un contexte où, pour Gaye, les Etats occidentaux sont en recul en Afrique (le Commonwealth britannique, la France au Sahel) parce qu'ils ont une mauvaise compréhension de ce qui se joue entre les pays en développement.⁵⁸ Par exemple, il est estimé que les Etats-Unis comptent aujourd'hui au moins six cents (et sans doute plus de huit cents) bases navales et terrestres hors du pays, notamment en Amérique du Nord, en Europe, en Asie et au Moyen-Orient.⁵⁹ A cela s'ajoute un réseau établi d'alliances : OTAN, nouveau triangle Etats-Unis-Royaume-Uni-Australie, rapprochement avec les Philippines de Marcos Junior... Enfin, le pays reste la première économie mondiale et garde donc une capacité certaine d'investissement dans

⁵⁴ Cité dans Tanguy STRUYE DE SWIELANDE, « Pays Africains... » (2011), *op. cit.*, 49. Voir aussi : Thierry AMOUGOU, « L'inflation chinoise en Afrique noire : entre nouvelles opportunités et sous-développement durable », in *La Chine en Afrique : Menace ou opportunité pour le développement ?*, Thierry AMOUGOU *et al.* (Paris : Syllepse, 2011), 35-61.

⁵⁵ Adama GAYE, « Un siècle sino-africain », in Thierry AMOUGOU *et al.* (2011), *op. cit.*, 178.

⁵⁶ Achille MBEMBE, *L'Afrique qui vient...* (2017), *op. cit.*, 23.

⁵⁷ Christopher YUNG, « Still not a 'pearl': Djibouti as a dual-use logistics facility », in *PLA Logistics and Sustainment: PLA Conference 2022*, George SHTZER R., Roger CLIFF D. *et al.*, (Carlisle : Strategic Studies Institute, 2023), 173.

⁵⁸ Adama GAYE, « Un siècle sino-africain » (2011), *op. cit.*, 180.

⁵⁹ Shane TAYLOE C., « Crossover Point: How China's Naval Modernization Could Reverse the United States' Strategic Advantage », *Journal of Asian Security and International Affairs*, Vol. 4, n° 1 (2017) : 6.

sa défense. Pour autant, dès 2015, Washington s'est inquiété de la construction de la base chinoise à une douzaine de kilomètres du camp Lemonnier qui abrite les troupes américaines.⁶⁰ En témoigne la visite dans le pays en avril 2017 de James Mattis, Secrétaire à la Défense d'une administration Trump qui craignait l'espionnage des technologies militaires et une perte d'influence américaine dans la région.⁶¹ En 2022, la Chine a d'ailleurs créé le poste d'Envoyé spécial pour la Corne de l'Afrique, confirmant son intérêt pour la région. Dans ce « basculement de l'ordre international en cours autour des nouveaux pays émergents », le XXI^e siècle pourrait bien être un « siècle sino-africain ».⁶²

Entre instabilité sécuritaire et diplomatie militaire

Si la fin de la Guerre Froide a poussé à la privatisation des conflits et au mercenariat, les Etats n'ont pas totalement abandonné leur monopole sur la violence légitime. Pendant la Guerre Froide, le conflit indirect entre les Etats-Unis et l'Union soviétique retenait l'attention internationale sur les épisodes de crises : Cuba en octobre 1962, euromissiles à la fin des années 1970... Dans les années 1990, la disparition de cette dichotomie conduit à une incertitude généralisée.⁶³ L'Afrique est rapidement considérée comme un continent instable. Les violences des années 1990, tels que le génocide rwandais de 1994 et les deux guerres du Congo (1996-1997, 1997-2002), font l'objet d'une internationalisation – opération turquoise française au Rwanda et intervention d'Etats voisins au Congo. Malgré les initiatives de stabilisation telles que la création du Forum pour la paix et la sécurité en Afrique en 2013, la violence se poursuit comme depuis 2011 en Syrie. En parallèle, les attentats organisés par Al-Qaida contre les ambassades américaines de Nairobi et Dar es Salaam en 1998, puis le choc du 11 septembre 2001 au *World Trade Center*, ont conduit l'administration de George W. Bush à lancer la *Global War On Terror* ('guerre globale contre le terrorisme' – GWOT), à construire sa base militaire à Djibouti et à intervenir directement dans les dits *Rogue States* ('Etats voyous') tels que l'Irak. Aujourd'hui, l'annexion de la Crimée en 2014, puis la guerre russo-ukrainienne caractérisent l'émergence de guerres hybrides mêlant moyens

⁶⁰ Sonia LE GOURIELLEC, « Djibouti dans le jeu international », *Esprit* (2016) : 14.

⁶¹ Hend ELMAHLY, Degang SUN, « China's Military Diplomacy... », (2018), *op. cit.* : 126.

⁶² Adama GAYE, « Un siècle sino-africain » (2011), *op. cit.*, 177-178.

⁶³ See Seng TAN, « Military Diplomacy » in *The SAGE Handbook of Diplomacy*, Costas CONSTANTINOU M., Pauline KERRE, Paul SHARP (Londres : SAGE Publications Ltd, 2016), 592.

conventionnels et non-conventionnels (cyber-attaques...). Enfin, un siècle après la publication de l'ouvrage *The Influence of Sea Power upon History* (1890), dans lequel Alfred Mahan fait du contrôle des mers un élément constitutif de la puissance, la mer redevient un espace de compétition. En juillet 2022, l'amiral Pierre Vandier expliquait que la guerre en Ukraine est un exemple des enjeux actuels du contrôle des eaux : sécurisation des flux (commerciaux, alimentaires, énergétiques), des routes (bases russe à Tartou et chinoise à Djibouti), modernisation des flottes (capacité de projection).⁶⁴

Malgré cette persistance de la violence, la période contemporaine est marquée par une évolution des enjeux sécuritaires des Etats.⁶⁵ D'une part, la gestion des flux migratoire, des réseaux terroristes et du changement climatique ont conduit les Etats à sortir du strict *hard power*. D'autre part, ces enjeux sont de plus en plus transnationaux. Les sujets qui viennent d'être cités ont des sources et des conséquences qui dépassent les frontières nationales. La résolution des enjeux de sécurité nationale implique donc une coopération inter-étatique. Pour combiner les enjeux sécuritaires et leur transnationalisation, les Etats ont ainsi développé un aspect particulier de la diplomatie : la diplomatie militaire, dite '*military diplomacy*'. Brig Muthanna, attaché au ministère de la Défense de l'Etat du Karataka en Inde, considère que cette pratique trouve ses origines dans la diplomatie de la canonnière adoptée par la marine britannique à Canton pour forcer l'importation d'opium dans la ville en mars 1839.⁶⁶ Ici, la force n'était pas utilisée dans le cadre d'une guerre, mais pour assurer la pérennité des intérêts économiques britanniques à l'étranger. Si la forme moderne de la diplomatie militaire apparaît dans les années 1960 avec le stratège chinois Sun Tzu, c'est surtout depuis les années 2000 que l'utilisation de l'armée en temps de paix est proprement théorisée par des auteurs tels qu'Andrew Cottey et Anthony Forster. See Tan considère ainsi que la diplomatie militaire fait la synthèse entre l'emploi de la force (militaire) et la négociation (diplomatie), et qu'elle caractérise « l'utilisation délibéré par une nation de ses organes et ressources militaires, dans une optique non-violente et dans un cadre bi- et multilatéral, pour obtenir

⁶⁴ Guy-Alexandre LE ROUX, « Amiral Pierre Vandier : 'Ce réarmement massif fera demain de la mer un lieu d'affrontement' », *Revue Conflits*, 13 août 2022.

⁶⁵ Bhubhinder SINGH, Seen Seng TAN, « Defence diplomacy and Southeast Asia », *Rajaratnam School of International Studies*, n° 21 (janvier 2011) : 1.

⁶⁶ Brig MUTHANNA, « Military Diplomacy », *Perspectives*, Vol. 5, n°1 (2011) : 2.

des résultats positifs pour sa sécurité ». ⁶⁷ Cette coopération entre forces armées de différents pays, alliés comme rivaux, doit stabiliser l'environnement dans lequel évolue un Etat. Cela passe par une variété d'activités : (i) la coopération diplomatique (rencontres entre officiels militaires), (ii) la recherche (échanges d'experts militaires, formation, R&D), et (iii) la participation aux efforts internationaux de stabilisation (exercices conjoints, aide humanitaire, maintien de la paix...). La généralisation de la diplomatie militaire – dans les stratégies américaines, anglaises, françaises, mais aussi de plus en plus indiennes et chinoises... – doit permettre une meilleure compréhension des Etats et de leurs ambitions et une plus grande confiance. ⁶⁸ Toutefois, la diplomatie militaire reste parfois limitée par des intérêts divergents entre Etats. ⁶⁹ En ce sens, l'accord franco-indien de mars 2018 sur les bases navales peut être compris comme tentative pour contrer la diplomatie militaire croissante de la Chine entre la Méditerranée et l'océan Indien. ⁷⁰

Plusieurs auteurs, comme Anton Du Plessis en 2008, ont fait la distinction entre diplomatie militaire et diplomatie de défense (dite '*defence diplomacy*'). ⁷¹ Pour ces auteurs, la diplomatie militaire ne relève que d'institutions militaires. En ce sens, elle est une branche de la diplomatie de défense qui, elle, est à destination d'acteurs tant militaires que civils (administrations, entreprises privées...). Cependant, les nouveaux enjeux sécuritaires tendent à rendre floue cette différence. C'est par exemple le cas des conflits hybrides, déjà cités, où la protection contre les cyber-attaques s'inscrit dans des partenariats civils-militaires. Cette distinction est d'autant plus complexe que la diplomatie militaire a vu émerger une diplomatie militaire publique à part entière. ⁷² Par des stratégies d'information et de publicisation, les armées ancrent de plus en plus leurs actions dans une proximité avec les gouvernements voire les populations des Etats étrangers. *In fine*, la diplomatie militaire – qu'elle soit stricte, publique ou de défense – s'inscrit dans la définition du pouvoir sur la scène internationale donnée par Steven Lukes en 2005 : un Etat est puissant lorsqu'il est capable d'influencer l'environnement, la

⁶⁷ See Seng TAN, « Military Diplomacy » (2016), *op. cit.*, 591: « deliberate application by a nation of its military assets and resources, in nonviolent ways and in bilateral or multilateral settings, to attain positive outcomes for its security ».

⁶⁸ Brig MUTHANNA, « Military Diplomacy » (2011), *op. cit.* : 4.

⁶⁹ See Seng TAN, « Military Diplomacy » (2016), *op. cit.*, 597.

⁷⁰ Marianne PERON-DOISE, « La nouvelle visibilité de la présence maritime chinoise en Méditerranée », *Revue Défense Nationale*, n° 822 (2019) : 120-125.

⁷¹ Cité dans See Seng TAN, « Military Diplomacy » (2016), *op. cit.*, 592.

⁷² Göran SWISTEK, « The nexus between public diplomacy and military diplomacy in Foreign Affairs and Defense Policy », *Connections*, Vol. 11, n° 2 (été 2012) : 80.

pratique et le discours d'un autre Etat.⁷³ Selon le géographe et diplomate Michel Fouchet, cette logique d'influence politico-militaire dans les relations internationales contemporaines se résume par la formule : « gagner la guerre sans la faire ». L'influence militaire hors des frontières, à l'image de la politique chinoise de contrôle des îlots en mer de Chine ou de la construction de sa base militaire à Djibouti, doit ainsi permettre à l'Etat de « promener sa frontière sur le territoire d'autrui » sans lui faire la guerre.⁷⁴

Questionnements et orientations de la réflexion

Il vient donc d'être présenté que les trente dernières années de l'ère contemporaine ont engagé une recomposition des relations internationales qui laisse une place non-négligeable aux Etats en développement, à leurs visions et à leurs stratégies. A la lumière de ces éléments, la lecture du poème de Rachid Hachi fait émerger plusieurs questions sur la réalité de la coopération militaire entre Djibouti et les puissances étrangères aujourd'hui. Il apparaît intéressant d'observer l'utilisation de la diplomatie militaire, que font deux pays qui sont ou se disent en développement – la Chine et Djibouti – dans leurs relations depuis les années 1990. Pour ce faire, ce mémoire analyse le cas particulier de la construction de la première base navale chinoise à l'étranger. Dans quel cadre cette construction s'inscrit-elle en 2017 ? Il s'agit ici de comprendre comment les deux Etats ont justifié la construction : les thèmes mobilisés à l'époque coloniale (manque de ressources, nécessité de protéger Djibouti) sont-ils toujours d'actualité dans une nouvelle ère chinoise qui prône la coopération d'égal à égal entre Emergents ? Ensuite, dans quelle mesure la construction de la base s'inscrit-elle dans l'évolution de la politique étrangère des deux Etats depuis 1990 ? Il s'agit ici d'observer si la base navale chinoise participe aux politiques d'influence engagées par la Chine et Djibouti entre eux, mais aussi dans la région et sur la scène internationale. Finalement, la construction de la base chinoise permet-elle d'articuler les intérêts stratégiques propres à chacun des deux pays ? Il s'agit ici d'analyser si le rapport de pouvoir qui sous-tend les relations sino-djiboutiennes ouvre une coopération gagnant-gagnant ou une relation de dépendance.

⁷³ Cité dans Serge BANYONGEN, « La dialectique du positionnement et des opinions des acteurs locaux dans le paradigme de la réceptivité de la coopération chinoise en Afrique », *Monde chinois*, n° 38-39 (2014) : 68.

⁷⁴ Ces deux citations sont issues des notes personnelles de l'auteur prises lors de la Conférence inaugurale du master ERIG tenue par Michel Fouchet à Sciences Po Strasbourg le 20 septembre 2022, « L'Europe au défi de ses frontières ».

Pour apporter des éléments de réponse à ces questions, ce travail de recherche propose une approche discursive. Effectivement, cette introduction a laissé entrevoir que, s'il existe une large littérature sur les activités de la Chine en Afrique et sur Djibouti comme enjeu, peu d'articles traitent de la politique étrangère djiboutienne. Ce travail cherche donc à sortir de la simple analyse de la politique chinoise et de la réaction du gouvernement djiboutien, pour étudier plus en profondeur la relation sino-djiboutienne en tant que telle. Etudier les discours de chaque Etat permet ainsi d'envisager les deux Etats comme acteurs à part entière de leur relation, ayant des intérêts et stratégies propres. Pour les constructivistes comme Alexander Wendt, les sujets des relations internationales tels que la sécurité et les rapports de force sont déterminés par l'intersubjectivité des acteurs.⁷⁵ La façon dont les Etats envisagent leurs relations a un impact sur cette relation. Les constructivistes critiques comme Barry Buzan vont plus loin en considérant que la façon même dont les Etats expriment, nomment leur rapport de force a un impact.⁷⁶ A ce titre, la Chine s'efforce depuis plusieurs années de se réappropriier les concepts qui caractérisent son histoire. Par exemple, en 2022, l'Institut National d'Histoire Lishi Yanjiu a contesté la vision occidentale de la période de « porte fermée » pour avancer une vision chinoise de cette période.⁷⁷ Analyser les discours permet donc d'identifier les choix et intérêts tant du gouvernement chinois que du gouvernement djiboutien. Il est enfin possible de comparer les discours et la pratique. Il convient tout de même de noter que si nous considérons la Chine et Djibouti comme deux acteurs à part entière, nous analysons ici les discours de ces acteurs sur les activités de l'armée chinoise à Djibouti.

Dans une moindre mesure, cette approche discursive s'inscrit dans une approche historique et sociologique. Si ce mémoire est avant tout un mémoire de relations internationales, un éclairage historique semble intéressant. Nous ne cherchons pas à apporter un éclairage de très long terme, mais plutôt à observer les évolutions des discours, des stratégies et des pratiques sur une trentaine d'année. Ce mémoire se concentre en effet sur la période 1990-2023 qui rassemble en Chine et à Djibouti l'ensemble des éléments que nous avons évoqués en introduction : intégration des périphéries, diplomatie militaire moderne, transnationalisation accrue, construction de la

⁷⁵ Voir par exemple : Alexander WENDT, *Social Theory of International Politics* (Cambridge : Cambridge University Press, 2006).

⁷⁶ Voir : Barry BUZAN *et al.*, *Security, A New Framework For Analysis* (Boulder : Lynne Rienner, 1998).

⁷⁷ « Quand la Chine menait la politique de la porte fermée », *Courrier International*, 15 octobre 2022.

politique chinoise de *go global* et présidence d'IOG. Sur le plan sociologique, étudier les discours implique d'étudier les acteurs qui tiennent ces discours. Reprenant le concept de « *You stand where you sit* » qui veut qu'un acteur interprète la réalité de façon subjective au travers de ce à quoi il a accès, Tanguy Struye de Swielande note par exemple que les acteurs africains ont des intérêts divergents dans la relation sino-africaine en fonction de leur position.⁷⁸ Le parti au pouvoir n'a pas les mêmes intérêts que les autres partis, les organisations non-gouvernementales, les entreprises, etc. Dans ce mémoire, nous analysons donc les Etats chinois et djiboutiens comme acteurs à part entière, en prenant en compte leurs intérêts politiques (du PCC et du RPP) et géopolitiques (légitimation des partis vis-à-vis de leurs populations et de la communauté internationale).

In fine, pour que ces trois focales d'analyses soient efficaces, il est nécessaire de concentrer notre étude. Ainsi, ce mémoire s'intéresse aux discours des Etats, au sens des gouvernements. Nous laissons donc de côté les acteurs non-gouvernementaux (ONG, société civile, opposition politique). Aussi, malgré la présence de sept armées à Djibouti, ce mémoire laisse de côté les réactions et discours des autres armées vis-à-vis de la base chinoise. C'est à travers les discours et pratiques de la Chine et de Djibouti que nous comprendrons leurs stratégies d'influence. Enfin, parce que nous nous intéressons aux discours sur la base navale chinoise, nous laissons de côté les domaines de coopération qui ne sont pas directement reliés à l'armée chinoise et sa base.

Afin de traiter au mieux le sujet, ce mémoire s'appuie sur plusieurs courants théoriques d'histoire et de relations internationales. Etant réalisé dans le cadre d'une introduction à la recherche, ce travail ne prétend pas représenter de façon absolue un courant mais cherche plutôt à donner une orientation à son analyse. Ainsi, ce mémoire s'inscrit dans la ligne de pensée de Jean-Luc Domenach. Ce dernier refuse de considérer la Chine comme gouvernée par un régime « hypocrite » qui veut renverser l'ordre mondial ou à l'inverse comme un régime en perte de vitesse économique, idéologique, etc. Il propose de voir la Chine comme un pays « en chantier ».⁷⁹ Si la Chine fait évoluer sa stratégie c'est parce qu'elle, ses moyens et ses objectifs évoluent. Ensuite, ce mémoire s'inscrit dans la volonté de Jean-François Bayart d'historiciser les sociétés africaines.

⁷⁸ Tanguy STRUYE DE SWIELANDE, « Pays Africains... » (2011), *op. cit.*, 22.

⁷⁹ Jean-Baptiste DUROSELLE et André KASPI, *Histoire des Relations...* (2017), 455-457. ; Jean-Luc DOMENACH, *Où va la Chine...* (2002), *op. cit.*, 19.

Selon lui, si elles ont des traits communs dès leur origine (e.g., leur histoire de nœuds et de relations), les sociétés africaines sont surtout caractérisées par leur « hétérogénéité ». Il faut sortir de l'idée d'une Afrique homogènement en marge de la modernité, pour observer « ce que les acteurs, fussent-ils subordonnés, font » de leur relation avec l'extérieur.⁸⁰ Sur le plan historique, les *post-colonial studies* et *subaltern studies* remettent les sociétés qui ont subi la colonisation dans le temps long et montrent que leurs acteurs ont des dynamiques propres ('agency'). Pour Benjamin Chemouni, sur le plan politique aussi, il faut comprendre « la façon dont les acteurs investissent et retravaillent les marges étatiques ». ⁸¹ A Djibouti, le gouvernement d'IOG a intérêt à jouer sur sa souveraineté vis-à-vis des Etats étrangers autant que vis-à-vis de sa population. Enfin, de façon plus générale, ce mémoire s'inspire de l'étude qu'a faite Pierre Singaravélou de la présence des puissances européennes à Tianjin au XVIIIe siècle : étudier les intérêts, l'organisation et les conséquences de la présence de puissances étrangères dans une ville.⁸²

En cela, ce mémoire se compose de trois parties. Après avoir présenté la méthode adoptée pour sélectionner les sources primaires sur lesquelles repose ce travail de recherche, le premier temps de notre analyse démontre que la Chine justifie sa présence en Afrique et à Djibouti par une mission historique. Le gouvernement a développé une grammaire propre pour se présenter en tant qu'acteur raisonnable qui agit hors de ses frontières dans le respect des normes internationales pour la pacification et le développement international. Le deuxième temps de notre analyse explore la façon dont la Chine fait le lien entre sa rhétorique et l'utilisation pratique de sa base navale à Djibouti, qui mobilise une diplomatie militaire variée. L'armée chinoise assure que sa base est un espace de dialogue qui sert la confiance entre les Etats. Le dernier temps de notre analyse replace la construction de la base dans les efforts djiboutiens pour (dés-)articuler l'international et le national. Le gouvernement adopte un discours justificateur dans lequel la diplomatie militaire est moteur de développement en interne et en externe.

⁸⁰ Jean-François BAYART, *L'Etat en Afrique : la politique du ventre* (Paris : Fayard, 1989), édition de 2006, 60 et 61.

⁸¹ Benjamin CHEMOUNI, « La recherche sur l'Etat rwandais en débat », *Politique Africaine*, Vol.4, n° 160 (2020), 20.

⁸² Pierre SINGARAVELOU, *Tianjin cosmopolis, une autre histoire de la mondialisation* (Paris : Seuil, 2017). Voir au moins l'introduction.

– Méthode de recherche –

De façon à étudier le discours chinois et djiboutien sur la construction et l'utilisation de la base navale chinoise, ce mémoire s'appuie sur des sources émises directement par ces gouvernements ou commandées par ces derniers. Les sources sélectionnées caractérisent ainsi les efforts de pédagogie des gouvernements chinois et djiboutiens vis-à-vis, soit de leurs populations, soit (surtout) des autres Etats. Enfin, pour resituer l'utilisation de la base dans son contexte, les sources sélectionnées couvrent l'ensemble de la période 1990-2023. Ce vaste échantillon rend compte des évolutions de la diplomatie militaire et de la relation sino-djiboutienne avant, pendant et après la construction de la base. Notons qu'étant impossible de se rendre en Chine et à Djibouti dans le cadre de ce travail universitaire, les sources disponibles en ligne ont été tout à fait suffisantes – pour un premier travail sur le sujet du moins.

Etant donné que l'analyse des discours doit faire émerger la grammaire spécifiquement choisie par chaque gouvernement pour présenter au monde sa vision de la base, il est essentiel d'étudier les rhétoriques dans leurs langues d'origine. A ce titre, l'analyse des discours dans ce mémoire est possible dans la limite de l'accès qu'en a l'auteur. Les langues officielles de Djibouti étant le français et l'arabe, le gouvernement produit ses documents dans les deux langues et choisit dans les deux cas des termes précis. Analyser une langue plutôt que l'autre ne semble pas donc poser de difficulté. S'il serait intéressant d'observer les correspondances et différences entre les traductions arabes et françaises, ce mémoire s'attache en effet surtout à comparer les narratives djiboutiennes et chinoises. Aussi, l'auteur n'ayant à ce jour qu'une compréhension limitée de l'arabe, l'analyse se concentre ici sur les documents en français. Concernant les sources du gouvernement chinois, l'auteur n'est pas familier avec le mandarin. Ici encore, cette limite idiomatique ne semble pas empêcher l'analyse de la narrative chinoise puisque le gouvernement publie des traductions officielles en anglais pour ses documents à destination des pays non-sinophones. Dans son étude sur l'évolution de la sémantique de la *Belt and Road Initiative* entre 2013 et 2015, Gregorz Stec a ainsi démontré l'application

dont fait preuve le PCC dans ses traductions.⁸³ La correspondance entre les traductions anglaises et chinoises est donc aussi laissée de côté, pour de futurs travaux.

L'objectif de la première partie de ce mémoire est de comprendre comment le gouvernement chinois fait de sa base à Djibouti un élément qui s'inscrit logiquement dans sa politique étrangère. Cette partie se fonde donc sur l'analyse des Livres Blancs, dits '*White Papers*', rédigés par le Conseil des affaires de l'Etat de la République Populaire de Chine.⁸⁴ Dans leur étude sur les investissements directs à l'étranger de la Chine, Huang Wenbin et Andreas Wilkes considèrent que ce Conseil des affaires de l'Etat est le niveau le plus important de décision de la politique nationale et étrangère chinoise.⁸⁵ Directement sous influence du PCC, le Conseil a la charge d'établir les objectifs de l'Etat, que les ministères et l'administration devront atteindre. Comme développé plus bas, les Livres Blancs sont aussi publiés pour expliquer aux gouvernements étrangers les grandes orientations de la politique du régime chinois. L'auteur a répertorié l'ensemble des 160 Livres Blancs disponibles sur le site des archives officielles du service d'information du Conseil des affaires de l'Etat.⁸⁶ Ces livres ont été rédigés entre novembre 1991 et mars 2023 et couvrent une très large variété de sujets : droits de l'Homme, développement durable, non-prolifération nucléaire, situations au Xinjiang et à Taïwan... Parmi eux, l'auteur a sélectionné seize exemplaires. Quatre Livres de 2000, 2005, 2011 et 2019 concernent la stratégie de développement chinoise. Neuf Livres de 1998, 2000, 2002, 2004, 2006, 2008, 2010, 2013 et 2019 concernent la politique militaire au sens strict (buts, modernisation et emploi des forces armées). Les Livres sur la cyberdéfense, la non-prolifération ou encore les opérations de maintien de la paix ont été laissés de côté. Enfin, trois Livres de 2006, 2015 et 2021 concernent le partenariat Chine-Afrique.

L'objectif de la deuxième partie de ce mémoire est de comprendre comment le gouvernement chinois explique les activités de sa marine sur la base de Djibouti. Cette

⁸³ Gregorz STEC, « China's Belt and Road Initiative is Neither a Strategy Nor a Vision. It is a Process », *European Institute for Asian Studies* (2018) : 3-4. La traduction de « 丝绸之路经济带 – sichou zhi lu jingji dai » est ainsi passée (entre autres) de 'Economic Belt along the Silk Road' à 'Belt and Road Initiative', pour souligner l'idée d'une initiative ouverte à tous plutôt que d'un agenda proprement chinois.

⁸⁴ Les Livres Blancs chinois se réfèrent à ce Conseil comme « *State Council of the People's Republic of China* ». Pour la suite de ce mémoire, nous y ferons référence sous 'Conseil des affaires de l'Etat'.

⁸⁵ Huang WENBIN, Andreas WILKES, « China's overseas investment policy actors », in *Analysis of China's overseas investment policy*, Huang WENBIN, Andreas WILKES (Bogor: Center for International Forestry Research 2011)2-3.

⁸⁶ Les Livres Blancs ont été répertoriés sur la version antérieure (i) du site et sur sa nouvelle version (ii), disponibles aux adresses URL suivantes : (i) <http://www.china.org.cn/e-white/>, (ii) <https://english.www.gov.cn/archive/whitepaper/>

partie se fonde donc sur l'analyse des communiqués de presse publiés par le Ministère chinois de la Défense nationale. Directement en charge de la marine, ce ministère participe aux efforts de pédagogie du PCC puisqu'il est au fait de l'ensemble des activités des troupes présentes à Djibouti et est en charge de les rendre publiques. Plus intéressant encore, dans la hiérarchie dressée par Wenbin et Wilkes, les ministères ont un rôle intermédiaire entre le Conseil des affaires de l'Etat et l'administration (en l'occurrence les troupes).⁸⁷ La rhétorique du ministère fait donc pleinement partie de la rhétorique du gouvernement chinois. Le choix des activités présentées par le ministère dans ses communiqués est ainsi éclairant sur ce que l'Etat chinois veut montrer ou non. Enfin, au même titre que les Livres Blancs, les communiqués sont publiés en anglais et sont donc tant à destination du public chinois qu'étranger. En témoigne le fait que ces communiqués sont parfois directement repris ou issus de médias tels que *China Global Times* ou l'agence officielle *Xinhua*. Cela permet *in fine* de comparer la correspondance du vocabulaire choisi par le ministère et le Conseil. L'auteur s'est ainsi rendu sur la version anglaise officielle du Ministère de la Défense chinois, puis a effectué une recherche avec le mot-clef « Djibouti » dans la barre de recherche d'archives.⁸⁸ De façon à limiter le nombre de résultats aux communiqués réellement pertinents, l'auteur a sélectionné l'option « *title* » ('titre') pour que ne soient présentés que les résultats dont le titre comporte le nom « Djibouti ». En retirant les doublons, l'auteur a pu retenir vingt-quatre articles directement en lien avec la base navale de Djibouti. Ces articles couvrent la période 2015-2023, ce qui semble cohérent étant donné que la base a été construite entre 2016 et 2017. Il convient de remarquer qu'il avait été envisagé d'analyser les publications du Ministère des Affaires étrangères chinois. Cependant, son site internet ne comporte que peu d'informations sur Djibouti et à plus forte raison sur la base navale.

L'objectif de la troisième partie de ce mémoire est de comprendre comment le gouvernement djiboutien caractérise l'implantation militaire chinoise dans son pays. Cette partie se fonde donc sur l'analyse des déclarations du gouvernement. Les sites internet de la présidence et des ministères djiboutiens ne consacrent que peu de publications à la base militaire chinoise. Toutefois, comme évoqué en introduction, le gouvernement fait passer ses idées et éléments de langage au travers de trois médias, qu'il

⁸⁷ Huang WENBIN, Andreas WILKES, « China's overseas investment... » (2011), *op. cit.*, 2.

⁸⁸ La version anglaise du site officiel du Ministère est disponible à l'adresse URL : <http://eng.mod.gov.cn/>

finance et contrôle.⁸⁹ Parmi eux, le site de *Radio-Télévision de Djibouti* ne donne pas accès à ses archives et celui de *La Nation* n'est que difficilement accessible. Le site de *l'Agence Djiboutienne d'Information*, lui, donne accès à plus de dix mille articles publiés depuis 2003 en arabe et en français.⁹⁰ Déclarant informer tant l'opinion nationale qu'internationale, cette agence revendique sa proximité avec le gouvernement d'IOG depuis 1999.⁹¹ Etudier ses articles permet donc d'approcher autant que possible la communication gouvernementale. Dans la section « archive » du site, l'auteur a donc réalisé une recherche avec le mot-clef « Chine ». Sur les plus de cent-soixante articles qui concernent la Chine, une dizaine s'intéresse directement à la base navale, principalement entre 2016 et 2018. Par ailleurs, l'auteur a sélectionné plusieurs articles publiés entre 2004 et 2023 pour pouvoir replacer le discours sur la base dans la vision plus large que porte le gouvernement djiboutien sur sa relation avec la Chine.

⁸⁹ D'après le dernier rapport de l'état de la presse dans le monde publié par Reporters Sans Frontière, Djibouti est classé 162^e sur 180 pays analysés. Le nombre limité de médias ainsi que le harcèlement que subit le média qui n'est pas sous contrôle, *La Voix de Djibouti* restreignent fortement la liberté de la presse. Voir : Reporters sans frontières, « Classement : Djibouti », consulté le 3 mai 2023.

⁹⁰ Le site de l'agence de presse est disponible à l'adresse URL : <https://www.adi.dj/>

⁹¹ Voir la section « Présentation » du site, disponible à l'adresse : <https://www.adi.dj/index.php/site/Presentation>

La Chine, l’Afrique et le monde : caractériser la mission stabilisatrice de la Chine

Pour comprendre la construction de la base navale, il convient dans un premier temps d’observer la façon dont la Chine présente sa place les relations internationales. Depuis les années 1990, le gouvernement chinois adopte une rhétorique qui présente la République Populaire de Chine comme un acteur majeur qui suit une stratégie linéaire, logique, à visée globale. Cette stratégie doit servir les objectifs chinois autant que ceux de la communauté internationale. En cela, la Chine dit poursuivre son développement national sans chercher à renverser les équilibres actuels (I.1). Au contraire, le développement chinois serait celui d’une puissance responsable qui œuvre pour la stabilité internationale (I.2). Cette stabilité doit permettre, *in fine*, d’intégrer l’ensemble des pays dans une coopération bénéfique pour tous selon les intérêts de chacun (I.3). Ces trois idées sont constamment liées dans la grammaire chinoise : le développement chinois ne pourrait se faire que dans un monde stable et avec l’appui des autres pays. Inversement, la paix ne pourrait être atteinte sans le développement de la Chine et du multilatéralisme.

I.1 – « Peaceful development road » : une stratégie de développement proprement chinoise

Le premier élément qui émane de la rhétorique chinoise est l’idée selon laquelle la Chine poursuit une « *peaceful development road* ». Cette voie cherche le développement – et plus particulièrement aujourd’hui la modernisation – de la Chine, dans tous les domaines (économique, social, militaire...), de façon pacifique par nature. Beijing justifie ainsi sa recherche continue de modernisation par une tendance historique, une voie, dans laquelle la Chine est vouée à être moyennement puissante (I.1.A). Cette modernisation de la Chine doit donc se faire selon une méthode et des objectifs propres au pays (I.1.B). Cette modernisation historique chinoise, enfin, est pacifique en ce qu’elle est conforme à la marche du monde contemporain (I.1.C).

1.1.A – Une rhétorique inscrite dans le temps long

Les Livres Blancs du Conseil des affaires de l'Etat chinois, en particulier ceux qui s'intéressent au développement du pays, accordent une importance au fait de replacer la situation actuelle de la Chine dans le temps long. Dans le Livre de 2005, le Conseil des affaires de l'Etat se réfère au passé et caractérise le développement chinois comme un « *inevitable choice based on China's historical and cultural tradition* ». Cette tradition est associée aux deux expéditions de Zheng He vers l'Afrique de l'Est au XIVE siècle qui reflètent « *the good faith of the ancient Chinese people in strengthening exchanges with relevant countries* ». ⁹² En effet, à cette époque, la Chine a réussi à envoyer une flotte importante au-delà de son voisinage proche pour entamer des échanges de thé et textiles. Le passé est aussi important dans le sens où le développement chinois actuel s'appuie sur les frustrations du XIXe siècle. Le Livre Blanc de 2011 rappelle le choc qu'a connu la Chine sous la politique de porte ouverte imposée par les Etats européens. La diplomatie de la canonnière en mars 1839 à Canton précède en effet les Traités de Nankin (1842), Pékin (1860) et Shimonoseki (1895), dits Traités inégaux qui imposent une présence européenne sur les côtes chinoises et une perte de la souveraineté de la monarchie chinoise sur son commerce extérieur et sur la Corée. La politique de la porte ouverte ne commence cependant réellement qu'avec le commerce américain en Chine en 1900. Le Livre ajoute que la Chine est parvenue à se défaire de l'influence étrangère et à renouer avec le développement par elle-même. Il est ainsi fait référence à la révolution de 1911 qui a conduit à la chute de la dynastie des Qing et à l'instauration de la République nationaliste de Sun Yat-Sen qui voulait redonner à la Chine la grandeur perdue. Il est aussi souligné le rôle du PCC dans l'instauration de la RPC en 1949, la réforme, l'économie socialiste de marché et le retour de la Chine dans le monde. Ces références se retrouvent jusque dans le dernier Livre sur le développement, publié en 2019, qui souligne surtout le rôle du gouvernement chinois depuis 1949. ⁹³ On peut alors lire :

« In the mid-19th century, Western powers forced open China's door with gunboats. Internal turmoil and foreign aggression gradually turned China into a semi-colonial

⁹² Pour ces deux citations, voir : State Council of the People's Republic of China, *White Paper on China's Peaceful Development Road* (Beijing, décembre 2005). Les Livres étant publiés en ligne, ils ne comportent pas de numéros de pages. On se réfère donc ici aux numéros de parties du Livre, en l'occurrence la section I.

⁹³ State Council of the People's Republic of China, *White Paper on China and the World...* (2019), *op. cit.*, introduction et sections I. §1 et III. §6.

*and semi-feudal society. The country became poor and weak, and the people suffered from wars and chaos. [...] The CPC led [the people] and finally founded the People's Republic of China in 1949. This marked the realization of China's independence and liberation of its people and ushered in a new epoch in China's history. »*⁹⁴

L'interprétation que le PCC donne du développement du pays est donc sensiblement différente de celle qu'en ont les Etats Occidentaux. Alors que les Etats-Unis, entre autres, s'inquiètent de la croissance chinoise et entrent dans la logique d'une nouvelle dichotomie entre deux puissances, la Chine souligne le caractère pacifique d'un développement qu'elle considère être un rattrapage après un « siècle d'humiliation » au XIXe siècle.⁹⁵ Pour François Gipouloux, la Chine sélectionne des éléments de son passé, qu'elle met en avant pour servir sa rhétorique de « renaissance » pacifique.⁹⁶ Cette pratique s'inscrit dans les efforts de pédagogie que fait le gouvernement pour expliquer le développement du pays. En rappelant la tradition commerciale pacifiste du pays et en rédigeant ses Livres dans le but de « *respond the world's question about China* », le Conseil des affaires de l'Etat cherche donc à rassurer sur le fait que la Chine ne veut pas concurrencer la puissance américaine.⁹⁷ De même, François Godement remarque que la Chine est « une nation depuis toujours à la poursuite de son héritage identitaire », mobilisant ou occultant tour à tour la dynastie guerrière des Zhou, celle des Ming qui oscille entre système tributaire sur l'Asie et commerce avec l'Afrique, ou encore la dynastie des Qing contrainte par l'Occident.⁹⁸ Pour autant, Gipouloux démontre que l'histoire supposée pacifique des relations extérieures de la Chine a longtemps été marquée par la guerre et la violence. Il cite par exemple l'expansion de l'empire Han contre les Mongols au XVIe.

Ensuite, le Conseil des affaires de l'Etat veut que la Chine adopte aujourd'hui des stratégies qui continuent le développement initié au XIVe siècle et repris à la fin XXe. Le Livre Blanc de 2000 établit ainsi que les politiques que met en place le gouvernement chinois, notamment en matière de contrôle de la natalité, « *should be compatible with the socio-economic development* ».⁹⁹ Les besoins internes d'une population grandissante ne

⁹⁴ State Council of the People's Republic of China, *White Paper on China's Peaceful Development* (Beijing, septembre 2011), section I. §2.

⁹⁵ Shane TAYLOE C., « Crossover Point... » (2017), *op. cit.* : 4.

⁹⁶ François GIPOULOUX, « La Chine... » (2020), *op. cit.* : 559 et 561.

⁹⁷ State Council of the People's Republic of China, *White paper on China and the World...* (2019), *op. cit.*, introduction.

⁹⁸ François GODEMENT, *Que veut la Chine ? De Mao au capitalisme* (Paris : Odile Jacob, 2012), 225-230.

⁹⁹ State Council of the People's Republic of China, *White Paper on China's Population and Development in the 21st century* (Beijing, décembre 2000), sections I. Pour la citation suivante, voir : *ibid.* section II.

doivent pas réduire les effets bénéfiques du commerce et de la réouverture au monde entamée dans les années 1980. Le Livre de 2011 ajoute que ces effets doivent faire de la Chine une puissance non-plus émergente, mais développée :

*« From ensuring people's basic living needs to building a society of initial prosperity and then to reaching the level of the medium-developed countries – this is what China's strategy for peaceful development is all about ».*¹⁰⁰

Cette continuation de la modernisation s'accompagne d'une projection dans le futur. Le Conseil des affaires de l'Etat établit d'ailleurs des objectifs de long terme. Dès le premier Livre Blanc sur le développement publié en 2000, la Chine se fixe comme objectif de réguler sa croissance démographique pour allier développement économique et social d'une population estimée à 1,6 milliards d'habitants à horizon du « *mid-21st century* ». En 2005, le Livre Blanc confirme qu'il reste une « *formidable task of development lying ahead* » pour la Chine.¹⁰¹ Cette volonté de développement sur le long terme est théorisée en 2010 par le colonel chinois Liu Mingfu dans le concept de « rêve chinois ». ¹⁰² Ce rêve repose sur l'espoir d'une Chine économiquement prospère, militairement puissante et territorialement unifiée. Notons qu'ici encore, le caractère pacifique du développement chinois est souligné. L'extrait du Livre de 2011 cité juste au-dessus précise que la Chine vise le développement d'une puissance « *medium* » ('moyenne'), sans ambition expansionniste. De même, le Livre de 2019 assure que cette puissance « *contributes to a better world* » (voir la partie I.3 de ce mémoire).¹⁰³ Pour Henry Kissinger en 2011, ces précisions s'inscrivent dans la logique initiée par Deng Xiaoping qui veut que la Chine reste discrète pour « ne pas provoquer de peurs non-nécessaires » chez les autres Etats.¹⁰⁴

1.1.B – Un modèle aux caractéristiques chinoises

Comme l'a annoncé Xi Jinping en décembre 2017, le Livre sur le développement publié en 2019 affirme que la Chine « *has entered a new era of development* » dans laquelle le pays est devenu une puissance établie. Selon ce même Livre, le développement

¹⁰⁰ State Council of the People's Republic of China, *White Paper on China's...* (2011), *op. cit.*, section II.

¹⁰¹ State Council of the People's Republic of China, *White Paper on China...* (2005), *op. cit.* section II.

¹⁰² François GIPOULOUX, « La Chine... » (2020), *op. cit.* : 560.

¹⁰³ State Council of the People's Republic of China, *White paper on China and the World...* (2019), *op. cit.*, section IV.

¹⁰⁴ « *Do not provoke unnecessary fears* », cité dans : Shane TAYLOE C., « Crossover Point... » (2017), *op. cit.* : 2.

a été permis par une méthode qui repose sur des « *unique Chinese characteristics* ». ¹⁰⁵ Dès 2000, le Conseil précisait en effet que la Chine avait une méthode de développement propre : « *China has successfully found its own way* ». ¹⁰⁶ Le Livre de 2005 précise que cette méthode repose sur « *[China's] own strength, reform and innovation* ». ¹⁰⁷ Ainsi, le développement chinois repose en premier lieu sur les forces vives internes au pays : l'industrialisation et l'emploi d'une main d'œuvre nationale qui bénéficie depuis les années 2000 d'une certaine sécurité sociale ; la réforme pour favoriser l'ouverture sur le monde la mise en place d'une économie socialiste de marché ; l'amélioration de l'éducation pour favoriser l'innovation... Selon le gouvernement, cela a permis un « *miracle of development* » qui a fait de la Chine la deuxième économie en termes de PIB nominal et a réduit le taux d'extrême pauvreté de 96,2% en 1980 à 1,7% en 2018, etc. ¹⁰⁸

Au-delà de l'interne, la méthode chinoise de développement repose fortement sur la coopération avec l'externe. En 2000, lorsque le Conseil des affaires de l'Etat parle de la voie de développement chinoise, il fait ainsi de la coopération internationale un corollaire de cette voie : « *China has successfully found its own way: family planning, economic speed up, international cooperation* ». En 2011, le Conseil réaffirme l'« *opening-up to the outside* » comme objectif prioritaire pour la période 2011-2015. ¹⁰⁹ Le Livre Blanc de 2019 rappelle et détaille cet objectif en citant les investissements étrangers en Chine et de la Chine à l'étranger, la lutte contre la pauvreté au-delà des frontières et une coopération plus politique et sécuritaire (diplomatie du PCC, missions de maintien de la paix...). Les exemples de cette coopération internationale au service du développement chinois ne manquent pas. Pour François Giovalucchi et Juvence Ramasy, la Chine a ainsi un intérêt à se rapprocher des Etats africains. Pour sécuriser ses flux de matières premières et hydrocarbures en provenance d'Afrique, ses flux commerciaux vers l'Europe et sa position géostratégique vis-à-vis de l'Inde dans l'océan Indien (par lequel passent les flux qui viennent d'être cités), la Chine a ainsi diversifié sa coopération avec l'île de Madagascar. Si les investissements dans les infrastructures de l'île restent limités

¹⁰⁵ State Council of the People's Republic of China, *White paper on China and the World...* (2019) *op. cit.* Pour les deux citations, voir section I.

¹⁰⁶ State Council of the People's Republic of China, *White Paper on China's...* (2000), *op. cit.*, section I. §3.

¹⁰⁷ State Council of the People's Republic of China, *White Paper on China's...* (2005), *op. cit.*, section III.

¹⁰⁸ Ces chiffres sont ceux cités dans : State Council of the People's Republic of China, *White paper on China and the World...* (2019) *op. cit.*, section I. §1.

¹⁰⁹ State Council of the People's Republic of China, *White Paper on China...* (2011), *op. cit.* section II.

(5 projets en cours pour un peu plus de 200 millions de dollars), la Chine compte sur une diaspora bien implantée dans le pays, sur des entreprises chinoises intégrées au commerce extérieur malgache à destination de la Chine (pêche, foresterie...), ainsi que sur une coopération politique croissante (visites diplomatiques depuis les années 2010, invitation du parti malgache au pouvoir à célébrer les cent ans du PCC...). En 2017, tout cela a permis l'intégration de l'île à la BRI, et l'espoir de la construction d'une base militaire.¹¹⁰

Cependant, si la Chine se considère comme une puissance établie à la fin des années 2010, elle joue sur son statut en ne se déclarant pas être une puissance développée mais « *the world largest developing country* ».¹¹¹ Cette ambivalence entretenue par le discours chinois permet, comme détaillé dans la partie I.3, de tenir un dialogue d'égal à égal tant avec les pays industrialisés et développés qu'avec les pays émergents.¹¹² En cela, le Conseil des affaires de l'Etat encourage la poursuite si ce n'est du développement en tout cas de la modernisation de l'industrie, de l'armée ou de la culture chinoise. Ici encore, cette modernisation prend place dans une voie proprement chinoise puisque la méthode chinoise qui articule interne-externe est dite adaptée à la situation actuelle de la Chine.¹¹³

1.1.C – Un développement économique et global par nature

Parce que son développement ne cherche pas la confrontation et parce qu'il se présente toujours comme un pays en développement, Beijing assure que sa voie propre s'inscrit dans la marche du monde établie par les organisations internationales d'origine occidentale. De la même manière que pour les deux éléments rhétoriques qui viennent d'être analysés – l'historicisation et la voie chinoise – le Conseil des affaires de l'Etat construit l'idée selon laquelle la Chine est un acteur responsable. Ainsi, si le Livre de 2000 souligne le développement interne de la Chine par la Chine, comme évoqué dans la section précédente, le Livre de 2005 accentue l'idée selon laquelle le développement que connaît la Chine depuis les années 1980 est avant tout économique et commercial – donc pacifique – et ne peut fonctionner que par la communauté internationale : la Chine

¹¹⁰ François GIOVALUCCHI, Juvence RAMASY, « La Chine à Madagascar : Entre opportunisme discret et trafics intenses », *Notes de l'IFRI* (2022), pour l'ensemble de ces informations, voir surtout les pages 14-27.

¹¹¹ State Council of the People's Republic of China, *White paper on China and the World...* (2019), *op. cit.*, préambule.

¹¹² Alice EKMAN, « Chine : un 'émergent occasionnel' » (2015).

¹¹³ State Council of the People's Republic of China, *White paper on China and the World...* (2019), *op. cit.*, section I.

cherche « *an open, cooperative and harmonious development* ». ¹¹⁴ Dans le même paragraphe, le Livre précise que le pays doit poursuivre l'ouverture sur le monde entamée dans les années 1980, s'intégrer à la globalisation économique et agir en faveur de la prospérité. Ensuite, le Livre de 2011 adapte ces fondements des années 2000 aux nouveaux moyens dont dispose une Chine qui a émergé. S'appuyant sur l'idée de globalisation, le Livre ajoute dans sa section II consacrée aux objectifs de la Chine pour les cinq ans à venir que l'intégration du pays dans la coopération internationale doit servir tant son développement que celui de ses partenaires commerciaux. Le pays doit par exemple investir, lui aussi, à l'étranger au profit des Etats comme des populations.

« By making full use of the favorable conditions created by economic globalization and regional economic cooperation in the course of opening-up, we will move away from focusing on export and absorbing foreign investment towards putting equal emphasis on import and export and on absorbing foreign investment and making overseas investment. [...] We will undertake more cooperation projects in host countries which improve life of the local people and enhance the ability for self-development. » ¹¹⁵

Plus encore que l'harmonie économique, le Livre de 2011 replace la Chine en voie de développement au centre des relations internationales, comme un acteur responsable qui agit pour l'harmonie plus générale (diplomatique, sécuritaire...) de la communauté.

« As a member of the international community, China has a great hope for the future world and adopts [a foreign policy] that conform to peaceful development. – Promoting the building of a harmonious world [...] of durable peace and common prosperity. » ¹¹⁶

Dans le même paragraphe, le Conseil des affaires de l'Etat propose d'inscrire l'action de la Chine et la coopération avec les autres Etats dans un véritable système de coopération internationale qu'est celui fixé par les Nations Unies. Le Conseil encourage ainsi l'ensemble des Etats à reconnaître « *the UN's core role in handling global affairs* ». Comme développé plus bas, la Chine a ainsi élargi sa participation aux opérations de maintien de la paix (OMP) de l'ONU depuis les années 2000. Enfin, la dernière étape de construction de la rhétorique chinoise est celle de 2019, dans laquelle la Chine de la

¹¹⁴ State Council of the People's Republic of China, *White Paper on China's...* (2005), *op. cit.* début de la section I.

¹¹⁵ State Council of the People's Republic of China, *White Paper on China...* (2011), *op. cit.* section II.

¹¹⁶ *Ibid.* section III.

nouvelle ère propose une réforme du système international, fondée sur le libéralisme – en tout cas économique – et l'idée chinoise de coopération harmonieuse bénéficiant à tous. Le Livre de 2019, qui fait référence huit fois à l'idée de « *new model* », il suggère ainsi :

*« A new model of economic globalization should be developed and shaped by all countries. It should make innovations and improvements based on those rules and institutions that have proven effective in practice, such as trade liberalization and multilateral trade. »*¹¹⁷

D'après François Gipouloux, cette construction d'une puissance raisonnable, qui cherche l'harmonie et propose un nouvel ordre économique coopératif s'inscrit dans une réflexion de long terme initiée sous la dynastie Zhou. Pour les théoriciens chinois contemporains, l'idée de tisser des liens entre les Etats mobilise deux concepts : une « communauté humaine sous le ciel » ('*tianxia*') dans laquelle les Etats mais aussi les hommes sont guidés par une « rationalité relationnelle » ('*guanxi lixing*') qui pousse à commercer de façon pacifique pour profiter de gains à l'échange.¹¹⁸ Ainsi, l'année 2006 a été un tournant pour la Chine, dans lequel le pays a démultiplié son commerce avec les Etats africains. Pour citer un exemple, la Guinée équatoriale a vu la Chine s'imposer comme son premier partenaire de développement avec un prêt de 2 milliards de dollars en 2006, puis de multiples prêts par la suite.¹¹⁹ Pour autant, des auteurs tels que Bill Hayton en 2014 considèrent que si la rhétorique chinoise privilégie la focale économique, le PCC n'oublie pas, lui, la focale militaire.¹²⁰

I.2 – « Defense diplomacy » : la sécurité comme corollaire à la stratégie chinoise d'ouverture sur le monde

Comme évoqué dans le rêve chinois de Liu Mingfu et dans le Livre Blanc de 2011, le développement national de la Chine et son intégration dans les relations internationales reposent sur la puissance économique tout autant que militaire. La Chine étant une puissance qui revendique son pacifisme, elle ne peut pas engager ses forces armées

¹¹⁷ State Council of the People's Republic of China, *White paper on China and the...* (2019), *op. cit.*, section III §4.

¹¹⁸ François GIPOULOUX, « La Chine... » (2020), *op. cit.* : 557.

¹¹⁹ Michaël TANCHUM, « China's new military base in Africa: What it means for Europe and America », *European Council on Foreign Relations*, 14 décembre 2021.

¹²⁰ Shane TAYLOE C., « Crossover Point... » (2017), *op. cit.* : 4.

directement dans des conflits. Par contre, la Chine a investi le champ de la diplomatie militaire en engageant ses troupes dans des activités de coopération et de pacification de l'ordre international. L'Armée populaire de libération (APL) a, depuis longtemps déjà, une responsabilité dans le développement du pays (I.2.A). Depuis les années 2000, cette responsabilité évolue pour donner les moyens à l'APL d'agir hors des frontières nationales (I.2.B). Pour le PCC, ces efforts de modernisation de l'APL sont motivés par la mission de stabilisation qui incombe à la Chine en tant qu'acteur responsable (I.2.C).

I.2.A – La mission interne de l'APL : participer au développement national

Le Livre Blanc de 1998 est le premier qui s'intéresse explicitement à la stratégie générale d'emploi des forces armées chinoises. Après avoir rappelé l'importance de l'histoire (guerres de l'opium, humiliation...), ce Livre note le rôle de l'APL depuis les années 1980 dans la construction d'infrastructures à usage public telles que des aéroports et ponts, et dans l'intensification de l'agriculture (creusement de systèmes d'irrigation...). Le Livre de 2002 souligne les conséquences positives qu'a eues cet engagement de l'armée pour la population en termes de réduction de pauvreté.¹²¹ Le Livre de 2019, enfin, fait de l'intervention en cas de catastrophe naturelle (évacuations, reconstruction) une des sept priorités de l'armée comme lors du tremblement de terre dans la région de Yunnan en 2014.¹²² En cela l'armée a participé et participe encore au développement du pays :

« The Chinese army has taken an active part in and fully supported the nation's economic construction, and through this it has made significant contributions to the country's prosperity and development. »¹²³

Si l'APL est présentée comme ayant un tel impact sur la situation interne au pays, non-directement militaire, c'est parce que le gouvernement de Beijing a mis le sentiment national au cœur de la formation des soldats dès les années 2000. Le Livre de 2000 parle ainsi d'un « *ideological and political work in the Chinese armed forces* » qui ferait adhérer les soldats à l'« *absolute leadership of the Communist Party* » et à ses objectifs

¹²¹ State Council of the People's Republic of China, *White Paper on China's National Defense in 2002* (Beijing, décembre 2002), section IV. §8.

¹²² State Council of the People's Republic of China, *White Paper on China's National Defense in the New Era*, (Beijing, juillet 2019), section III. §7.

¹²³ State Council of the People's Republic of China, *White Paper on China's National Defense*, (Beijing, juillet 1998), section III. §5.

de développement évoqués plus haut.¹²⁴ Le Livre de 2002 prône l'intensification de ce travail : « *emphasizes popularizing and strengthening national defense education with patriotism at its core* ». ¹²⁵ Le Livre de 2010 précise enfin que le PCC doit conduire une « *education in ideology, guidance for opinion, and cultural edification* » auprès de ses soldats.¹²⁶ Ce travail politique du PCC dans l'armée correspond à la volonté du gouvernement chinois de contrôler les narratives historiques dans le pays et de mobiliser sa population et son armée. Ce travail doit permettre de renforcer le contrôle du parti communiste (plutôt que de l'Etat) sur l'APL. Ainsi, en faisant référence à l'histoire et aux milices ouvrières et paysannes menée par Mao à partir de 1927 dans la guerre civile, Xi Jinping a insisté, lors de son adresse au Congrès du PCC en 2017 sur la centralité du « gène rouge », soit l'identité communiste dans l'armée. Suite à cela, la Commission Militaire Centrale (*Central Military Commission – CMC*) a publié en juin 2018 un manuel à destination de l'états-major chinois intitulé « *Guideline on Implementing the Program of Passing on Red Gene* » pour que soit mise en place cette doctrine du Président Xi.¹²⁷

1.2.B – La mission externe de l'APL : servir les intérêts nationaux à l'étranger

Depuis 1998, chacun des neuf Livres Blancs sur la défense nationale du pays rappelle, dans les mêmes termes, que les objectifs chinois de stabilité et d'échanges mutuellement bénéfiques sont au cœur des relations internationales : « *peace and development are the major themes of the present era* ». ¹²⁸ Au début des années 2000, le Conseil des affaires de l'Etat considère le monde comme relativement stable. Dans sa section I, le Livre de 1998 parle d'une période de « *relaxation* » post-Guerre Froide dans laquelle les conflits sont « *limited in terms of scale, intensity and region* ». L'enjeu n'est plus tant le *hard power* que l'économie dans une période propice à une coopération entre les pays émergents.¹²⁹ En 2002, les trois tâches données au gouvernement par le Conseil se concentrent donc principalement sur la situation interne : la poursuite de la

¹²⁴ State Council of the People's Republic of China, *White Paper on China's National Defense in 2000*, (Beijing, octobre 2000), pour les deux citations voir la section IV. §3.

¹²⁵ State Council of the People's Republic of China, *White Paper on China's National...* (2002), *op. cit.*, section IV. §3.

¹²⁶ State Council of the People's Republic of China, *White Paper on China's National Defense in 2010* (Beijing, mars 2011), section III. §6.

¹²⁷ Zhang JIAN, « Towards a 'world class' military: Reforming the PLA under Xi Jinping », in *China Story Yearbook: Power*, Jane GOLLEY *et al.* (Canberra : Australian National University Press, 2019), 227-228.

¹²⁸ State Council of the People's Republic of China, *White Paper on China's National...* (1998), *op. cit.*, section I.

¹²⁹ State Council of the People's Republic of China, *White Paper on China's National...* (2000), *op. cit.*, section I. §1.

modernisation politique, économique, militaire... ; la réunification nationale (notamment la question de Taïwan) ; et participer aux efforts de stabilisation (protection des côtes chinoises industrielles et commerciales au Sud...).¹³⁰

Cependant, dans la seconde moitié des années 2000, le ton des Livres Blancs change. Les attentats du 11 septembre 2001 comme l'instabilité du Turkestan en Asie centrale soulignent le risque terroriste. La crise de Taïwan de 1995 et le bombardement de l'ambassade chinoise à Belgrade en juin 1999 font craindre l'hégémonisme américain. La ratification du traité START II par les Etats-Unis et la Russie rappellent la dangerosité de la prolifération nucléaire et d'armes biologiques. En 2004, 2006 et 2008, il est ainsi fait état de « *destabilizing factors on the increase* ». ¹³¹ Les enjeux militaires redeviennent prégnants et, en parallèle d'agir en interne, l'APL prend la vocation de servir les intérêts de la Chine hors de ses frontières. Beijing se lance alors dans la compétition militaire mondiale dite « *Revolution in Military Affairs (RMA)* ». ¹³² Surtout, la Chine veut être en mesure de protéger son territoire et ses intérêts nationaux dits « *core interests* ». ¹³³ Le Livre Blanc sur le développement de 2011 précise ces intérêts :

« *state sovereignty, national security, territorial integrity and national reunification, China's political system established by the Constitution and overall social stability, and the basic safeguards for ensuring sustainable economic and social development* » (i.e., les flux commerciaux). ¹³⁴

Après avoir prôné la modernisation dans tous les domaines en 2002, le Conseil appelle maintenant à une modernisation militaire accrue. Celle-ci accélère la réforme engagée à la fin des années 1970 par Deng Xiaoping comme président de la CMC puis de la République (réduction drastique des effectifs de près de 25%, amélioration de l'éducation des soldats...) et poursuivie au tournant du millénaire (refonte de la hiérarchie, partenariats civils-militaires, standardisation des techniques). ¹³⁵ Si les réformes

¹³⁰ State Council of the People's Republic of China, *White Paper on China's National...* (2002), *op. cit.*, section II.

¹³¹ State Council of the People's Republic of China, *White Paper on China's National Defense in 2004* (Beijing, décembre 2004), section I. §1.

¹³² State Council of the People's Republic of China, *White Paper on China's National...* (2004), *op. cit.*, section I §3.

¹³³ Shane TAYLOE C., « Crossover Point... » (2017), *op. cit.* : 7.

¹³⁴ State Council of the People's Republic of China, *White Paper on China...* (2011), *op. cit.*, section III., §2.

¹³⁵ Pour une analyse détaillée des deux périodes de réformes, voir : June DREYER T., « Deng Xiaoping and Modernization of the Chinese Military », *Armed Forces & Society*, Vol. 14, n° 2 (1988) : 215-231, dont p. 216. Voir aussi Lonnie HENLEY, « PLA Logistics and Doctrine Reform: 1999-2009 », in *People's Liberation Army After Next*, Susan PUSKA M. (ed.) (Carlisle : US Army War College, 2000), 55-77.

s'attachaient surtout à parer les « faiblesses critiques » de l'APL, l'objectif de la nouvelle vague de modernisation des années 2010 est d'améliorer la logistique et la déployabilité des différents corps de l'armée.¹³⁶

De la même manière que Xi Jinping saluait, face à Barack Obama, le succès du développement chinois en 2013 (voir plus haut), le Livre de la même année assure que « *China has seized and made the most of this important period of strategic opportunities for its development and its modernization* ». ¹³⁷ Pour autant, ce Livre souligne la nécessité de continuer la modernisation militaire face à la concurrence internationale menée par les Etats-Unis, la Russie et l'Europe. A partir de ce moment-là, les Livres Blancs changent de forme. La description de l'organisation des forces armées est réduite – sans doute car elle a été modernisée – pour laisser la place à la description des objectifs militaires à venir. Il convient d'abord de faire de la marine une pièce maîtresse de l'armée, capable d'agir dans des zones éloignées comme lors de l'évacuation de plus de 30 000 ressortissants chinois d'une Lybie en guerre en 2011. Cette marine doit aussi devenir une véritable « défense offshore » pour défendre les « *core interests* » évoqués juste au-dessus, à l'image de Taïwan, du contrôle du tracé des neufs traits, ou encore des câbles de communication sous-marins dans le Pacifique, l'Atlantique et la mer Rouge.¹³⁸ Si cet objectif est évoqué depuis 2006, la période 2013-2014 est un nouveau tournant. Alors que les effectifs de l'armée de terre (l'APL au sens stricte) diminuent, ceux de la marine (dite PLAN pour *Popular Liberation Army Navy*) et de l'armée de l'air (dite PLAAF pour *Popular Liberation Army Air Force*) augmentent. Comme la Chine ne peut intervenir dans les conflits, le Livre de 2013 propose de mettre à profit cette modernisation en investissant le champ des « *military operations other than war* » (dites MOOTW). Il est par exemple souligné la conduite par la marine et l'aviation chinoises d'opérations d'escorte de bateaux de commerce et de transport d'aide humanitaire au large des côtes somaliennes. Une autre activité connexe dans laquelle peut être investie la modernisation militaire en temps de paix est la diplomatie militaire à un moment où « *all countries are attaching more importance to supporting diplomatic struggles with military means* ». ¹³⁹

¹³⁶ Lonnie HENLEY, « PLA Logistics and Doctrine... » (2000), *op. cit.*, 73.

¹³⁷ State Council of the People's Republic of China, *White Paper on the Diversified Employment of China's Armed Forces* (Beijing, avril 2013), section I. §3.

¹³⁸ Shane TAYLOE C., « Crossover Point... » (2017), *op. cit.* : 6.

¹³⁹ State Council of the People's Republic of China, *White Paper on China's National Defense in 2008* (Beijing, janvier 2009), section I. §4.

Selon Timothy Shea, cette diplomatie militaire doit aussi compléter l'action militaire en ce que les forces déployées à l'étranger pour des actions non-militaires sont les « yeux et les oreilles du pays ».¹⁴⁰ En 2019, après six ans sans publication sur sa stratégie militaire, la Chine constate que les intérêts de la Chine se sont, en effet, largement étendus sur les mers et dans l'espace. A partir de novembre 2015, Xi Jinping a ainsi élaboré une nouvelle doctrine de modernisation influencée par le courant belliciste de la pensée chinoise qui envisage que la puissance américaine est en déclin et que la Chine doit y voir une opportunité pour se développer militairement.¹⁴¹ Dans cette doctrine, la Chine doit être en mesure de mener des opérations d'envergure à l'étranger en cas de conflit : « *to fight and win* ».¹⁴² Les facilités logistiques voulues dans les années 2010 prennent alors une utilité particulière quand on repense aux théories d'Alfred Mahan (1890, voir plus haut) sur le contrôle des mers et de Nicholas Spykman (*America's Strategy in World Politics*, 1942) sur le nécessaire contrôle des côtes. La construction de la base navale chinoise à Djibouti en 2017 a ainsi pu être motivée par l'opération d'évacuation de ressortissants chinois vers Djibouti en 2015 après le déclenchement de la guerre civile au Yémen.¹⁴³ Le Livre Blanc de 2019 pointe un dernier élément : l'augmentation des dépenses militaires. Alors que le budget militaire chinois augmente annuellement d'environ 7,5% et a atteint 175 milliards de dollars en 2018 (soit le second budget après celui des Etats-Unis), les dépenses militaires chinoises ont presque doublé entre 2010 et 2017 (voir Annexe n° 2).¹⁴⁴

1.2.C – Entre modernisation et légitimation : la Chine, une puissance raisonnable

Si la modernisation de l'APL et de la PLAN sert de façon évidente les intérêts nationaux de la Chine, les Livres Blancs ne manquent pas de rappeler qu'elle sert aussi la stabilité mondiale. D'abord, les Livres précisent que Beijing ne réforme pas son armée dans une logique de confrontation. En 1998, il est affirmé que la politique chinoise est au contraire défensive : « *[China] firmly pursue a national defense policy that is defensive in nature* ». Dans la même section, le Livre précise que la politique de défense est celle

¹⁴⁰ Timothy SHEA C., cité dans Göran SWISTEK, « The nexus... » (été 2012), *op. cit.* : 79.

¹⁴¹ François GODEMENT, *Que veut la Chine...* (2012), *op. cit.*, 220-224.

¹⁴² State Council of the People's Republic of China, *White Paper on China's National...* (2019), section II. §4. Voir aussi : Shane TAYLOE C., « Crossover Point... » (2017), *op. cit.* : 222.

¹⁴³ AFP, « La Chine évacue ses ressortissants au Yémen », *Le Monde*, 31 mars 2015.

¹⁴⁴ State Council of the People's Republic of China, *White Paper on China's National...* (2019), *op. cit.*, section V. §2. Voir aussi : Zhang JIAN, « Towards a 'world class' military... » (2019), 220.

d'une « défense active » : « *we will not attack if we are not attacked; if we are attacked, we will certainly counter-attack* ». ¹⁴⁵ Ces éléments sont ensuite repris dans tous les Livres publiés jusqu'en 2019. Aussi, comme évoqué précédemment, les Livres Blancs sur le développement soulignent que le développement chinois et mondial ne peut prendre place que dans un monde où des échanges sécurisés sont possibles : « *peace is the foundation for development while development is fundamental for peace* ». ¹⁴⁶ En plus de vanter la tradition pacifiste de la Chine depuis le XIXe siècle, le Livre de 2019 démontre l'engagement pour la paix d'une Chine en développement et d'une APL en réforme. Il cite l'Organisation de Coopération de Shanghai créée en 2001 (et initiée par la Chine en 1996) pour – officiellement – éviter les conflits aux frontières à la chute de l'URSS ainsi que le séparatisme, l'extrémisme et le terrorisme : « *the China-initiated SCO has played an important role in safeguarding regional and world peace* ». ¹⁴⁷

Ensuite, au même titre que le développement économique de la Chine est inscrit dans une logique de coopération entre les membres de l'ONU, l'intervention de l'armée chinoise hors de ses frontières est censée se faire dans le cadre onusien. Un an après le 11 septembre 2001 et le déclenchement de la GWOT, Beijing appelle au calme en condamnant le terrorisme qu'elle s'engage à combattre en Asie centrale, et en rappelant la centralité de la Charte des Nations Unies de 1945 et de ses valeurs, dont celle du non-recours à la force par les Etats prévu à l'article 2-4. ¹⁴⁸ En 2013, le Conseil publie un Livre qui souligne la diversité des activités de l'APL. Il considère que celles-ci permettent à la Chine de remplir les responsabilités qu'elle a en vertu de son statut de membre permanent du Conseil de Sécurité des Nations Unies : préserver la stabilité, lutter contre les nouvelles menaces non-conventionnelles et agir de façon harmonieuse avec les autres armées :

« *China's armed forces have effectively fulfilled their new historical missions. [...] They will continue to actively participate in international security cooperation* ». ¹⁴⁹

Ces missions sont envisagées comme « historiques », au sens de la tradition chinoise de paix mais aussi de la centralité qu'a acquise la Chine dans les relations internationales

¹⁴⁵ Pour ces deux citations, voir : State Council of the People's Republic of China, *White paper on China's National...* (1998), *op. cit.*, section II., §1 et 2.

¹⁴⁶ State Council of the People's Republic of China, *White paper on China's...* (2005), *op. cit.*, section II. §1.

¹⁴⁷ State Council of the People's Republic of China, *White Paper on China and the...* (2019), *op. cit.* section II. §3.

¹⁴⁸ State Council of the People's Republic of China, *White Paper on China's National...* (2002), *op. cit.*, section VI. §2.

¹⁴⁹ State Council of the People's Republic of China, *White Paper on the Diversified...* (2013), *op. cit.*, conclusion.

actuelles. La dernière vague de modernisation militaire voulue par Xi fait ainsi acquérir à la politique chinoise de défense une résonance, une « *global significance* ». ¹⁵⁰ L'exemple le plus marquant de cet interventionnisme pacificateur de la Chine à l'étranger est sans doute les opérations de maintien de la paix onusiennes (OMP), citées dès le Livre de 2000. Si entre les années 1970 et 1990, la Chine n'a pas ou très peu participé aux OMP, le Président Hu Jintao a fortement développé sa participation quantitativement (dans les années 2000, la Chine a participé à plus de 80% des OMP) et qualitativement (la Chine est intervenue dans des OMP en-dehors de l'Asie, pour aller jusqu'en Afrique notamment au Darfour). ¹⁵¹ Sous Xi Jinping, ces deux tendances se poursuivent avec l'envoi pour la première fois de soldats d'infanterie, et plus uniquement de médecins et techniciens. Notons que Juliette Genevaz insiste ici sur le fait que cette évolution de la participation chinoise aux OMP est un véritable « jeu d'image » qui sert les intérêts du gouvernement évoqués plus. Il permet d'une part à la Chine d'apparaître comme une puissance responsable, et d'autre part fait de l'APL un vecteur d'influence sur les Etats hôtes. La participation de la Chine à la MINUL, a ainsi permis à la Chine de faire accepter sa politique de Chine unique, incluant Taïwan, au gouvernement libérien.

De la même manière, la Chine promeut l'idée d'une coopération internationale non seulement économique mais aussi sécuritaire. Dès 1998, Beijing se revendique être un acteur à la tête de cette coopération en consacrant un paragraphe aux envois d'officiels militaires en Asie, en Amérique Latine et du Nord : « *It is the aspiration of the Chinese government and people to lead a peaceful, stable and prosperous world into the new century* ». ¹⁵² En 2004, le Conseil des affaires de l'Etat souligne l'importance de construire un dialogue et une confiance entre Etats et armées avec la Russie, les Etats-Unis, l'Union européenne (principalement le Royaume-Uni, la France, et l'Allemagne), et enfin les voisins de la Chine (e.g., via l'ASEAN). ¹⁵³ Le livre met en avant les mécanismes de consultation d'états-majors établis avec la Russie au milieu des années 1990 ainsi que l'invitation de quinze pays à un exercice militaire d'ampleur qu'elle a tenu en octobre 2003, dit « *Northern Sword 0308-U* ». Sont par la suite mises en avant les conférences de

¹⁵⁰ State Council of the People's Republic of China, *White Paper on China's National...* (2019), *op. cit.*, section II. §5.

¹⁵¹ Juliette GENEVAZ, « La Chine et les opérations de maintien de la paix de l'ONU : défendre la souveraineté », *Politique étrangère* (2015) : 134. Voir aussi la page 136 pour le « jeu d'image » et 135 pour la MINUL.

¹⁵² State Council of the People's Republic of China, *White Paper on China's National...* (1998), *op. cit.*, introduction.

¹⁵³ State Council of the People's Republic of China, *White Paper on China's National...* (2004), *op. cit.*, section IX. §1. Il convient de noter que ces Etats ont été cités ici en respectant l'ordre d'importance établi dans le Livre.

presses du Ministère de la Défense chinois et les conférences internationales auxquelles il participe. Le Livre de 2011 caractérise ces contacts et exercices conjoints entre armées et marines, comme forme de « *military diplomacy* ». ¹⁵⁴ Ces exercices sont censés réduire les tensions et suspicions, et développer la confiance entre armées, au bénéfice de tous :

« *With political mutual trust as the groundwork and common security as the goal, China is promoting the establishment of equal, mutually beneficial and effective mechanisms for military confidence-building, which should be based on the principles of holding consultations on an equal footing, mutual respect for core interests and recognition of major security concerns.* » ¹⁵⁵

Pour citer un exemple systématiquement évoqué dans les Livres depuis 2011, la Chine a créé en 2010 un navire-hôpital militaire dit « *Peace Ark* ». Celui-ci est depuis envoyé quasiment chaque année pour offrir une assistance humanitaire à des pays et populations étrangères, et non plus seulement aux ressortissants chinois comme en 2011 et 2015. En 2010, le bateau s'est ainsi rendu aux Seychelles, en Tanzanie, au Kenya et à Djibouti.

Enfin, l'évolution du contexte sécuritaire, de la puissance de projection chinoise et du discours de coopération a conduit à une évolution de la doctrine de sécurité de la Chine. En 2006, le président Hu Jintao a développé le concept de « sécurité nationale globale ». ¹⁵⁶ Comme évoqué plus haut avec les câbles sous-marins de communication et flux énergétiques et commerciaux, la Chine doit, selon cette notion, avoir les moyens de défendre ses intérêts nationaux qui, du fait de la mondialisation des échanges économiques et de la violence, sont de plus en plus impactés par ce qui passe à l'échelle globale. C'est d'ailleurs dans son Livre sur le développement de 2011, dans un contexte de transformations toujours plus soutenues (modernisation chinoise, crise financière de 2008-2009...), que le PCC appelle à un « *new thinking on security* », incluant de façon croissante les autres Etats à la politique globale de sécurité chinoise. ¹⁵⁷ Au milieu des années 2010, Xi Jinping propose donc un nouveau concept stratégique adaptant la politique de discrétion prônée par Deng Xiaoping (voir I.1.A) à la nécessaire intervention

¹⁵⁴ State Council of the People's Republic of China, *White Paper on China's National Defense in 2010* (Beijing, 2011), section IX.

¹⁵⁵ State Council of the People's Republic of China, *White Paper on China's National Defense in 2006* (Beijing, 2006), section X.

¹⁵⁶ Jean-Pierre CABESTAN, « Les orientations actuelles de la politique de sécurité », in *La politique internationale de la Chine*, Jean-Pierre CABESTAN (Paris : Presses de Sciences Po, 2010), 117.

¹⁵⁷ State Council of the People's Republic of China, *White Paper on China's...* (2011), *op. cit.*, section III. §3.

de la Chine hors de ses frontières : « l'initiative de sécurité globale ». ¹⁵⁸ Dans le *Document conceptuel sur l'initiative pour la sécurité mondiale* publié en février dernier, le gouvernement chinois reprend ainsi l'ensemble des thèmes évoqués plus haut : l'interconnexion entre sécurité et développement, l'émergence de nouvelles menaces, le dialogue et la confiance entre Etats, la centralité des Nations Unies... ¹⁵⁹

I.3 – « Community with a shared future » : la nécessité d'intégrer l'Afrique

Il a été dit que la Chine présentait son modèle de développement comme efficace, reposant sur l'étranger (Madagascar, OMP) et profitant à tous (gains à l'échange, sécurité globale). Maintenant, il convient d'analyser la manière avec laquelle le Conseil des affaires de l'Etat fait de cette grammaire une rhétorique d'inclusion et d'exclusion au sein d'une « *Community with a shared future* ». Cette 'communauté de destins' veut unir l'ensemble des Etats autour de buts communs, malgré leurs divergences. En cela, l'importance est accordée aux pays émergents pour qu'ils contribuent à la création de cette communauté (I.3.A). Pour ce faire, la Chine met à disposition des Emergents son modèle de développement pacifique et stabilisateur (I.3.B). Enfin, par cette rhétorique, l'Afrique retrouve une place de choix dans la communauté internationale (I.3.C).

I.3.A – La place faite aux Emergents dans la stratégie chinoise

« *Mankind has only one home – the Earth* ». ¹⁶⁰ Cette idée, présentée dans le premier Livre Blanc qui fait explicitement référence à la *Peaceful Development Road* en 2005, pose les fondements du concept de '*Community with a shared future*'. Dans ce livre, le monde est envisagé au travers de quatre traits. ¹⁶¹ Le monde doit d'abord être « *democratic* ». La même année que la parution du Livre, le théoricien chinois Zeng Bijian précise que le système de coopération que propose la Chine encourage « une démocratisation des relations internationales » dans laquelle chaque Etat a le droit d'agir

¹⁵⁸ Shane TAYLOE C., « Crossover Point... » (2017), *op. cit.* : 5.

¹⁵⁹ Ce Document est disponible en libre accès sur le site de l'ambassade de la RPC au Niger, à l'adresse URL : http://ne.china-embassy.gov.cn/fra/xwdt/202304/t20230410_11057073.htm

¹⁶⁰ State Council of the People's Republic of China, *White Paper on China's...* (2005), *op. cit.*, section V.

¹⁶¹ Pour chacun des traits cités ci-après, voir : *Ibid.*, section V.

souverainement.¹⁶² Pour cela, la Chine mobilise la Charte des Nations Unies et la reconnaissance des Etats comme souverains en interne et à l'international. La Chine mobilise aussi lesdits « Cinq Principes de Coexistence Pacifique » : le respect mutuel de l'intégrité et de la souveraineté de l'Etat ; la non-agression ; la non-ingérence dans les affaires internes ; l'égalité et le bénéfice mutuel ; la coexistence pacifique.¹⁶³ Le monde doit aussi être « *harmonious* ». A l'image de la politique de défense globale de la Chine, la stabilité et la coopération économique doivent aujourd'hui prendre le pas sur les tensions et la rivalité de la période de Guerre Froide. En 2005, la Chine dénonce alors les tensions dans la péninsule de Corée entre la Corée du Nord et les Etats-Unis. Le monde doit ensuite être « *just* ». La coopération doit permettre d'engranger des bénéfices (gains à l'échange, développement, investissements) dont tous les Etats doivent profiter. C'est ce que sous-entendent les formules « *mutual benefits* » et « *win-win cooperation* » largement mobilisées dans les Livres Blancs étudiés.¹⁶⁴ Le monde doit enfin être « *tolerant* ». Les Etats doivent accepter les différences d'intérêts et de politiques. En cela, le modèle chinois oscille entre intégration à l'ordre international et souveraineté nationale.¹⁶⁵ Si l'initiative de sécurité globale évoqué précédemment prône le multilatéralisme, elle ménage aussi des marges de manœuvre uni- et bilatérales pour la Chine.¹⁶⁶ Ce sont ces marges qui ont permis à la Chine d'utiliser l'intégration du Pakistan à l'Organisation de Coopération de Shanghai en 2017 pour négocier de façon bilatérale la mise en place d'un « *economic corridor* » dans le pays et donc l'extension de la BRI en Asie centrale.¹⁶⁷ Comme développé par la suite, ce sont aussi ces marges qui ont permis à la Chine d'obtenir du gouvernement djiboutien un bail pour la construction d'une base logistique pour les navires de la PLAN engagés dans le Golfe d'Aden. Comme en témoigne le Livre de 2005, la notion de communauté remonte aux années 2000. Dans sa logique de *go global*, Hu Jintao a ainsi évoqué lors du 17^e Congrès du PCC, que l'avenir de la Chine et celui du monde étaient liés et ne pourraient donc être positifs que s'ils évoluaient de façon harmonieuse. Sous Xi Jinping, cette notion prend un nouveau sens et

¹⁶² Zeng Bijian cité dans Shane TAYLOE C., « Crossover Point... » (2017), *op. cit.* : 5.

¹⁶³ François GODEMENT, *Que veut la Chine...* (2012), *op. cit.*, 245-252. Façonnés par l'Inde et la Chine en 1954, ils sont ensuite proposés aux Non-Alignés lors de la Conférence de Bandung de 1955. Ces principes sont depuis cités dans la quasi-totalité des Livres Blancs publiés depuis 1990 – et analysés dans le cadre de ce mémoire.

¹⁶⁴ Olivia SHEN, « China's Base in Djibouti: Who's got the Power? », in *China...*, Jane GOLLEY *et al.* (2019), 205-210.

¹⁶⁵ François GODEMENT, *Que veut la Chine...* » (2012), *op. cit.*, 250.

¹⁶⁶ Hend ELMAHLY, Degang SUN, « China's Military Diplomacy... », (2018), *op. cit.* : 111.

¹⁶⁷ Roy ALLISON, « The Shanghai Cooperation... » (2019) : 20-25.

devient un concept géostratégique : il ne suffit pas de vivre dans une communauté, mais il faut la modeler. Douze ans plus tard, au 19^e Congrès, Xi exprime ainsi son concept :

« [To] *work together to build a community with a shared future for mankind, to build an open, inclusive, clean, and beautiful world that enjoys lasting peace, universal security, and common prosperity.* »¹⁶⁸

L'accélération de l'histoire et la troisième mondialisation rebattent les cartes des relations internationales et sont propices à la réalisation de la communauté de destins. En ce sens, si les années 2010 ont été un tournant dans l'identification des menaces (voir I.2.B), elles sont aussi une période prise de conscience des opportunités à venir : « *change brings opportunities* ». ¹⁶⁹ Le monde doit être plus équilibré, en incluant plus encore les Etats émergents. Dès 2005, la Chine met en avant les bénéfices que peuvent apporter les pays en développement au reste du monde : la Chine a un marché de plus d'un milliard de consommateurs, participe aux échanges régionaux (ASEAN+3 depuis 1997) et mondiaux (OMC depuis 2001). Sur le plan militaire aussi, les Livres Blancs ont noté l'importance des pays émergents. En 2000, le Conseil des affaires de l'Etat remarque le « *vast number of developing countries, with great potential for growth* ». ¹⁷⁰ Le Livre de 2006 ajoute que l'histoire, de la même manière qu'elle a conféré à la Chine une tradition de paix et une mission de stabilisation, rend l'intégration des Emergents aux relations internationales inéluctable : « *cooperation and win-win is the common wish of the people around the world and an irresistible trend of our times* ». ¹⁷¹ A l'inverse, la Chine, seul membre « non-blanc » et se revendiquant « du Tiers monde » dans le Conseil de Sécurité, dénonce les logiques d'échanges asymétriques, d'hégémonie voire de domination dont ont fait usage les Américains, Européens et Japonais dans le passé colonial et guerrier. ¹⁷² Dès 1998, l'hégémonisme américain et les politiques de puissance sont cités comme « *the main source of threat to the world peace* ». ¹⁷³ La Chine affirme ainsi avoir suspendu son programme d'échange militaire avec les Etats-Unis après leur démonstration de force lors du bombardement de Belgrade en mai 1999. ¹⁷⁴ Plus précisément, pour François

¹⁶⁸ Feng ZHANG, « The Xi Jinping Doctrine of China's International Relations », *Asia Policy*, Vol.14, n°3 (2019) : 15.

¹⁶⁹ State Council of the People's Republic of China, *White Paper on China and the...* (2019), *op. cit.*, section III. §1.

¹⁷⁰ State Council of the People's Republic of China, *White Paper on China's National...* (2000), *op. cit.*, section I.

¹⁷¹ State Council of the People's Republic of China, *White Paper on China's National...* (2006), *op. cit.*, section I.

¹⁷² Serge BANYONGEN, « La dialectique du positionnement... » (2014), *op. cit.* : 66.

¹⁷³ State Council of the People's Republic of China, *White Paper on China's National...* (1998), *op. cit.*, section I.

¹⁷⁴ State Council of the People's Republic of China, *White Paper on China's National...* (2000), *op. cit.*, section V.

Godement, la proposition d'un modèle chinois supposément plus juste prolonge la simple dénonciation de l'injustice.¹⁷⁵ Reprenant les propos tenus par le Haut représentant de l'Union européenne Josep Borrell sur l'origine du Covid-19, la chercheuse à l'EUISS, Alice Ekman, observe que le monde est aujourd'hui pris dans une « bataille des narratifs » opposant les pays occidentaux et la Chine.¹⁷⁶ Pour Livre de 2019, la gouvernance mondiale dans la nouvelle ère doit être réformée et :

« *should eliminate hegemonism, power politics, the law of the jungle, and zero-sum games.* »¹⁷⁷

1.3.B – Mettre le modèle chinois au service des Emergents

Pour se différencier de cet hégémonisme occidental, la Chine présente ses interventions à l'extérieur (économiques et militaires) comme une façon de proposer et non d'imposer son modèle aux Etats désireux de l'adopter. Lorsque le PCC resitue sa croissance économique dans l'histoire de long terme en faisant référence aux expéditions de Zheng He, il précise les objectifs de ces voyages vers l'étranger. Selon le Livre sur le développement publié en 2005, au XIVe siècle la Chine ne cherchait pas à étendre son territoire mais avait déjà la volonté de partager ses produits, technologies et sa culture :

« *What [Zheng He] took to the places he visited were tea, chinaware, silk and technology, but did not occupy an inch of any other's land.* »

Plus de six siècles plus tard, le Livre de 2011 annonce qu'encore une fois, l'histoire est le moyen de juger des bénéfiques que peut apporter un modèle : « *all doctrines, systems, models and paths are subject to the test of the times and practices* ». En ce sens, dans ce même Livre, le modèle libéral occidental – politique – a échoué en ce qu'il a conduit à deux guerres mondiales et n'a pas été en mesure de prévenir la crise financière de 2008.¹⁷⁸ Alors même que le modèle occidental est considéré en déclin, le modèle chinois est placé au centre des relations internationales : « *[China's] future and destiny has never been*

¹⁷⁵ François GODEMENT, *Que veut la Chine...* » (2012), *op. cit.*, 236.

¹⁷⁶ Propos rapportés par Alice EKMAN, dans le podcast : MARTEL Frédéric, « L'influence du parti communiste chinois dans le monde », podcast de l'émission Soft Power, *France Culture*, 23 octobre 2022.

¹⁷⁷ State Council of the People's Republic of China, *White Paper on China and the...* (2019), *op. cit.*, section III §4.

¹⁷⁸ Pour la citation et les exemples, voir : State Council of the People's Republic of China, *White Paper on China...* (2011), *op. cit.*, section V.

more closely connected with those of the international community ». ¹⁷⁹ Plus encore, les déclarations de Xi Jinping en 2013 face à Barack Obama, évoquées plus haut, présentent le modèle de développement chinois comme un modèle ayant démontré son efficacité en faisant de la Chine la deuxième économie du monde qui a résisté à la crise asiatique de 1997 et n'est engagée dans aucun conflit majeur. ¹⁸⁰ Surtout, en 2019, la Chine souligne que la croissance des pays industrialisés et développés stagne aux alentours des 1% alors que celle de la Chine – dont il est précisé qu'elle n'a jamais reposé sur l' « *imperialism and colonialism, nor copying the development model of Western countries* » – est proche des 6%. ¹⁸¹ Ainsi, s'il a été dit que la Chine a besoin de l'étranger pour se développer, il apparaît en 2019 que la Chine s'est suffisamment développée pour servir le développement des autres. Enfin, à la question de savoir si la Chine et les Etats-Unis entreront en conflit, la Chine répond que la coopération « *is the only correct choice* ». ¹⁸² Cette formule rentre dans la doctrine du « rêve chinois » de Liu Mingfu analysée plus haut, qui considère que la Chine ne veut pas renverser l'ordre occidental, mais le réformer pour qu'il prenne en compte les intérêts des Etats non-occidentaux. En l'occurrence, la Chine n'entrera pas en conflit avec les Etats-Unis tant qu'ils ne contreviendront pas au tracé des neuf traits et à la souveraineté chinoise sur Taïwan. ¹⁸³

S'étant ainsi présenté au monde, Beijing ouvre son projet de BRI aux Etats qui veulent appartenir la communauté de destins empreinte des valeurs chinoises. Plutôt que de soutenir le développement des routes chinoises, les Etats émergents sont invités à participer à la construction de ces routes, de façon à profiter de leurs bénéfices :

« We will build a high-quality Belt and Road together with our partners. The Belt and Road Initiative is based on the principles of extensive consultation, joint contribution and shared benefits. ». ¹⁸⁴

Reprenant l'idée des routes de la soie de la dynastie Han, les promesses portées par les Nouvelles Routes de la Soie depuis 2013 sont devenues la « pièce maîtresse » de la stratégie d'influence de la Chine parmi 67 pays présents notamment sur trois continents

¹⁷⁹ State Council of the People's Republic of China, *White Paper on China's National...* (2011), *op. cit.*, introduction.

¹⁸⁰ François GODEMENT, *Que veut la Chine...* » (2012), *op. cit.*, 245-250.

¹⁸¹ State Council of the People's Republic of China, *White Paper on China and the...* (2019), *op. cit.*, sections I. §1 et III. §1 box n° 11.

¹⁸² *Ibid.*, section V. §4.

¹⁸³ François GIPOULOUX, « La Chine... » (2020), *op. cit.* : 560.

¹⁸⁴ State Council of the People's Republic of China, *White Paper on China and the...* (2019), *op. cit.*, section II. §3.

que sont l'Asie, l'Afrique / Moyen-Orient, et l'Amérique Latine, soit 63% de la population mondiale et 30% du PIB mondial (voir Annexe n° 3).¹⁸⁵ Ce projet cherche à développer la connectivité terrestre, maritime et informatique (*big data* pour faciliter les transactions financières) de ces continents pour accélérer les échanges commerciaux tout en respectant les principes de coexistence pacifique énoncés plus haut et notamment ceux de non-ingérence dans les affaires internes des Etats qui participent à la BRI.¹⁸⁶ Pour Xavier Auregan et Sophie Wintgens, respecter ces principes doit légitimer la réforme du système de gouvernance internationale que prône le PCC pour rééquilibrer les relations internationales hors de l'hégémonie occidentale. Par exemple, pour sortir du cadre du Fonds Monétaire International et de la rigueur du Consensus de Washington sur les comptes publics internes aux Etats, la Chine finance son projet par des institutions dont elle est à l'origine. On peut citer le Fonds des routes de la soie créé en 2014, la *China Exim Bank*, ou encore la Nouvelle Banque de Développement des BRICS. Ces fonds financent de nombreux projets d'infrastructures. Pour ne citer que le cas de l'Afrique, trois pays ont été choisis comme porte d'entrée des routes sur le continent : l'Egypte (et son canal de Suez), Djibouti (et le Détroit de Bab-el-Mandeb) et le Kenya (et sa proximité avec de nombreux partenaires chinois dont le Sud-Soudan). Une fois leur participation à la BRI actée, ces pays ont respectivement bénéficiés d'investissements dans les infrastructures des routes mais aussi dans des infrastructures strictement nationales. L'Egypte s'est vu offrir un don d'1 milliard de dollars en échange de l'extension du Canal de Suez, et Djibouti a perçu près de 10 milliards de dollars pour quatorze projets.¹⁸⁷

S'il n'y a pas d'ingérence dans les affaires internes, la BRI pourrait cependant devenir un vecteur de *soft power* de la Chine au sens où elle peut contraindre les Etats débiteurs à s'aligner sur la Chine.¹⁸⁸ En témoigne le Sri Lanka qui s'est fortement endetté auprès de la Chine jusqu'à frôler le défaut de paiement. Plus largement, la nature de la coopération internationale que veut la Chine est prompte à l'influence de la Chine hors de ses frontières. Le PCC a développé une rhétorique « d'approche horizontale » dans laquelle les Etats sont égaux, et leurs sociétés tissent des liens (dits « *people-to-people*

¹⁸⁵ Muhammad FAROOQ S. *et al.*, « An analysis of China and Africa... » (2019), *op. cit.* : 366 et 368.

¹⁸⁶ Xavier AUREGAN et Sophie WINTGENS, « La diffusion du modèle chinois : vers un nouvel ordre international ? », in *Les dynamiques de la Chine en Afrique et en Amérique Latine : Enjeux, défis et perspectives*, Xavier AUREGAN et Sophie WINTGENS (dir.) (Louvain-La-Neuve : Academia-L'Harmattan, 2019), 22.

¹⁸⁷ Muhammad FAROOQ S. *et al.*, « An analysis of China and Africa... » (2019), *op. cit.* : 369-372.

¹⁸⁸ *Ibid.*, p. 373.

ties »).¹⁸⁹ La coopération doit donc passer par les Etats, mais aussi les partis politiques, les équipes sportives, les médias, ou encore les entreprises chinoises qui construisent les infrastructures dans lesquelles la Chine a investi telles que la *China Civil Engineering*.

« *From economic and trade investment to cultural exchanges, from government cooperation to people-to-people exchanges, China has been conducting all-dimensional, wide-ranging and multi-level exchanges and cooperation with other countries, going global faster, further [...].* »¹⁹⁰

1.3.C – La redécouverte tardive de l’Afrique comme théâtre d’influence

Dans les années 1990, la Chine a majoritairement agit dans des théâtres traditionnels d’influence chinoise : son voisinage. Intégrant l’ASEAN+3 en 1997, le pays participe aux flux commerciaux tout autant qu’à la définition de la politique sécuritaire dans la zone.¹⁹¹ De même, sa participation aux OMP a longtemps été restreinte aux opérations en Asie, à l’image de l’APRONUC au Cambodge. Ce n’est qu’à la fin des années 1990 voire au milieu des années 2000 que la Chine reprend conscience du potentiel de l’Afrique comme acteur des relations internationales et réinvestit la coopération sino-africaine. En effet, entre 1998 et les années 2010, on compte seulement une référence à l’Afrique par Livre de défense jusqu’en 2008 et cinq références pour l’ensemble des Livres de développement jusqu’en 2011. Il faut attendre la fin des années 2000 et surtout les années 2010 pour que le nombre de références augmente de façon significative. Il faut aussi attendre 2006 et l’appel du Forum de Coopération entre la Chine et l’Afrique pour une coopération plus poussée entre les deux acteurs, pour que le Conseil des affaires de l’Etat publie son premier Livre Blanc sur la relation sino-africaine. Ce Livre énonce les principes qui guident cette relation. Tout d’abord, plusieurs parallèles sont établis entre le pays et le continent. Comme la Chine, l’Afrique « *has a long history* » durant laquelle elle a dû se libérer du joug colonial européen pour renouer avec le développement.¹⁹² Cette histoire commune a conduit à l’établissement d’une « *tradition*

¹⁸⁹ Lauren JOHNSTON, « Shaping the Future of Power : Knowledge Production and Network Building in China-Africa Relations », *The China Quarterly*, n° 264 (2021) : 609-611.

¹⁹⁰ State Council of the People’s Republic of China, *White Paper on China and the...* (2019), *op. cit.*, section I. §2.

¹⁹¹ Penghong CAI, « ASEAN’s Defense Diplomacy... » (2016) : 89-95.

¹⁹² « White Paper on China’s African Policy », *China Report*, Vol. 43, n° 3 (janvier 2006) : 376.

of *China-Africa friendship* ». ¹⁹³ Si la découverte de céramiques chinoises vieilles de près de trois mille ans au Sahel et les expéditions de Zheng He témoignent de l'historicité des relations entre les deux acteurs, c'est surtout au lendemain de la Seconde Guerre mondiale que la Chine s'intéresse à l'Afrique. ¹⁹⁴ Cet intérêt est d'abord politique. L'adhésion de la majorité des délégations africaines présentes à Bandung en 1955 aux Cinq Principes de Coexistence Pacifique pousse la Chine à développer des relations avec les nouveaux Etats africains et à soutenir les partis indépendantistes, de façon à trouver des alliés dans la rivalité russo-chinoise en Asie, et à affirmer la stature diplomatique de la Chine au travers de visites de haut-niveau (e.g., Zhou Enlai entre décembre 1963 et janvier 1964), puis de l'accession de la Chine au Conseil de sécurité des Nations Unies en 1971 (malgré l'influence de la France, qui y était opposée, sur les Etats africains). ¹⁹⁵ Après le relatif retrait de la Chine pour se concentrer sur les réformes internes des années 1980 et la stabilisation de son voisinage proche dans les années 1990, les années 2000 signent le retour de la Chine sur le continent. La Chine est alors « *the largest developing country in the world* », et l'Afrique compte « *the largest number of developing countries* ». ¹⁹⁶ Ce rappel des correspondances entre le pays et le continent doivent permettre l'identification des Etats africains au modèle chinois et donc relancer la coopération historique de la Chine et de l'Afrique. ¹⁹⁷ Effectivement, pour Thierry Amougou, les références à l'histoire participent de la stratégie chinoise d'influence qui mêle la coopération politique, économique et culturelle dans une rhétorique historique. ¹⁹⁸

Dès 2006, la Chine se réclame d'une coopération dans l'ensemble des domaines. La partie IV du Livre prévoit ainsi une coopération politique (concertation sur les sujets internationaux avant les assemblées onusiennes), militaire (lutte contre les trafics, maintien de la paix), économique (programmes d'assistance chinois pour les Etats africains), ainsi que culturelle, sociale et éducative (promotion de l'année chinoise en Afrique et inversement, formation du personnel administratif africain...). ¹⁹⁹ Sur le plan

¹⁹³ *Ibid.*, 377.

¹⁹⁴ Obiorah NDUBISI, « Qui a peur de la Chine en Afrique ? De nouveaux défis pour la société civile africaine », in Thierry AMOUGOU *et al.* (2011), *op. cit.*, 113.

¹⁹⁵ Xavier AUREGAN, « Les quatre temps de la Chine en Afrique », in Xavier AUREGAN et Sophie WINTGENS (dir.) (2019), *op. cit.*, 34.

¹⁹⁶ « White Paper on China's African Policy », 2006, *op. cit.*, 375.

¹⁹⁷ Obiorah NDUBISI, « Qui a peur de la Chine... » (2011), *op. cit.*, 122.

¹⁹⁸ Thierry AMOUGOU, « L'inflation chinoise... » (2011), *op. cit.*, 50-55.

¹⁹⁹ « White Paper on China's African Policy » (2006), *op. cit.*, 378-384.

politique, la Chine s'est engagée dans la stabilisation du continent africain au travers de sa participation aux opérations de maintien de la paix et anti-piraterie ainsi que de négociations bilatérales comme ce fut le cas lors du conflit au Soudan entre 2013 et 2015 – pays où plusieurs entreprises chinoises sont présentes, notamment pour l'exploitation pétrolière. Toutefois, marqué par l'échec de l'influence militaro-politique qu'ont voulu mettre en place les Etats-Unis (e.g., en Iran à la fin des années 1970), l'URSS (e.g., en Afghanistan entre 1979 et 1989), le PCC privilégie surtout la coopération économique. Dans la lignée de la ligne ferroviaire Tan-Zam achevée en 1976 par l'octroi d'un prêt à taux nul par la Chine, le gouvernement de Beijing utilise les trois banques publiques d'investissement qu'elle a créées en 1994 pour investir dans les infrastructures de transport. Le commerce sino-africain connaît une augmentation exponentielle, passant de 2,5 milliards en 1995 à 221 milliards en 2014, avant de se stabiliser.²⁰⁰ Cette coopération passe enfin par les organisations régionales. En 2000, la Chine lance le Forum sur la Coopération Sino-Africaine (dit FOCAC pour *Forum on China-Africa Cooperation*). Il organise des réunions trisannuelles avec 53 Etats africains et l'Organisation de l'Union Africaine afin d'établir des plans d'investissements dans des infrastructures tels que le Plan Addis-Abeba pour la période 2004-2006.²⁰¹ La Chine participe activement à ces investissements en prêtant et en positionnant ses entreprises de construction. Depuis 2000, la Chine a multiplié par 8 ses investissements étrangers vers le continent (via les plans régionaux et via des plans bilatéraux). En 2017, on comptait 10 000 entreprises, 1 million de citoyens et 180 milliards de chiffre d'affaires annuel chinois en Afrique.²⁰²

En 2015, après que le président Xi Jinping a assisté pour la première fois à une réunion du FOCAC, un deuxième Livre Blanc sur la relation sino-africaine est publié. Celui-ci adapte les principes de 2006 aux concepts stratégiques du Président Xi. Il affirme que la Chine et l'Afrique « *have always belonged to a community of shared future. Over the past five decades and more [...]* ». ²⁰³ Rappelant les principes d'égalité, de non-ingérence et de bénéfices mutuels, le Conseil des affaires de l'Etat envisage cette relation comme un « *good example for the development of a new model of international relations*

²⁰⁰ Xavier AUREGAN, « Les quatre temps de la Chine... » (2019), *op. cit.*, 40-45.

²⁰¹ « White Paper on China's African Policy » (2006), *op. cit.*, 384.

²⁰² Michaël TANCHUM, « China's new military base... » (2021), *op. cit.*

²⁰³ « China's Second Africa Policy Paper », *China.org.cn* (décembre 2015), section I.

centered on mutually beneficial cooperation ».²⁰⁴ En cela, la Chine appelle les organisations internationales à accorder une plus grande place aux Etats africains : « *they are on the same boat and should therefore share rights and responsibilities* ».²⁰⁵ Naît alors une mise en valeur de la présence économique chinoise en Afrique. Se tiennent, par exemple, des expositions vantant les mérites de la BRI pour les entreprises africaines. L’Afrique du Sud organisera ainsi sa deuxième *Golden Bridge Expo* en août prochain.²⁰⁶

Enfin, la Chine précise que cette coopération doit permettre aux Etats africains de se développer par eux-mêmes. Etant donné que le développement économique chinois et mondial ne peut se faire sans stabilité, la coopération militaire depuis le 11 septembre 2001 est un exemple premier des intérêts nationaux qui sous-tendent la relation sino-africaine.²⁰⁷ Si des rencontres entre officiels militaires sont évoquées dès 2006, l’année 2015 marque un tournant. Trois mois avant la publication de son deuxième Livre, en septembre, Xi Jinping annonce devant l’Assemblée Générale des Nations Unies que la Chine offre 100 millions de dollars à l’Union Africaine pour qu’elle développe son volet sécurité. Au sommet du FOCAC, en décembre, Xi ajoute 60 millions. Ces investissements ouvrent la voie à deux plans de sécurité établis par le FOCAC en 2019 et 2022.²⁰⁸ De même, entre 2012 et 2016, les ventes d’armes chinoises ont augmenté de 74%, notamment à destination d’Etats africains tels que l’Algérie, la Guinée équatoriale et Djibouti.²⁰⁹ Toutefois, dès 2015, le Livre chinois veut que l’action de la Chine en Afrique participe de « *buidling a nest to attract the phoenix and teaching people how to fish* ».²¹⁰ Un an plus tôt, lors d’une rencontre avec son homologue éthiopien, le Ministre des Affaires étrangères Wang Yi expliquait cette formule en précisant que les sociétés africaines doivent développer des savoir-faire propres (dans le proverbe : apprendre à pêcher et à chasser) pour atteindre leur objectif de développement (dans le proverbe : le phénix).²¹¹ Le Conseil rappelle donc que les dons chinois se font en premier lieu aux organisations

²⁰⁴ « China’s Second Africa Policy Paper » (2015), *op. cit.*, section I.

²⁰⁵ « China’s Second Africa Policy Paper » (2015), *op. cit.*, section III §2.

²⁰⁶ Voir : South Africa Golden Bridge. « The new era of South Africa Golden Bridge » : <https://goldenbridgeexpo.com/>

²⁰⁷ Xavier AUREGAN, « Les quatre temps de la Chine... » (2019), *op. cit.*, 33

²⁰⁸ Michaël TANCHUM, « China’s new military base... » (2021), *op. cit.*

²⁰⁹ Benjamin BARTON, « La politique sécuritaire de la Chine en Afrique : vers une révolution de fond du principe de non-ingérence ? », in Xavier AUREGAN et Sophie WINTENGS (2019), *op. cit.*, 148-150.

²¹⁰ « China’s Second Africa Policy Paper » (2015), *op. cit.*, section II.

²¹¹ Consulate General of the People’s Republic of China in Toronto, « Wang Yi: China is willing to join efforts with Africa to fulfill the dream of rejuvenation, to seek common development and to promote peace and stability », 7 janvier 2014.

régionales pour qu'elles organisent une architecture de sécurité africaine, en développant par exemple la force multinationale d'intervention dite *African Stanby Force*.²¹² D'après Alice EKMAN, cette ambivalence entre coopération internationale et souveraineté nationale plaît particulièrement aux Etats africains soucieux de se développer sans renoncer à leur souveraineté.²¹³ En cela, le Livre de 2021 rappelle les résultats fructueux de la coopération sino-africaine : régularité des réunions du FOCAC, quatre visites de Xi en Afrique, stabilité du commerce, innovation (5G, dons de matériel médical pendant la pandémie de COVID-19)... Mais ce Livre conclut surtout sur le fait que la coopération de la Chine et des Etats africains ménage les objectifs de développement propres à chaque Etat. Ainsi, la Chine « *has embarked on a new journey [...] by the time the PRC celebrates its centenary in 2049* ». Côté africain, « *the continent's influence in international affairs continues to grow* » selon le rythme prévu par le Plan 2063 de l'Union Africaine.²¹⁴

²¹² « China's Second Africa Policy Paper » (2015), *op. cit.*, section II. §6-1.

²¹³ Propos tenus par Alice EKMAN dans le podcast : MARTEL Frédéric, « L'influence du parti... » (2022), *op. cit.*

²¹⁴ Pour les deux citations : State Council of the People's Republic of China, *White Paper on China and Africa in the New Era: A Partnership of Equals* (Beijing, 2021), *op. cit.*, conclusion.

– II. –

La Chine à Djibouti : s'installer pour rester

Maintenant que la rhétorique qui fait de la Chine une locomotive de développement, de paix et de multilatéralisme sur la scène internationale a été observée, il convient d'analyser plus précisément la façon dont le gouvernement chinois présente sa base navale à Djibouti. L'inauguration de cette base en 2017 coïncide avec l'annonce par le président Xi de l'entrée de la Chine et du monde dans une nouvelle ère. La base de Djibouti est en cela dépeinte par Beijing comme un exemple pratique de la rhétorique chinoise et du comportement responsable de son pays dans la communauté internationale. Ainsi, pour le Ministère de la Défense nationale, la présence d'une base chinoise hors des frontières nationales ne serait que la continuation logique de la mission historique qui incombe à la Chine (II.1). Cette mission ne pourrait être atteinte qu'à travers un dialogue entre les principales puissances mondiales (II.2). Cette mission doit enfin se faire avec l'accord des pays émergents, et en l'occurrence de Djibouti (II.3).

II.1 – Parler au monde : justifier la présence de la Chine hors de ses frontières

Premièrement, lorsque le Ministère de la Défense Nationale de la RPC s'exprime au sujet de la base de Djibouti, il s'adresse à la communauté internationale. Au vu des efforts de pédagogie qu'a déployé le gouvernement chinois pour théoriser son action à l'international, il est important pour lui d'expliquer en quoi ses actions sont conformes à ces théories. Pour éviter de nourrir les suspicions américaines sur le développement de la Chine, il est apparu d'autant plus nécessaire pour Beijing de clarifier les raisons qui l'ont poussée à construire à Djibouti, et surtout à y construire une base militaire. La base navale de Djibouti aurait ainsi une vocation strictement logistique et non-belliciste (II.1.A). Au contraire, cette base doit permettre de renforcer l'engagement de la Chine en tant que membre des Nations Unies pour la stabilisation de la région (II.1.B). Enfin, la base de Djibouti devrait servir la coopération économique entre la Chine et l'Afrique (II.1.C).

II.1.A – Une base navale qui reste avant tout une base logistique

Parmi les premiers articles que le Ministère a publiés à propos de la base de Djibouti, celui du 7 mai 2018 est entièrement consacré aux blasons cousus sur les uniformes des soldats de la PLAN déployés sur la base. Si ce sujet peut paraître secondaire, il donne d'emblés le ton de l'utilisation que la Chine entend faire de sa base :

*« The pattern [...] is composed of national flag, olive branch and the name of 'Chinese PLA Support base in Djibouti' ».*²¹⁵

Le drapeau chinois est le symbole de l'Etat. La branche d'olivier celui de la paix. Le nom de la compagnie fait le lien entre ces deux éléments. Il précise en effet que la mission des troupes sur place se limite au strict soutien logistique à la marine chinoise. La création d'une base logistique comme première base militaire à l'étranger rentre ainsi dans la doctrine de modernisation de l'APL, qui veut améliorer la logistique hors des frontières nationales (i.e., déployabilité et présence sur le long terme).²¹⁶ Il est d'ailleurs prévu par le contrat de bail signé entre Beijing et Djibouti que la base ne peut abriter que des opérations logistiques.²¹⁷ Ce support logistique est conçu comme une capacité de réparation des navires, de ravitaillement en fioul et en nourriture, ainsi que de repos et de soin pour les marins. L'article de mai 2018 poursuit en associant explicitement la présence militaire chinoise à la paix : *« the Chinese PLA troops stationed in the support base in Djibouti is an important force in safeguarding world peace »*. L'article précise enfin que l'inscription 'base logistique de l'APL à Djibouti est écrite *« both in Chinese and English »*. Cette double inscription vise manifestement à afficher aux non-sinophones le but pacifique de la présence chinoise dans le pays. Les langues officielles de Djibouti étant le français et l'arabe, l'inscription en anglais ne s'adresse donc pas uniquement aux djiboutiens, mais à l'ensemble des personnes que pourraient rencontrer les marins, dont les militaires des sept autres armées présentes à Djibouti.

En avril 2019, le Ministère distingue enfin la base navale chinoise de celles des autres armées : *« China's support center is different from the Western nation's military*

²¹⁵ Pour cette citation et les deux suivantes, voir : Yao JIANING, « Chinese troops in Djibouti to wear specialized breast tag and armband », *Ministry of National Defense of the People's Republic of China*, 7 mai 2018.

²¹⁶ Shane TAYLOE C., « Crossover Point... » (2017), *op. cit.* : 10.

²¹⁷ Jean-Luc MARTINEAU, « Djibouti et le 'commerce'... » (2018), *op. cit.*

bases ». ²¹⁸ En cela, la base chinoise est décrite comme un ‘centre logistique’ plutôt qu’une ‘base militaire’ à proprement parler, comme les bases occidentales et japonaise. Christopher Yung analyse en ce sens que la base garde des proportions relativement modestes. Malgré sa piste d’atterrissage pour hélicoptères, ses 10 réserves de carburant, d’armes et d’équipement, sa nouvelle jetée de plus de 600 mètres pouvant accueillir les plus grands navires de guerre, son accès pour sous-marins, la base manque encore de plusieurs attributs pour pouvoir servir à des opérations militaires d’envergure. ²¹⁹ Manquent ainsi une large piste d’atterrissage ou une plateforme reliant l’accès côtier aux routes et chemins de fers. Yung ajoute que, si la construction d’une base à l’étranger montre à la population que le PCC assure les intérêts du pays à l’étranger (voir plus bas), le gouvernement concentre d’abord ses capacités militaires sur ses intérêts militaires « pressants » : protection du tracé des neufs traits, contrôle du détroit de Taïwan... ²²⁰ La base de Djibouti reste, par exemple, envisagée en premier lieu comme une base navale. Il n’est pas prévu – officiellement et à ce jour – une plus grande présence de l’armée de l’aire. Pour ses opérations dans la région, la PLAAF continue d’utiliser des aéroports commerciaux comme celui d’El Fasher où les avions chinois ont atterri en 2019 pour délivrer de l’aide médicale dans le cadre de l’OMP au Soudan.

Dans ses articles, en plus de citer à de nombreuses reprises les termes « sécurité », « paix », « stabilité », le Ministère veille à donner des illustrations pratiques de l’usage logistique et pacifique de la base. Pour ne citer que deux exemples, l’article du 16 mai 2018 présente le ravitaillement en nourriture, carburant et matériel de la frégate *Xuzhou* après qu’elle a escorté sept navires marchands dans le Golfe d’Aden. ²²¹ Trois ans plus tard, un article de mars 2021 montre que, malgré la pandémie de COVID-19, la base continue de soutenir les opérations d’escorte, avec un ravitaillement de plus de trente tonnes de matériel et nourriture des navires de la 37^{ème} flotte. ²²² Plus intéressant encore, l’article du 18 mars 2019 reprend la distinction logistique-militaire en séparant la base logistique des opérations militaires qu’elle appuie. L’article fait référence aux graffitis

²¹⁸ Chen ZHUO, « Chinese military’s first overseas support base », *Ministry of National Defense of the People’s Republic of China*, 23 avril 2019.

²¹⁹ Christopher YUNG, « Still not a ‘pearl’... » (2023), *op. cit.*, 187-188.

²²⁰ *Ibid.*, p. 182.

²²¹ Li JIAYAO, « Chinese naval escort ship arrives in Djibouti for replenishment », *Ministry of National Defense of the People’s Republic of China*, 16 mai 2018.

²²² Li JIAYAO, « 37th Chinese naval escort taskforce completes in-port replenishment in Djibouti », *Ministry of National Defense of the People’s Republic of China*, 11 mars 2021.

que les armées présentes à Djibouti dessinent sur la digue du port de la ville en fonction du nombre de missions d'escorte qu'elles réalisent. Il précise ainsi que la base logistique permet à la marine chinoise de mener un grand nombre de missions et donc de dessiner un grand nombre de graffitis : « *the number of graffiti created by the Chinese Navy on the embankment is the largest among all* ». A l'inverse, les références aux navires militaires qui réalisent ces missions sont toujours discrètes. Le destroyer lance-missiles type 052C est ici cité uniquement parce qu'il figure sur un graffiti (voir Annexe n° 4).²²³

II.1.B – Une base logistique au service de la communauté internationale

En parallèle de souligner la vocation pacifique de la base, les publications du Ministère de la Défense mettent directement en lien les missions de la PLAN avec les efforts de la communauté internationale pour la stabilité de la région. Depuis 2008, la Chine est engagée au Sud de la péninsule arabe pour lutter contre la piraterie que subissent les navires marchands qui circulent dans le Golfe d'Aden. En quinze ans, la Chine a ainsi déployé quarante fois la *PLAN' Gulf of Aden counter-piracy Taskforce* dans le cadre de missions nationales et d'opérations coordonnées avec des missions internationales : *Combined Taskforce 151, EU NAVFOR, Shared Awareness and Deconfliction*.²²⁴ Benjamin Barton souligne que la Chine tient à inscrire ses interventions hors de ses frontières dans le strict cadre d'opérations autorisées par l'ONU.²²⁵ En l'occurrence, la lutte contre la piraterie au large des côtes somaliennes a été permise par la résolution du Conseil de Sécurité dite CS/9541 de décembre 2008. Pour Mathieu Duchâtel, la mise en avant du caractère logistique permet de légitimer la base chinoise puisqu'elle est censée renforcer la participation de la Chine aux missions d'escortes.²²⁶ Par exemple, avant l'installation de la base de Djibouti, la flotte chinoise devait obtenir l'autorisation des Etats étrangers pour mouiller dans leurs ports – ports commerciaux inadaptés aux besoins d'une flotte militaire. Or, la marine chinoise s'est parfois vu refuser l'accès aux ports africains et a dû considérablement s'éloigner. En 2009, elle a dû mouiller au port de Salalah, au Sud d'Oman. De même, avant la création de la base, un navire d'escorte chinois ne pouvait

²²³ Chen ZHUO, « Chinese Navy imprints its escort efforts on embankment of Djibouti », *Ministry of National Defense of the People's Republic of China*, 18 mars 2019.

²²⁴ Christopher YUNG, « Still not a 'pearl'... » (2023), *op. cit.*, 188.

²²⁵ Benjamin BARTON, « La politique sécuritaire de la Chine... » (2019), *op. cit.*, 147-150.

²²⁶ Mathieu DUCHÂTEL, cité dans : Christopher YUNG, « Still not a 'pearl'... » (2023), *op. cit.*, 176.

rester dans le Golfe que quatre mois contre six aujourd'hui.²²⁷ Outre les missions d'escorte, le Ministère précise que le 'centre logistique' sert une diversité de missions : « *anti-piracy, UN peacekeeping, and humanitarian relief missions in both Africa and Western Africa* ». ²²⁸ Comme évoqué plus haut, avant la construction de la base, Djibouti avait déjà servi les missions humanitaires de la PLAN puisqu'en mars 2015, le pays a été la destination des navires d'escorte qui ont évacué 800 ressortissants chinois du Yémen en guerre.²²⁹ Aujourd'hui, la base de Djibouti sert de base arrière aux casques bleus envoyés par la Chine dans l'OMP AMISOM en Somalie.²³⁰ Elle sert aussi à l'escorte de bateaux du Programme Alimentaire Mondial à destination de la Somalie par la marine chinoise. Sur le plan sécuritaire, les troupes de la PLAN ont enfin dû s'adapter à un contexte régional marqué par la prolifération de la violence : piraterie mais aussi guerre au Yémen et en Somalie, activisme d'Al-Shabaab... Dès 2018, les troupes présentes sur la base chinoise se sont ainsi préparées à se défendre contre de potentielles attaques terroristes contre la base ou sur des convois.²³¹ Pour Jean-Pierre Cabestan, l'ensemble de ces activités participe aux opérations militaires en temps de paix (voir plus haut sur les MOOTW).²³² En construisant sa base, la Chine apparaît comme une « superpuissance émergente qui [...] assume ses responsabilités sur les questions de sécurité régionales et internationales ». ²³³ En 2019, le porte-parole du Ministère des Affaires étrangères Geng Shuang assurait ainsi que si la Chine et Djibouti se sont entendus pour la construction de la base, c'est précisément pour que la Chine ait les moyens de conduire ces missions :

« *Setting up the support base in Djibouti was a joint decision of the two countries. It will better let China fulfill its responsibilities in the international community.* »²³⁴

Enfin, dans le même article, le Ministère affirme qu'au vu de sa position au cœur des tensions et enjeux à protéger, le choix de Djibouti se confirme comme stratégique : « *Djibouti's position has become even more crucial* ». ²³⁵

²²⁷ Hend ELMAHLY, Degang SUN, « China's Military Diplomacy... », (2018), *op. cit.* : 122.

²²⁸ Chen ZHUO, « Chinese military's first... », 23 avril 2019, *op. cit.*

²²⁹ AFP, « La Chine évacue ses ressortissants... », 31 mars 2015, *op. cit.*

²³⁰ Marianne PERON-DOISE, « La nouvelle visibilité... » (2019), *op. cit.* : 123.

²³¹ Li JIAYAO, « PLA support base in Djibouti conducts live-ammunition exercises », *Ministry of National Defense of the People's Republic of China*, 15 mai 2018.

²³² Jean-Pierre CABESTAN, « China's Djibouti naval base increasing its power », *East Asia Forum*, 16 mai 2020.

²³³ Benjamin BARTON, « La politique sécuritaire de la Chine... » (2019), *op. cit.*, 153.

²³⁴ Propos rapportés dans l'article : Chen ZHUO, « Chinese military's first... », 23 avril 2019, *op. cit.*

²³⁵ *Ibid.*

Le lien entre PLAN et communauté internationale est ensuite fait par le multilatéralisme qu'adopte la PLAN à Djibouti. Dans la première année suivant l'inauguration de la base, trois articles font référence à des exercices et opérations menés conjointement avec d'autres armées présentes à Djibouti. La PLAN s'est d'abord rapprochée de l'Union européenne lors d'exercices de sauvetage de marins blessés. La Chine a par exemple autorisé les troupes de l'*EU NAVFOR* et de la *Combined Task Force 465* à utiliser sa piste d'atterrissage d'hélicoptères. D'autres exercices sont conduits de façon bilatérale, comme avec l'Espagne.²³⁶ L'objectif de ces exercices est de permettre une meilleure communication et interopérabilité entre les différentes armées pour mieux accomplir les objectifs communs à ces armées dans le Golfe et la région :

« *[It] promoted exchanges and cooperation between the Chinese base and EU military forces in the region, and improved the capability of regional joint operation.* »²³⁷

Ces exercices conjoints en temps de paix pour favoriser la compréhension entre armées rentrent inéluctablement dans le champ de la diplomatie militaire menée par les forces armées chinoises. Sur ce point, la coopération avec Djibouti prend un sens particulier. Lors de l'exercice conduit avec l'Espagne en décembre 2018, l'armée djiboutienne avait été invitée à observer les opérations. Cette invitation peut s'inscrire dans la théorie chinoise de donner aux Etats africains les moyens de se défendre par eux-mêmes. Mais, cette invitation peut aussi être envisagée comme une nécessité pour les troupes chinoises. A Djibouti, la PLAN agit effectivement sur un territoire sur lequel elle n'a pas autorité. Elle doit donc ménager ses relations avec son pays hôte, de façon à préserver une marge d'action autour de sa base. Un mois avant l'exercice en coopération avec l'Espagne, les troupes de la PLAN avaient ainsi dû se coordonner avec les autorités djiboutiennes de façon à être autorisées à survoler les eaux territoriales djiboutiennes.²³⁸ Cette invitation pose finalement la question de « *l'African ownership* ». ²³⁹ Qui, de l'Etat africain ou de la puissance étrangère, établit la politique sécuritaire dans le pays ? Qui est en mesure d'imposer sa loi sur son territoire ou d'inviter les autres à participer à ses exercices ?

²³⁶ Huang PANYUE, « China, Spain hold medical rescue drill in Djibouti », *Ministry of National Defense of the People's Republic of China*, 4 décembre 2018.

²³⁷ Li JIAYAO, « China conducts joint medical rescue drill with EU Naval Force in Djibouti », *Ministry of National Defense of the People's Republic of China*, 15 octobre 2018.

²³⁸ Chen ZHUO, « Chinese military conducts helicopter medical evacuation training in Djibouti », *Ministry of National Defense of the People's Republic of China*, 12 novembre 2018.

²³⁹ Pour une analyse détaillée : Benjamin BARTON, « La politique sécuritaire de la Chine... » (2019), *op. cit.*, 147.

Le lien entre PLAN et communauté internationale est enfin fait dans la réponse du Ministère de la Défense Nationale aux accusations qui peuvent être portées contre la Chine. Ainsi, comme développé plus bas, la présence chinoise à Djibouti a fait l'objet de plusieurs critiques de la part des Etats-Unis. A chaque accusation, le Ministère s'est défendu en rappelant que si la PLAN est présente dans la ville, c'est pour participer à la stabilisation des relations internationales et non pour concurrencer les armées qui étaient déjà établies à Djibouti. Ainsi, le 18 juin 2019, après que la Chine a été accusée d'empêcher le survol de sa base par les avions américains, le Ministère rappelle que la Chine « *is committed to maintain regional safety and stability* ». ²⁴⁰

II.1.C – Une base navale qui sert, aussi, les intérêts chinois dans la région

Si la base de Djibouti sert les actions chinoises au nom de la communauté internationale, elle assoit surtout la présence de la Chine dans la région dans la durée. La base doit donc être envisagée comme une base au service, aussi, des intérêts du gouvernement chinois. En cela, si l'objectif officiel de stabilisation et de lutte contre la piraterie font consensus, les objectifs officieux de la construction de la base font débat. Pour la politologue Françoise Verges, l'histoire de l'Afrique est en grande partie une histoire maritime. La traite négrière, le commerce, la définition des frontières autour des lacs, les migrations et pèlerinages religieux font des côtes des espaces de « marge » qui offrent une « possibilité d'action » très large et ouverte sur le reste du monde. ²⁴¹

Un premier objectif officieux pourrait ainsi être la volonté de la Chine de protéger ses intérêts économiques. En effet, lorsque le Ministère évoque ses objectifs dans la région, comme lorsqu'il répond aux accusations américaines, le Ministère affirme précisément qu'il veut préserver la paix tout autant que la stabilité dans la région. ²⁴² Or, il a été observé plus haut que la stabilité est la condition *sine qua non* du développement économique de la Chine. C'est d'ailleurs dans le contexte de l'attaque d'un bateau de commerce chinois, le *Zhenhua 4*, par des pirates somaliens que la Chine a annoncé s'engager contre la piraterie dans le Golfe d'Aden en décembre 2008. ²⁴³ Ainsi, le choix

²⁴⁰ Chen ZHUO, « China refutes U.S. reports about 'Chinese military taking irresponsible actions in Djibouti' », *Ministry of National Defense of the People's Republic of China*, 18 juin 2019.

²⁴¹ Françoise VERGES, « Afriques océaniques, Afriques liquides », in Alain MABANCKOU (2017), *op. cit.*, 51.

²⁴² Chen ZHUO, « China refutes U.S. reports... », 18 juin 2019, *op. cit.*

²⁴³ « China deploys 2 ships to fight pirates off Somalia », *Reuters*, 20 décembre 2008.

de construire la première ‘*overseas base*’ chinoise à Djibouti pour renforcer les capacités de la Chine à lutter contre la piraterie s’ancre dans la doctrine formulée par le Président Xi Jinping pour la « protection des mers lointaines » et des intérêts de la Chine dans ces eaux. Pouvoir maintenir ses navires plus longtemps et avec moins de contraintes dans le Golfe permet de sécuriser les cargos et une route par laquelle passent annuellement un milliard de dollars du commerce chinois entre le marché asiatique (océan Indien) et les marchés européen et africain, ainsi que 85% des flux d’hydrocarbures à destination de la Chine.²⁴⁴ De même, la base chinoise est à proximité immédiate du port commercial djiboutien de Doraleh (dit *Doraleh Multipurpose Port*), l’une des trois portes d’entrée des Nouvelles Routes de la Soie sur le continent africain (voir I.3.B). Modernisé et agrandi par l’entreprise émiratie *Dubai Ports World* en 2003 avec un contrat de gestion de vingt ans à la clef. Ce contrat a été révoqué en février 2018, renationalisant la gestion du port via l’Autorité des Ports et Zones Franches ainsi que par la *China Merchants Holding International* à hauteur de 23,5%. En 2021, ce port était le second port africain après celui de Durban et le 19^{ème} port mondial en termes de traitement de conteneurs.²⁴⁵ A cela s’ajoutent une multitude d’investissements dans les infrastructures djiboutiennes (voir la partie III.3). Une telle présence chinoise est envisagée comme un moyen d’éviter un second « dilemme de Malacca » dans le Détroit de Bab-el-Mandeb.²⁴⁶ De la même manière que la Chine est préoccupée par l’influence américaine en Asie du Sud et les risques que cette influence fait peser sur la seule voie d’accès à l’océan Indien qu’a la Chine – le détroit de Malacca – Beijing veut éviter que la présence militaire occidentale à Djibouti ne restreigne un jour son commerce dans le Golfe.

Ainsi, le 25 janvier dernier, le Ministère de la Défense a publié un article revenant sur la soirée dite « *Inclusive China, Win-Win Cooperation* ». Cet évènement, dont le nom reprend la rhétorique du PCC sur les bénéfices mutuels de la coopération entre Chine et Afrique, est une forme particulière de diplomatie militaire. Organisé sur la base de la PLAN, il avait pour ambition de renforcer les liens entre les armées présentes dans la ville

²⁴⁴ Pour la doctrine de protection des mers lointaines et ces données, voir : Olivia SHEN, « China’s Base in Djibouti... » (2019), *op. cit.*, 206. Voir aussi Marianne PERON-DOISE, « La nouvelle visibilité... » (2019), *op. cit.* : 122.

²⁴⁵ World Bank : *The Container Port Performance Index 2021: A Comparable Assessment of Container Port Performance* (Washington, 2022), 69

²⁴⁶ Marianne PERON-DOISE, « La nouvelle visibilité... » (2019), *op. cit.* : 121.

ainsi que de mieux faire connaître la culture chinoise aux entreprises djiboutiennes impliquées dans le commerce avec la Chine :

« *More than 170 guests from military and government departments of Djibouti, foreign troops in Djibouti, the Chinese Embassy and Chinese-invested enterprises in Djibouti were invited to the event.* »²⁴⁷

Ces articles du Ministère de la Défense s'inscrivent dans un contexte plus large où le gouvernement chinois inscrit sa présence militaire à Djibouti dans la rhétorique d'une amitié de long terme, fondée sur les principes traditionnels de respect et de soutien mutuel. Le Ministre des affaires étrangères chinois Wang Yi vantait ainsi en 2019 « la coopération sino-djiboutienne est tous azimuts et stratégique. C'est le symbole de l'amitié sino-djiboutienne » qui passe notamment par l'inscription de Djibouti dans la BRI.²⁴⁸ En cela, la base de Djibouti pourrait suivre le modèle dit « modèle Shekou ».²⁴⁹ En effet, le village de Shekou dans la région du Guandong au Sud de la Chine a vu la construction d'un petit port de commerce par le gouvernement chinois transformer le village en un centre du commerce extérieur du pays. Si la base de Djibouti confirme son double usage militaire et économique et qu'elle parvient à se lier davantage au port international de Doraleh (situé juste à côté et par lequel la base est ravitaillée depuis la Chine), elle pourrait devenir un point véritablement stratégique pour la Chine. La politique spymannienne du PPC pour investir les côtes africaines et l'extension des capacités logistiques dépassent donc la simple participation de la Chine aux missions onusiennes. La base de Djibouti sert la protection des « *core interests* » économiques chinois à l'étranger.²⁵⁰

II.2 – Parler aux armées présentes à Djibouti : se faire une place dans la ville

Deuxièmement, en plus de parler à la communauté internationale, lorsque le Ministère de la Défense Nationale de la RPC s'exprime au sujet de la base navale, il s'adresse aux Etats qui ont déjà une présence militaire à Djibouti. Cette communication

²⁴⁷ Chen ZHUO, « PLA support base in Djibouti holds Spring Festival cultural exchange event », *Ministry of National Defense of the People's Republic of China*, 25 janvier 2023.

²⁴⁸ Ministry of Foreign Affairs of the People's Republic of China, « Wang Yi s'entretient avec le Ministre djiboutien des Affaires étrangères », 20 février 2019.

²⁴⁹ Christopher YUNG, « Still not a 'pearl'... » (2023), *op. cit.*, 178. Voir aussi p. 188 sur la notion de « dual-use ».

²⁵⁰ François GODEMENT, *Que veut la Chine...* (2012), *op. cit.*, 215-224.

est d'abord primordiale pour désamorcer les tensions entre grandes puissances (II.2.A). Ce dialogue est ensuite primordial pour assurer à la Chine une certaine liberté d'action à l'APL dans la ville (II.2.B). Cette communication est enfin primordiale pour mettre en pratique la rhétorique de coopération que porte la Chine (II.2.C).

II.2.A – La base chinoise comme source de tension dans un microcosme des relations internationales

Parce qu'elle accueille différentes armées, la ville de Djibouti a parfois été comparée à un microcosme des relations internationales. Cette formule suggère que les armées présentes sur place entretiennent des relations avec leur bailleur – le gouvernement djiboutien – mais aussi avec les armées voisines. En cela, les relations entre états-majors sont particulièrement importantes à Djibouti. En 2020, si on laisse de côté les Forces Armées Djiboutiennes (13 000 soldats, principalement d'infanterie), la présence chinoise est la deuxième concentration de soldats et fonctionnaires étrangers (2 000), derrière les Etats-Unis (4 500), et devant la France (1 400), le Japon (180), l'Italie (80), l'Espagne (50) et l'Allemagne (quelques officiers et experts).²⁵¹ Cette forte présence chinoise renforce l'inquiétude qu'avaient les Etats-Unis sur l'utilisation que peut faire la Chine de sa base au moment où le Secrétaire à la Défense James Mattis se rendait à Djibouti en avril 2017, cinq mois avant l'inauguration de la base navale chinoise. A cela s'ajoute la frustration qu'ont les Etats-Unis de voir la base chinoise profiter d'un accès direct à la mer, alors que les troupes américaines doivent emprunter l'accès de la base française. Plus encore, le ressentiment américain vis-à-vis de la présence chinoise s'est renforcé dans la mesure où le gouvernement djiboutien s'est servi des larges investissements chinois dans le pays pour faire pression sur les Etats-Unis. Pour garder leur seule base permanente en Afrique, les Etats-Unis ont été obligés d'annoncer en 2018 offrir au pays des aides au développement sans condition politique particulière.²⁵² En cela, Jean-Pierre Cabestan considère que les tensions entre états-majors chinois et américains sur la mer en Asie et à l'international dans l'économie (e.g., la guerre commerciale

²⁵¹ Voir notamment : Jean-Pierre CABESTAN, « China's Djibouti naval base... », 16 mai 2020, *op. cit.* ; Jean-Luc MARTINEAU, « Djibouti et le 'commerce'... » (2018), *op. cit.* ; et Banque Mondiale, « Personnel des forces armées, total - Djibouti », consulté le 21 mai 2023.

²⁵² Jean-Luc MARTINEAU, « Djibouti et le 'commerce'... » (2018), *op. cit.*

entamée sous l'administration Trump) ont été importées sur le territoire djiboutien, en faisant un « microcosme de la compétition croissante entre la Chine et les Etats-Unis ».²⁵³

Le 4 mai 2018, le Ministère de la Défense chinois a ainsi dû se défendre des accusations américaines portées sur son armée.²⁵⁴ Dans l'article, il est fait référence à l'utilisation par les soldats de la PLAN de lasers dont les rayons auraient été pointés sur des avions américains en vol. Ces lasers auraient ébloui les pilotes américains. Dans leur dossier d'enquête sur la base chinoise, Antoine Izambard et Vincent Lamigeon expliquent qu'il est compliqué de prouver la responsabilité chinoise et que des diplomates français ont laissé entendre que l'état-major américain a pu inventer cet incident pour faire porter le discrédit sur l'armée chinoise.²⁵⁵ Toutefois, cet exemple est éclairant en ce qu'il illustre la bataille des narratives évoquées dans la partie précédente de ce mémoire. D'un côté, les Etats-Unis accusent la Chine d'avoir une attitude agressive voire dangereuse. De l'autre, la Chine s'affirme comme une puissance responsable. De la même manière que le Conseil des affaires de l'Etat assure que les interventions de la Chine en-dehors de ses frontières se font toujours dans le cadre onusien, le Ministère de la Défense assure que les actions de la PLAN à Djibouti s'inscrivent dans la plus stricte des légalités. Ainsi, dans sa réponse, le Ministère rappelle que les troupes de la PLAMC sont présentes à Djibouti dans le but de préserver la stabilité dans la région et qu'elles se conforment aux normes internationales et aux lois du pays hôte :

*« The Chinese side has consistently abided by international law and the laws of the local country strictly [...] »*²⁵⁶

II.2.B – Mener une politique indépendante dans une ville aux huit armées

Au-delà de sa relation avec l'armée américaine, l'APL doit composer avec six autres armées présentes en continu dans la ville. Or, il a été dit en introduction que la Chine revendique une politique étrangère indépendante de toute influence étrangère

²⁵³ Jean-Pierre CABESTAN, « China's military base in Djibouti: a microcosm of China's growing competition with the United States and New bipolarity », *Journal of Contemporary China*, Vol. 29, n° 125 (2020) : 731.

²⁵⁴ Li JIAYO, « China refutes US allegation of laser use in Djibouti », *Ministry of National Defense of the People's Republic of China*, 4 mai 2018.

²⁵⁵ Antoine IZAMBARD, Vincent LAMIGEON, « Djibouti, révélations sur la très secrète base militaire chinoise qui inquiète les Occidentaux », *Challenges*, 20 octobre 2022.

²⁵⁶ Li JIAYO, « China refutes US allegation of laser... », 4 mai 2018, *op. cit.*

(russe, européenne...). A Djibouti, le gouvernement chinois cherche donc à préserver une certaine autonomie vis-à-vis des sept armées voisines. A partir de 2018, si le Ministère communique toujours sur les exercices conjoints et les opérations d'escortes, il a arrêté de communiquer sur les exercices militaires strictement internes menés par l'APL sur la base.²⁵⁷ De même, la même année, le gouvernement chinois a demandé aux autorités de Djibouti d'interdire le survol de leur base par des appareils autres que ceux de l'APL. En réaction, les autres armées ont nourri des suspicions sur la volonté de Beijing de garder secrètes certaines de ses pratiques. Un an après l'affaire du laser, le Ministère de la Défense a par exemple dû rédiger un artciler pour répondre aux accusations américaines selon lesquelles l'APL aurait déployé des drones pour limiter la zone de survol américaine, notamment aux alentours de la base américaine Lemonnier.

« *Some U.S. media outlets reported that Chinese military tried to 'constrain international airspace'.* »²⁵⁸

Ici encore, le Ministère chinois apporte une interprétation divergente de celle des Etats-Unis : « *this information does not align with the facts* ». ²⁵⁹

Pourtant, les Etats-Unis ne sont pas les seuls à s'interroger sur la nature réelle de la base chinoise. Si Christopher Yung concluait plus haut que la base n'est pas encore suffisamment aménagée pour appuyer des opérations d'envergure en cas de conflit, il remarque tout de même que la base pourrait être la première d'un réseau plus large à venir. En effet, les théoriciens chinois recommandent d'établir des « points forts » dans le Golfe d'Aden, mais aussi dans le Golfe Persique et dans la Baie du Bengal. Ces points forts doivent permettre de faire mouiller la marine de guerre chinoise dans la logique non-plus de go global uniquement économique mais aussi de « *go global military* » (RMA, capacité de projection, *core interests* à l'étranger...).²⁶⁰ Outre la possibilité de construction d'une base à Madagascar, la Chine envisage de construire une base sur la côte Ouest-africaine, en Guinée équatoriale, pays dans lequel elle a massivement investi (voir plus haut).²⁶¹ Plus précisément, en juin 2022, la Chine a entamé l'extension de la base militaire cambodgienne de Ream, qui pourrait à terme accueillir des troupes

²⁵⁷ Jean-Pierre CABESTAN, « China's Djibouti naval base... », 16 mai 2020. *op. cit.*

²⁵⁸ Chen ZHUO, « China refutes U.S. reports... », 18 juin 2019, *op. cit.*

²⁵⁹ *Ibid.*

²⁶⁰ Pour cette citation et la précédente, voir : Christopher YUNG, « Still not a 'pearl'... » (2023), *op. cit.*, 175 et 177.

²⁶¹ Michaël TANCHUM, « China's new military base... » (2021), *op. cit.*

chinois – l’extension nécessite d’ailleurs la démolition de bâtiments construits par les Etats-Unis dans le passé.²⁶²

Idem, l’allongement de la jetée et les capacités d’accueillir des sous-marins et porte-avions laissent envisager que la base de Djibouti se renforce petit à petit, hors du strict cadre logistique. Le dossier d’enquête d’Izambard et Lamigeon pointe ainsi aussi que la base compte un réseau de tunnels sous-terrains et pourrait abriter un centre de guerre informatique ou en tout cas de renseignement (voir Annexes n° 6 et 7).²⁶³ Djibouti étant situé à côté d’un nœud de câbles informatiques sous-marins par lesquels transitent le réseau internet et les *data*, ce centre serait donc situé à un endroit stratégique en cas de conflit. L’amélioration des capacités de renseignement est d’ailleurs pointée par Shane Tayloe comme l’une des logiques qui sous-tend la modernisation actuelle de la PLAN.²⁶⁴ Enfin, le doute persiste sur le personnel présent sur la base. Initialement prévue pour accueillir 400 personnes, la base en compte aujourd’hui environ 2000 et aurait une capacité réelle de 10 000 personnes (c’est en tout cas la limite imposée par le contrat de bail).²⁶⁵ Le type de personnel engagé fait aussi débat. Malgré la mission strictement logistique établie dans le contrat de bail, des troupes d’infanterie des PLANMC (*PLAN Military Corps*), et des blindés modernes ont stationné sur la base, sans mission logistique.²⁶⁶ Cela pose finalement la question de la réalité du respect par la Chine des lois djiboutiennes – en l’occurrence du bail – vanté plus haut par le Ministère.

II.2.C – Achever la mission chinoise : cohabiter et dialoguer

Finalement, au-delà de se dire engagé pour la stabilisation de la région et respectueux des normes djiboutiennes, le Ministère rappelle que la Chine est présente à Djibouti pour accomplir sa mission de réforme de l’ordre international au profit du dialogue, de la coopération et du respect. Le dialogue s’inscrit d’abord dans les activités traditionnelles de la PLAN. La coopération lors d’exercices militaires conjoints a déjà été

²⁶² Brice PEDROLETTI, « La Chine et le Cambodge confirment leur coopération sur la base navale de Ream », *Le Monde*, 9 juin 2022.

²⁶³ Antoine IZAMBARD, Vincent LAMIGEON, « Djibouti, révélations sur la très secrète... », 20 octobre 2022.

²⁶⁴ Shane TAYLOE C., « Crossover Point... » (2017), *op. cit.* : 10.

²⁶⁵ Jean-Luc MARTINEAU, « Djibouti et le ‘commerce’... » (2018), *op. cit.*

²⁶⁶ Christopher YUNG, « Still not a ‘pearl’... » (2023), *op. cit.*, 187-188.

citée. Le Ministère a aussi consacré deux articles à la coopération médicale.²⁶⁷ Ces articles insistent sur le fait qu'en 2019 et en 2022 l'hôpital de la base navale chinoise a organisé des forums dans lesquels des médecins, étudiants en médecine et soldats chinois, djiboutiens et étrangers (notamment allemands) se sont rencontrés pour discuter de différentes pathologies et traitements. Ces forums laissent apparaître un certain volontarisme dans les initiatives de la PLAN. En effet, les exercices conjoints cités dans la première section sont nécessaires pour assurer la réussite des missions de sauvetage en mer. Les forums, eux, sont censés être un espace de discussion, d'échange voire d'amitié :

« *[T]he forum aims to provide a platform for all parties in Djibouti to exchange knowledge, share experience, enhance understanding, deepen friendship, and jointly promote the construction and development of medical-related fields.* »²⁶⁸

L'idée de promouvoir l'amitié entre les armées passe aussi par des initiatives de la PLAN qui sortent tout à fait du domaine militaire ou médico-militaire. Ainsi, la soirée « *Inclusive China, Win-Win Cooperation* » déjà évoquée avait pour objectif, outre de renforcer les liens avec les entreprises djiboutiennes, de renforcer les liens avec les autres armées : « *enhance mutual understanding among the troops stationed in Djibouti* ». ²⁶⁹ Cet évènement n'est pas isolé. En novembre 2019, la base navale avait ainsi accueilli la deuxième édition du tournoi de basketball organisé annuellement dans l'une des bases de Djibouti pour développer l'esprit de compétition amicale (voir Annexe n° 5). La Chine avait d'ailleurs terminé à la première place de cette édition, alors que les Etats-Unis n'y avaient manifestement pas participé. Selon l'article, organiser ce tournoi permet à l'état-major chinois de démontrer son ouverture, prompt à la coopération :

« *[It] can better demonstrate the open and confident attitude of Chinese military personnel in the support base.* »²⁷⁰

Plus que des MOOTW, ces initiatives chinoises entrent pleinement dans les activités de *soft power* de la diplomatie militaire. Elles cherchent à influencer les autres armées et

²⁶⁷ Li WEI, « Chinese PLA Support Base Hospital in Djibouti », *Ministry of National Defense of the People's Republic of China*, 20 août 2022. ; Huang PANYUE, « PLA Support Base in Djibouti holds Horn of East Africa medical forum », *Ministry of National Defense of the People's Republic of China*, 7 décembre 2022.

²⁶⁸ Huang PANYUE, « PLA Support Base in Djibouti holds... », 7 décembre 2022, *op. cit.*

²⁶⁹ Chen ZHUO, « PLA support base in Djibouti holds Spring Festival... », 25 janvier 2023.

²⁷⁰ Yang TAO, « China's PLA support base in Djibouti hosts multinational basketball games », *Ministry of National Defense of the People's Republic of China*, 25 novembre 2019.

l'image qu'elles ont de l'armée chinoise. Ce type d'opérations contribue en effet à rendre l'armée chinoise crédible et rentre donc dans la doctrine du président Xi qui veut devenir audible à l'international par le *soft power*.²⁷¹ Cela doit *in fine* permettre à la Chine de cohabiter de façon stable avec les autres armées à Djibouti, malgré les accusations et débats qui viennent d'être analysés.

II.3 – Parler à Djibouti et aux Djiboutiens : inscrire sa présence dans la durée

Troisièmement, lorsque le Ministère de la Défense Nationale s'exprime au sujet de la base de Djibouti, il s'adresse à son pays hôte. Après avoir justifié son implantation dans la région, puis après avoir essayé de s'ancrer au mieux dans un environnement déjà saturé par les présences militaires étrangères, l'APL cherche maintenant à projeter sa présence dans le pays sur le temps long alors que le bail prévu pour dix ans expirera dans quatre ans. Pour ce faire, le Ministère de la Défense doit communiquer auprès d'acteurs non-militaires, en mesure d'influencer le renouvellement du bail de location de la base. Dans ses articles, le Ministère s'adresse ainsi au gouvernement djiboutien (II.3.A). Les articles mettent aussi en avant les actions de la PLAN au profit de la population locale (II.3.B). La communication du gouvernement chinois connaît enfin une sérieuse mutation, tournée vers le futur (II.3.C).

II.3.A – De la diplomatie militaire à la diplomatie de défense : se rapprocher du gouvernement djiboutien

Pour assurer sa présence, l'état-major a mis en place une diplomatie de défense destinée non pas aux armées, mais aux acteurs politiques. En effet, l'état-major chinois déploie de véritables efforts auprès du gouvernement djiboutien pour maintenir des relations de bonne qualité. Il a été dit plus haut que le Ministère de la Défense avait vanté le nombre important de graffiti chinois sur la digue du port de Djibouti comme une illustration de l'implication de la PLAN pour la stabilité de la région et du pays (e.g., la protection des navires à destination du port de Doraleh). Dans le même article, l'état-

²⁷¹ Martina BASSAN, « Soft Power chinois en Afrique et modèles de développement : le discours des experts chinois », in Xavier AUREGAN et Sophie WINTGENS (2019), *op. cit.*, 170.

major chinois espère que les liens entre la marine et le pays pourront se renforcer : « *In the future, the Chinese Navy will be connected with Djibouti more closely* ». ²⁷² La diplomatie de défense vise en cela à mettre l'armée au service d'activités de temps de paix analysées au début de la partie, mais aussi d'activités non-militaires pour se lier à un gouvernement étranger. Cette stratégie n'est pas nouvelle dans la Corne de l'Afrique. Costas Constantinou et Sam Opondo ont, par exemple, étudié la façon dont l'armée américaine se rend légitime auprès des Etats de la Corne à la fin des années 2000 au travers d'une « biodiplomatie ». Cette forme de diplomatie engage l'armée dans des opérations de partage d'information voire d'intervention auprès des communautés locales pour fournir des soins médicaux et vétérinaires via les *MECAP* et *VETCAP Taskforce*. Cette forme de diplomatie militaire ou de défense repose sur le fait de « faire sortir les militaires de leurs casernes » pour « influencer l'environnement dans lequel les soldats évoluent ». ²⁷³ De son côté, le Ministère a publié une série de communiqués qui soulignent l'implication de la Chine pour Djibouti. Plus que de rappeler que la Chine respecte les lois djiboutiennes (voir plus haut), les articles du Ministère mettent en avant les activités non-militaires de la marine au profit de l'Etat djiboutien. Ainsi, en décembre 2019, est rendue publique la coopération entre la base navale et le Ministère djiboutien de la Santé pour conduire l'opération « *Bright Eyes* ». Durant cette opération, une centaine de patients djiboutiens atteints de la cataracte a été opérée gratuitement. Notons que cette opération est la continuité des voyages humanitaires du *Peace Ark* et de l'opération « Voyage de la clarté » qui avait déjà permis l'opération de patients dans dix pays africains dont Djibouti en 2014. ²⁷⁴ Pour le colonel en charge de l'opération, Li Chuenpeng, cette opération s'inscrit pleinement dans le renforcement des liens entre les deux pays voulu dans l'article cité précédemment : « *In the future, China will further strengthen the bilateral friendly ties [...] in more fields* ». ²⁷⁵

Notons que cette diplomatie de défense à destination du gouvernement djiboutien semble efficace puisque plusieurs ressortissants chinois ont été décorés par le pays. En

²⁷² Chen ZHUO, « Chinese Navy imprints its escort efforts... », 18 mars 2019, *op. cit.*

²⁷³ Costas CONSTANTINOU M., Sam OPONDO O., « Engaging the 'ungoverned': The merging of diplomacy, defence and development », *Cooperation and Conflict*, Vol. 51, n°3 (2016) : 310 et 308.

²⁷⁴ « Cataracte : 500 Djiboutiens seront soignés gratuitement par des médecins chinois », *French.china.org*, 7 octobre 2014.

²⁷⁵ Huang PANYUE, « PLA Support Base launches 'Bright Eyes Operation' in Djibouti », *Ministry of National Defense of the People's Republic of China*, 6 décembre 2019.

janvier 2020, dix médecins de la PLAN ont été décorés. Le Chef d'état-major djiboutien Zakaria avait alors salué l'affirmation de la Chine comme grande puissance via ses opérations médicales à l'étranger : « *[It is] a genuine help to the Djiboutian people and fully demonstrating China's responsibility as a major country* ». ²⁷⁶ Le 7 décembre 2022, à son retour en Chine, l'ancien premier Commandant de la base Liang Yang s'est vu remettre la médaille de chevalier de l'Ordre du 27 juin par l'ambassadeur djiboutien en Chine, Abdullah Miguil. Se référant à la date de l'indépendance djiboutienne, le 27 juin 1977, les médailles de cet ordre sont remises par le gouvernement aux personnes ayant particulièrement œuvré pour le pays et sa population. Si plusieurs officiers étrangers ont été faits chevaliers de l'ordre par le passé, l'article précise que c'est la première fois que la médaille de l'indépendance, plus haute distinction de l'ordre, est remise à un militaire étranger. ²⁷⁷ L'article ajoute que, le commandement de Liang Yang a permis un renforcement des liens entre la Chine et Djibouti :

« Liang had vigorously engaged in the organization of joint exercises and training, provision of medical services for the local people, and donation of teaching equipment to local schools, which forged profound friendship with Djibouti's government and people and greatly contributed to the close ties between the two countries and militaries. » ²⁷⁸

De la même manière que le Ministère chinois veut lier la marine à Djibouti en 2018, l'ambassadeur djiboutien souhaite que l'amitié sino-djiboutienne se poursuive :

« The ambassador hoped that both sides can continue to strengthen interaction and friendly cooperation in the future. » ²⁷⁹

Cette capacité d'influence de l'armée chinoise auprès du gouvernement djiboutien questionne alors le principe de non-ingérence prôné par les Livres Blancs du Conseil des affaires de l'Etat. En effet, Constantinou et Opondo considèrent que les activités militaires

²⁷⁶ Huang PANYUE, « PLA medical staff in Djibouti awarded Independence Medal », *Ministry of National Defense of the People's Republic of China*, 20 janvier 2020. Il est intéressant de noter que des médecins chinois avaient été décorés avant même l'implantation de la base : Yasser BOULLLO H., « Trois médecins chinois élevés au rang de Chevaliers de l'Ordre national du 27 juin par le Premier ministre », *Agence Djiboutienne d'Information*, 17 novembre 2016.

²⁷⁷ Pour la décoration d'officiers des FFDj, voir par exemple : Abdourazak DIRANEH A., « Le chef d'état-major général des Forces Armées Djiboutiennes décernent des distinctions honorifiques à neuf officiers des FFDJ », *Agence Djiboutiennes d'Information*, 23 juillet 2018.

²⁷⁸ Li WEI, « First commander of PLA Support Base in Djibouti awarded Independence Day Medal », *Ministry of National Defense of the People's Republic of China*, 8 décembre 2022.

²⁷⁹ *Ibid.*

dans le cadre de la diplomatie de défense peuvent pénétrer la souveraineté de l'Etat sur le territoire duquel elles prennent place.²⁸⁰ Pour Benjamin Barton, depuis qu'il a été adopté par Zhou Enlai comme principe central de la politique extérieure chinoise en 1953, ce principe a connu plusieurs évolutions. Au départ envisagé comme défensif (pour éviter que d'autres Etats ne s'ingèrent dans les affaires chinoises), ce principe a rapidement été mis au service de la diplomatie chinoise pour établir la confiance avec d'autres Etats en assurant que la Chine ne s'ingérerait pas dans leurs affaires internes. Pour la chercheuse chinoise Ren Mu, il existe aujourd'hui trois formes d'ingérence : directe (intervention dans un pays sans l'accord de l'Etat) ; indirecte (intervention autorisée par l'ONU et ne niant pas la souveraineté de l'Etat) ; silencieuse (intervention par des actions non-officielles).²⁸¹ Les activités militaires et non-militaires de la PLAN se faisant aujourd'hui avec l'accord voire en collaboration avec le gouvernement djiboutien, s'il devait y avoir une ingérence chinoise dans les affaires de l'Etat (pour s'assurer du renouvellement du bail), elle serait aujourd'hui plutôt indirecte (lutte anti-piraterie autorisée par l'ONU) ou silencieuse (diplomatie de défense). Benjamin Barton note qu'il faudra donc, dans les temps à venir, rester vigilant sur l'utilisation que fait la Chine de sa base et sur le degré de transparence (ou de secret) qu'elle y apporte.²⁸²

II.3.B – De la diplomatie militaire à la diplomatie publique : se lier à la population djiboutienne

Le gouvernement djiboutien n'est pas le seul acteur à exercer une influence sur la présence militaire chinoise dans le pays. Comme en témoigne l'enlèvement d'ouvriers chinois au Soudan en janvier 2012, il est nécessaire pour le gouvernement chinois d'entretenir de bonnes relations avec les civils pour éviter un rejet de la présence chinoise – présence militaire en l'occurrence mais aussi économique comme au Soudan. En parallèle de la diplomatie de défense, la PLAN a ainsi mis en place une réelle diplomatie militaire publique. De façon générale – hors du cadre de la diplomatie militaire – la diplomatie publique repose sur trois piliers : (i) informer les acteurs étrangers de ce que l'on veut faire, (ii) faire connaître (et accepter) ce que l'on fait, et (iii) depuis la fin de la

²⁸⁰ Costas CONSTANTINO M., Sam OPONDO O., « Engaging the 'ungoverned'... » (2016), *op. cit.* : 312.

²⁸¹ Ren MU, citée dans : Benjamin BARTON, « La politique sécuritaire de la Chine... » (2019), *op. cit.*, 143.

²⁸² *Ibid.*, voir la partie médiane du chapitre.

Guerre Froide, influencer les décisions de ces acteurs étrangers.²⁸³ Après un certain retard, le gouvernement chinois a mis l'accent sur sa diplomatie publique à destination des sociétés africaines à partir des années 2010, notamment pour contrebalancer les oppositions à l'intervention chinoise en Afrique (ONGs qui alertent sur les droits des travailleurs...²⁸⁴ Dans la ville de Djibouti, la Chine a ainsi ouvert un Institut Confucius en mars dernier pour renforcer l'apprentissage du mandarin et offrir des opportunités d'emploi tournées vers l'Asie à plus de 600 élèves.²⁸⁵

Cette diplomatie publique fait pleinement partie de la diplomatie militaire. Constantinou et Opondo nous disent ainsi que les armées tendent à vouloir « gagner les cœurs et les esprits ».²⁸⁶ La PLAN a d'abord cherché à rendre les Djiboutiens familiers avec la base militaire. Moins d'un an après l'inauguration de la base, en mai 2018, une centaine d'élèves des écoles primaires de la ville a ainsi été invitée à visiter la base. Les élèves ont par exemple pu essayer les équipements sportifs de la base (voir Annexe n° 8). Cette visite, organisée par les états-majors chinois et djiboutien, devait permettre de lever les suspicions de la population locale sur la présence militaire de la Chine dans le pays :

« This activity, jointly organized by the General Staff Headquarters of the Djibouti Armed Forces (DJAF) and the Ministry of National and Higher Education of Djibouti, aims to help Djibouti primary school students know more about Chinese culture and the Chinese military, promote communications between local people and the Chinese troops [...] »²⁸⁷

Enfin, au-delà de vouloir renforcer l'amitié entre la Chine et Djibouti (i.e., entre Etats), cette visite doit permettre de renforcer l'amitié entre les peuples : « [*The visit should*] carry forward the friendship between the two people ».²⁸⁸ L'opération *Bright Eyes* de 2019 a aussi fait passer l'idée que la présence de la marine sert la population. Selon l'article qui présente cette opération, un des patients opérés aurait souligné l'implication chinoise : « *I can finally recover my sight today, and I am very grateful to the Chinese*

²⁸³ Göran SWISTEK, « The nexus... » (été 2012), *op. cit.* : 80-81.

²⁸⁴ Serge BANYONGEN, « La diplomatie publique de la Chine en Afrique ou la métaphore du dragon sans griffes », *Monde chinois*, Vol. 33, n° 26 (2013) : 27.

²⁸⁵ Yasser BOULLLO H., « Inauguration de l'Institut Confucius à Djibouti », *Agence Djiboutienne d'Information*, 25 mars 2023.

²⁸⁶ Costas CONSTANTINOU M., Sam OPONDO O., « Engaging the 'ungoverned'... » (2016), *op. cit.* : 316.

²⁸⁷ Li JIAYAO, « Djibouti pupils visit PLA support base in Djibouti », *Ministry of National Defense of the People's Republic of China*, 15 mai 2018.

²⁸⁸ *Ibid.*

doctors and nurses ». ²⁸⁹ Cette préoccupation de tisser un lien avec la population djiboutienne se poursuit aujourd’hui. En janvier dernier, les troupes de la PLAN ont réalisé, pour la troisième fois depuis 2017, une distribution de fournitures scolaires à des écoles djiboutiennes. Le Ministère en a profité pour affirmer qu’en se mettant au service de la population, la base participait à établir une communauté de destins : « *In the recent years, the base has vigorously implemented the initiative of building a community with shared future for mankind* ». ²⁹⁰ La diplomatie militaire publique de la PLAN à Djibouti rentre donc pleinement dans la diplomatie publique du gouvernement chinois, puisque la présence de la marine chinoise est associée à la narrative définie dans les Livres Blancs : un pays et un continent à l’histoire commune (lutte pour l’indépendance au XXe puis coopération pour le développement des Etats et populations au XXIe siècle). ²⁹¹

II.3.C – Communiquer : une façon d’aller plus loin ?

Enfin, les liens qu’a tissés la PLAN avec le gouvernement et la population djiboutiens pourraient, à terme, servir une diversification de l’utilisation de la base. Dans son analyse des capacités réelles de la base chinoise, Christopher Yung affirme que le fait que la base puisse appuyer des opérations d’envergure voire l’engagement direct de la Chine dans un conflit ne pourra se faire sans l’accord du gouvernement de Djibouti. ²⁹² En effet, le bail en vigueur prévoit toujours que la base ne serve qu’à des opérations logistiques. Surtout, le gouvernement djiboutien ne pourrait pas se permettre que l’utilisation de la base chinoise serve des intérêts contraires aux intérêts des autres puissances établies à Djibouti au risque de perdre les loyers des bases de ces puissances voire d’être le théâtre d’un affrontement direct. En cela, il a pendant un temps été considéré que la Chine n’accordait qu’une place relativement modeste à sa diplomatie militaire, et ne lui assignait d’autre ambition que de permettre à la PLAN de remplir ses missions internationales avec une certaine autonomie. ²⁹³ Or, il a été démontré plus haut que la diplomatie militaire, de défense et publique de la PLAN à Djibouti s’était fortement

²⁸⁹ Huang PANYUE, « PLA Support Base launches ‘Bright Eyes Operation’... », 6 décembre 2019, *op. cit.*

²⁹⁰ Li WEI, « PLA Support Base in Djibouti donates supplies to local schools », *Ministry of National Defense of the People’s Republic of China*, 11 janvier, 2023.

²⁹¹ Pour une analyse détaillée de la place de l’histoire dans la diplomatie publique chinoise, voir : Serge BANYONGEN, « La diplomatie publique de la Chine... » (2013), *op. cit.* : 27.

²⁹² Christopher YUNG, « Still not a ‘pearl’... » (2023), *op. cit.*, 190.

²⁹³ Hend ELMAHLY, Degang SUN, « China’s Military Diplomacy... », (2018), *op. cit.* : 127.

développée ces dernières années. Celle-ci semble opérer sur le gouvernement djiboutien qui ne s'oppose que rarement aux déclarations et à la pratique chinoise. L'agrandissement de la jetée et les critiques sur l'utilisation potentiellement non-logistique de la base n'ont, par exemple, fait l'objet d'aucun commentaire public du gouvernement djiboutien.

Plus encore, depuis l'an passé, le Ministère chinois semble accompagner les actions de diplomatie militaire de la PLAN par une véritable stratégie de communication. Effectivement, alors que Jean-Pierre Cabestan observait plus haut que le Ministère avait arrêté de communiquer sur les exercices des troupes depuis 2018, les articles de 2022 présentent plusieurs vidéos dans lesquelles on peut observer les marins chinois en mouvement, s'entraîner, manipuler leurs armes, leurs véhicules blindés, etc. Le 11 janvier 2022, le Ministère publie une première vidéo qui propose de renforcer la coordination non-plus des armées à Djibouti, mais des services de la PLAN sur la base chinoise de façon à gagner en efficacité en cas d'opération. Dans cette vidéo, un officier déclare qu'il est nécessaire d'augmenter les capacités militaires de la Chine à Djibouti : « [to] *push the military to a new high* ». ²⁹⁴ Les vidéos qui suivent deviennent de véritables objets marketing mettant en avant la bravoure des soldats et l'utilité de leurs actions. Les vidéos sont en effet accompagnées de montages vidéo, d'effet de ralenti, d'une musique visant à créer un sentiment de tension... ²⁹⁵ Plus tard, le Ministère a enfin diversifié sa communication. En sus des images guerrières, une vidéo présentant la vie des chiens sur la base a été publiée en novembre. Celle-ci était cette fois accompagnée d'éléments de plus doux et pacifiques : une musique calme, des scènes de repas et de tendresse... ²⁹⁶

²⁹⁴ Li WEICHAO, « PLA support base in Djibouti kicks off military training in 2022 », *Ministry of National Defense of the People's Republic of China*, 11 janvier 2022.

²⁹⁵ Voir par exemple : Chen ZHUO, « PLA support base in Djibouti celebrates PLAN's 73rd birthday », *Ministry of National Defense of the People's Republic of China*, 24 avril 2022.

²⁹⁶ XINJUAN Wang, « Daily life of first military dog handler at PLA Djibouti base », *Ministry of National Defense of the People's Republic of China*, 1^{er} novembre 2022.

– III. –

Le système IOG : faire le lien entre l'international et l'interne

Après avoir observé que la rhétorique chinoise sur la base de Djibouti s'emploie à faire du site un exemple de coopération bénéfique pour tous, il convient d'analyser dans un dernier temps la façon dont le gouvernement djiboutien donne, lui aussi, un sens particulier à la base navale. En effet, sous la présidence d'Ismaïl Omar Guelleh, le commerce des bases militaires est devenu une véritable stratégie. L'arrivée des troupes chinoises semble donner un second souffle à cette stratégie, ouvrant de nouvelles dynamiques. En cela, la base navale est présentée comme s'inscrivant logiquement dans la coopération historique sino-djiboutienne (III.1). Cette coopération militaire, empreinte de la grammaire chinoise, doit permettre à Djibouti d'intégrer la scène internationale comme acteur légitime et influent (III.2). La construction de la base oscille enfin entre développement à l'international et développement interne (III.3).

III.1 – Faire communauté : la coopération militaire comme l'une des étapes d'un rapprochement inéluctable

Premièrement, il apparaît que la construction de la base chinoise est un des éléments de la coopération souhaitée par Djibouti et la Chine. Le contenu de cette coopération s'est construit progressivement et a fait évoluer la forme – i.e., la façon de présenter – de cette coopération. Se disant à l'origine de cette coopération, le gouvernement djiboutien a d'abord envisagé sa relation avec la Chine comme une relation économique (III.1.A). La coopération militaire qui s'ouvre au milieu des années 2010 vient alors s'ajouter, parmi d'autres domaines, à la coopération sino-djiboutienne (III.1.B). Cet approfondissement de la relation laisse toutefois entrevoir une adaptation du discours djiboutien à la grammaire communautaire de la RPC (III.1.C).

III.1.A – Une coopération de long terme, à l’initiative de Djibouti

Le premier article consacré à la Chine par l’Agence Djiboutienne d’Information est publié en février 2004.²⁹⁷ Il s’intéresse au remplacement de l’ambassadeur chinois dans le pays. Rapidement, les articles qui suivent rappellent que la relation sino-djiboutienne est ancienne, à l’image de la construction du Palais du Peuple dans la ville de Djibouti par la Chine pour rendre hommage aux indépendantistes djiboutiens en 1984 :

« Le 8 janvier dernier a commémoré le 29^{ème} anniversaire de l’établissement des relations diplomatiques entre la Chine et Djibouti. Depuis, les liens entre les deux nations se sont intensifiés [...] ».²⁹⁸

Au milieu des années 2000, s’ouvre alors une longue période durant laquelle le gouvernement djiboutien vante, par l’intermédiaire des médias, la coopération avec la Chine notamment dans les domaines industriels, énergétiques et économiques de façon bilatérale ou au travers du FOCAC.²⁹⁹ Sur le plan économique, en effet, l’année 2006 marque une augmentation exponentielle de 40% des échanges commerciaux entre les deux pays, par rapport à l’année précédente (156 millions de dollars en 2006).³⁰⁰ Depuis, la Chine investit massivement dans les infrastructures à Djibouti : construction de stades, d’écoles, etc. La coopération devient aussi rapidement politique. En 2008, l’Assemblée Nationale djiboutienne crée le groupe d’amitié sino-djiboutien pour une meilleure coopération entre le RPP et le PCC. Des délégations du parti présidentiel du Rassemblement Populaire pour le Progrès (RPP) sont envoyées auprès de responsables du PCC en Chine. Ces rencontres doivent servir le partage d’expérience et le développement djiboutien : « [le RPP] espérait tirer profit des expériences chinoises en matière de développement ».³⁰¹ La coopération est enfin fondée sur une relation de solidarité. Après la forte sécheresse de 2011 qui a détruit les cultures déjà fragiles du pays,

²⁹⁷ Abzourazak DIRANEH A., « Visite d’adieu de l’Ambassadeur de la République Populaire de Chine au Premier Ministre », *Agence Djiboutienne d’Information*, 4 février 2004.

²⁹⁸ Fahim IBRAHIM, « Chine-Djibouti : une coopération privilégiée et une amitié sincère », *Agence Djiboutienne d’Information*, 10 janvier 2008.

²⁹⁹ Une multitude d’articles du début des années 2010 fait référence à des accords commerciaux etc. Pour n’en citer qu’un, voir : MMO, « Djibouti/Chine : Signature d’un important accord de coopération économique et technique », *Agence Djiboutienne d’Information*, 8 février 2012.

³⁰⁰ Rémi PERELMAN, « Djibouti, discrète porte d’entrée en Afrique, hub majeur de demain », *Outre-Terre*, n° 30 (2011) : 197.

³⁰¹ Nasser FAHMI, « Une délégation du Rassemblement populaire pour le progrès (RPP) à Pékin, en Chine », *Agence Djiboutienne d’Information*, 28 décembre 2012.

le gouvernement djiboutien a ainsi annoncé avoir reçu du gouvernement chinois, une aide humanitaire de 51 millions de Yuans.³⁰²

Il transparait des articles de cette période que le gouvernement djiboutien est à l'initiative de la relation sino-djiboutienne. Pour Tanguy Struye de Swielande, effectivement, « croire que l'Afrique serait aveuglée par la Chine est une erreur ».³⁰³ Les Etats africains ne sont pas uniquement receveurs. Ils ont des dynamiques propres et peuvent refuser une relation avec un pays étranger ou, comme en l'occurrence, en être moteurs. En témoigne la visite d'IOG et de différents responsables (Ministre de l'économie, Autorité des ports...) dans la ville de Shenzhen en juillet 2012, considérée par Djibouti comme « la première zone économique spéciale et la plus prospère de la Chine ».³⁰⁴ Durant cette visite, le gouvernement djiboutien est parvenu à signer plusieurs accords avec l'entreprise *Huawei* pour la formation d'ingénieurs djiboutiens et la *China Merchants Holding* pour la coopération portuaire. Après un creux médiatique entre fin 2012 et fin 2014, la coopération avec la Chine redevient un sujet en 2015, période de l'annonce de la construction de la base navale. Cette reprise est portée par les projections faites dans la presse djiboutienne sur l'affirmation de la puissance chinoise depuis l'accession de Xi Jinping à la présidence de la RPC en novembre 2012 : « un pays que tous les observateurs s'accordent à dire qu'il est en passe de devenir la première puissance économique du monde ».³⁰⁵ A partir de 2014, plusieurs projets d'ampleur sont confiés aux entreprises chinoises. Ainsi, les entreprises *China Railway Group*, *China Civil Engineering* et *CSR Zhuzhou* ont reconstruit la ligne de chemin de fer Addis-Abeba entre le port de Djibouti et la capitale éthiopienne, construite à la fin du XIXe siècle par les colons français puis rendue inutilisable par l'absence de modernisation et d'entretien :

³⁰² MMO, « La Chine octroie à la République de Djibouti une assistance humanitaire d'une valeur de 51 millions de Yuans Renminbi », *Agence Djiboutienne d'Information*, 18 décembre 2011. N.B. : l'auteur est ici référencé sous « MMO » à partir des initiales fournies sur le site de l'agence de presse qu'il n'a pas été possible de compléter.

³⁰³ Tanguy STRUYE DE SWIELANDE, « Pays Africains... » (2011), *op. cit.*, section 2, §54.

³⁰⁴ Yasser BOULLO H., « Le Chef de l'Etat à Shenzhen : Signature d'importants accords entre Djibouti et la Chine », *Agence Djiboutienne d'Information*, 17 juillet 2012.

³⁰⁵ Isman HOUSSEIN O., « Xi Jinping, 59 ans, succède à Hu Jintao à la tête de la République populaire de Chine », *Agence Djiboutienne d'Information*, 9 novembre 2012.

« Financé par la China EximBank à hauteur de 600 millions USD, le projet de cette ligne de chemin de fer électrique longue de 740 km est confié à la société chinoise China Civil Engineering Construction Corporation [...] »³⁰⁶

III.1.B – La coopération militaire : un tournant au milieu des années 2010 ?

Dans cette période, un nouveau domaine de coopération vient s'ajouter aux relations commerciales. La première référence à la présence militaire chinoise dans la région date de 2009 et de l'organisation par la Chine d'un forum sur la lutte contre la piraterie dans le Golfe d'Aden moins d'un an après que le pays a lancé sa Taskforce.³⁰⁷ Plus tard, lors de la visite d'IOG en Chine en 2012, le Président Hu Jintao remercie l'appui qu'offre Djibouti aux navires chinois en les laissant mouiller dans son port.³⁰⁸ Annoncée en novembre 2015, la construction de la base a officiellement débuté en février 2016. Côté djiboutien la base est évoquée pour la première fois par l'Agence Djiboutienne d'Information le 23 novembre 2016, à l'occasion d'une visite du Ministre chinois de la Défense nationale à Djibouti, sur le chantier de la base. L'extension de la coopération des deux pays au domaine militaire et à l'implantation de la Chine de façon pérenne dans la Corne est inscrite dans la coopération des années 2000 évoquée plus haut :

« La visite de travail [...] s'inscrit dans le cadre des liens de coopération privilégiés entre notre pays et la République populaire de Chine. »³⁰⁹

Pour cette visite, le Ministre chinois était accompagné du Général Fan Changlong. Celui-ci est décrit comme un personnage de premier plan au point d'être décoré de l'Ordre du 27 juin par le gouvernement. Le Ministre djiboutien de la Défense considère ainsi que :

³⁰⁶ Hassan MOHAMED A., « Pose des premiers rails de la partie djiboutienne du chemin de fer reliant Addis-Abeba », *Agence Djiboutienne d'Information*, 3 janvier 2015.

³⁰⁷ Yasser BOULLLO H., « La Chine organise une conférence internationale sur la lutte contre la piraterie au large de la Somalie », *Agence Djiboutienne d'Information*, 7 novembre 2009.

³⁰⁸ Yasser BOULLLO H., « Djibouti et la Chine s'engagent à renforcer les relations bilatérales », *Agence Djiboutienne d'Information*, 18 juillet 2012.

³⁰⁹ Isman HOUSSEIN O., « Le Ministre chinois de la Défense en visite de travail à Djibouti », *Agence Djiboutienne d'Information*, 23 novembre 2016.

« Le Général d'armée Fan Changlong est la personnalité la plus importante de Chine après le Président Xi Jinping. Sa visite traduit donc le niveau des relations entre la République Populaire de Chine et la République de Djibouti. »³¹⁰

Dans ce même article, il est précisé que le Président IOG, qui a reçu le Général, cherche des « voies et moyens de développer davantage » la coopération militaire entre les deux Etats. Djibouti veut notamment profiter de la présence militaire chinoise pour renforcer sa sécurité dans une région instable et pour développer ses propres Forces Armées de Djibouti. En ce sens, le dernier jour de la visite du Général à Djibouti, un accord de 500 millions de yuans est signé avec l'armée djiboutienne pour « moderniser ses équipements et matériels militaires ».³¹¹ Peu après l'inauguration de la base, un partenariat stratégique est aussi signé par les deux gouvernements pour diversifier leurs échanges militaires.

Malgré ces articles, la place qui est faite à la coopération militaire avec la RPC, et plus précisément à la base navale, reste particulièrement modeste. En effet, à partir de la fin de l'année 2018, l'attention se détourne fortement de la base et se concentre à nouveau sur le domaine économique. La coopération dans le cadre des Routes de la Soie est soulignée, comme l'illustre la participation du Président de l'Autorité des ports et zones franches de Djibouti au forum « *China International Import expo* » organisé à Shanghai pour mettre en avant les opportunités commerciales que propose la Chine aux pays qui traitent avec elle.³¹² La Chine poursuit aussi son activisme économique en multipliant ses investissements dans le pays. Outre la ligne Addis-Abeba, sont aussi intervenus des investissements chinois dans la création d'une autoroute entre Djibouti et l'Ethiopie, la création de la zone franche de Doraleh, les nouveaux terminaux portuaires de Ghoubet, Horizon et Tadjourah (le dernier étant consacré à l'export de minerais éthiopiens), etc.³¹³

³¹⁰ Abdourazak DIRANEH A., « Le chef de l'Etat décore le ministre chinois de la Défense de la médaille de Commandeur dans l'Ordre de la Grande Etoile du 27 juin », *Agence Djiboutienne d'Information*, 24 novembre 2016.

³¹¹ Isman HOUSSEIN O., « Le Premier ministre et le vice-président de la commission militaire centrale de la Chine coprésident la cérémonie de signature d'un important accord de coopération entre les deux pays », *Agence Djiboutienne d'Information*, 25 novembre 2016.

³¹² IAD, « Djibouti-Chine : Le président de l'Autorité des ports et zones franches participe au 'China International Import expo' », *Agence Djiboutienne d'Information*, 7 novembre 2018. Ici encore, faute de précision, l'auteur est référencé par ses initiales.

³¹³ Christopher YUNG, « Still not a 'pearl'... » (2023), *op. cit.*, 179.

III.1.C – Le renversement de la rhétorique djiboutienne au sein de la communauté de destins

Enfin, si la construction de la base navale apparaît ne pas être un réel tournant dans le contenu de la coopération sino-djiboutienne – la coopération militaire ne faisant que compléter une diversité de domaines – elle représente tout de même un tournant dans la rhétorique djiboutienne. Effectivement, la relation passe peu à peu d'une coopération poussée par Djibouti dans les années 2000 à la formation d'une véritable communauté de destins avec la Chine. Comme évoqué plus haut, Djibouti a rappelé dès 2008 l'historicité des relations entre le pays et la Chine ainsi que les liens qui ont uni les deux Etats sur le sujet de l'indépendance djiboutienne. Surtout, depuis la construction de la base, les références à la grammaire chinoise se font de plus en plus nombreuses. D'abord la coopération militaire doit être mutuellement bénéfique. En mars 2019, le nouvel ambassadeur chinois à Djibouti est invité à rencontrer l'état-major djiboutien. L'Agence Djiboutienne d'Information en profite pour mettre en avant que les exercices militaires conjoints auxquels sont invitées les troupes djiboutiennes sont un exemple de coopération gagnant-gagnant, au même titre que les 500 millions de yuans offerts pour moderniser les équipements de l'armée djiboutienne en 2016. Ils permettent aux armées « d'échanger leurs expériences et savoir-faire dans ce domaine vital » qu'est la sécurité.³¹⁴ La diplomatie militaire chinoise est donc appréciée par le gouvernement local. Il est possible de noter, sans pour autant pouvoir l'affirmer de façon absolue, que l'idée de domaine vital se rapproche de la rhétorique chinoise de « *core interests* ». A ce titre, le média djiboutien cite l'ambassadeur chinois qui veut : « l'élargissement du champ de la coopération bilatérale dans le respect mutuel des intérêts suprêmes des deux pays [...] ». A l'image de cette déclaration, les articles djiboutiens font référence de façon croissante aux idées de respect, d'égalité et de bénéfices.

En parallèle de la coopération militaire, depuis la construction de la base, c'est à nouveau la coopération économique qui doit bénéficier à tous. A l'occasion de la visite du Président IOG à la base navale en octobre 2018 (voir la section suivante), l'Agence Djiboutienne d'Information cite l'ambassadeur chinois à Djibouti. Celui-ci déclare que la

³¹⁴ KM, « Le nouvel ambassadeur de la République populaire de Chine reçu au quartier général des Forces Armées Djiboutiennes (FAD) », Agence Djiboutienne d'Information, 16 mars 2019. Une fois encore, l'auteur est uniquement identifiable par ses initiales.

force qu'a atteint la coopération entre les deux pays à la fin des années 2010 doit devenir réellement bénéficiaire pour chacun des Etats et populations, à l'image de la communauté que la Chine entend construire avec les pays en développement :

« J'entends travailler main dans la main avec nos amis djiboutiens pour mettre en œuvre les acquis des résultats du Sommet de Beijing [...] soutenir Djibouti dans ses efforts pour le développement économique, la création d'emplois et l'amélioration des conditions de vie de la population [...] pour le plus grand bénéfice de nos deux pays et de nos deux peuples. »³¹⁵

En évoquant le Sommet de Beijing, l'ambassadeur fait ici référence au sommet du FOCAC tenu en septembre 2018 en Chine. En juillet, l'agence de presse djiboutienne avait déjà publié un article sur la réunion préparatoire à ce sommet, durant lequel les ministres djiboutien et chinois des Affaires étrangères, Mahmoud Youssouf et Wang Yi, s'étaient entretenus. Mahmoud Youssouf avait alors déclaré son soutien aux activités chinoises à Djibouti ainsi qu'à la BRI :

« [...] Annonçant que [Djibouti] était prêt à stimuler la coopération bilatérale et continuerait de soutenir le fonctionnement de la base de soutien de la Chine à Djibouti.

Le ministre a assuré [...] que la République de Djibouti accordait une grande importance à la 'Ceinture et la Route' et était disposé à renforcer la coopération avec la Chine dans le cadre de cette initiative. »³¹⁶

Pour prendre un exemple plus récent, le Président IOG a adressé un message de félicitations au Président Xi Jinping à l'occasion de la célébration de la création de la RPC à la fin du mois de septembre 2022. Si cette pratique est courante à Djibouti – IOG a l'habitude de féliciter les présidents étrangers lors de leurs élections et fêtes nationales – ce message portait une pluralité de références au discours chinois de 'nouvelle ère' :

« Nul doute que la Chine fait, depuis longtemps, office de modèle pour toutes les nations qui aspirent à l'essor durable. [...] [Djibouti est déterminée à] œuvrer en

³¹⁵ Abdouzarak DINAREH A., « Le président de la République effectue une visite guidée à la base militaire chinoise installée à Djibouti », *Agence Djiboutienne d'Information*, 1^{er} octobre 2018.

³¹⁶ Yasser BOULLLO H., « Le ministre djiboutien des Affaires étrangères s'entretient à Beijing avec le Conseiller d'Etat et ministre des Affaires étrangères de la Chine, Wang Yi », *Agence Djiboutienne d'Information*, 11 juillet 2018.

permanence en faveur de la préservation et de la promotion des partenariats stratégiques et gagnant-gagnant [...] ».³¹⁷

Cette citation suggère que si Djibouti se développe, c'est parce que le pays adopte le modèle de développement proprement chinois que la Chine dit mettre à disposition de tous (voir partie I.). A l'occasion du quarantième anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre la RPC et Djibouti, célébré lors d'un forum international sur les Nouvelles Routes de la Soie à Pékin en avril 2019, IOG avait déjà déclaré :

« Mon pays, Djibouti, un tout petit pays, a tout à apprendre de votre pays, la Chine, un géant pas seulement par sa taille et sa démographie, mais aussi et surtout par son histoire, par son prestige et par son influence. »³¹⁸

L'évolution des déclarations du gouvernement djiboutien démontrent que la diplomatie militaire de la PLAN, alliée à la diplomatie politique et économique du PCC, font de la Chine (son gouvernement, son armée, ses banques et entreprises) une puissance d'influence d'après les trois critères donnés par Luke et évoqués en introduction.³¹⁹ Le régime chinois influence l'environnement dans lequel évolue Djibouti (intégration à la BRI, présence croissante des entreprises chinoises dans le pays), sa pratique (exploitation de la ligne Addis-Abeba, du port...), et son discours (coopération bénéfique).

III.2 – S'inscrire dans le jeu diplomatique : la base chinoise comme moyen pour Djibouti d'être un Etat influent à l'international

Le discours djiboutien sur la relation sino-djiboutienne ne s'arrête pas à la simple idée de coopération mutuellement bénéfique. Effectivement, comme énoncé par Tanguy Struye de Swielande, les Etats africains perçoivent les intérêts qu'a la Chine à être présente sur leur sol, mais ont, eux-aussi, des intérêts propres à coopérer. Dans le cas de Djibouti, l'arrivée des troupes chinoises sert le commerce des bases mis en place par Ismaïl Omar Guelleh. En ce sens, le gouvernement normalise la construction de la base

³¹⁷ OOM « Le Président Guelleh exprime ses chaleureuses félicitations au Président Xi Jinping dont le pays célèbre l'anniversaire de la Fête nationale », *Agence Djiboutienne d'Information*, 28 septembre 2022.

³¹⁸ Nasser FAHMI, « Le président Guelleh assiste à une cérémonie festive marquant la célébration du 40^{ème} anniversaire de l'établissement des relations sino-djiboutiennes », *Agence Djiboutienne d'Information*, 27 avril 2019.

³¹⁹ Serge BANYONGEN, « La dialectique du positionnement... » (2014), *op. cit.* : 68.

navale (III.2.A). Il laisse ainsi la base évoluer librement pour jouer sur les rivalités entre grandes puissances (III.2.B). Ce jeu de balancier permet *in fine* à Djibouti de renforcer sa position d'acteur fort sur la scène régionale voire internationale (III.2.C).

III.2.A – Légitimer la présence chinoise à Djibouti

Il a été dit dans la partie précédente que le gouvernement chinois présente son implantation à Djibouti comme le résultat d'un commun accord entre la RPC et Djibouti. Les articles de l'Agence Djiboutienne d'Information corroborent cette affirmation par deux idées. D'une part, plus que de reprendre la rhétorique communautaire chinoise, le gouvernement djiboutien participe aux efforts chinois de légitimation de la présence des troupes de la PLAN dans le pays. En effet, à la suite de la visite du Ministre de la Défense nationale chinois sur le chantier de la base en novembre 2016, l'agence de presse a publié un article dans lequel le Ministre des Affaires étrangères djiboutien Mahmoud Youssouf décrit les missions de la PLAN à Djibouti : « lutter contre la piraterie, protéger la route maritime ».³²⁰ Pour préciser, l'article cite le Porte-parole du Ministère de la Défense nationale chinois qui assure que : « le projet d'installation d'une base 'logistique navale' à Djibouti 'ne vise pas l'expansion militaire de la Chine' ». A deux semaines de l'inauguration de la base, le média djiboutien reprend ainsi les éléments de langage chinois : une base qui doit pallier les difficultés logistiques qu'a rencontrées la PLAN depuis 2009, une base qui renforce la capacité de la Chine à remplir ses obligations, une base qui participe donc à la stabilisation de la région.³²¹ Stabiliser la région et protéger les routes commerciales permet *in fine* de protéger le port de Doraleh et donc l'économie djiboutienne (voir la sous-partie suivante). Ces efforts de pédagogie du gouvernement djiboutien, sur les raisons qui l'ont poussé à accepter la présence chinoise, sont d'abord dirigés à l'attention de la communauté internationale et en particulier des puissances étrangères opposées à l'implantation chinoise. Il a ainsi fallu expliquer aux Etats-Unis pourquoi Djibouti a contracté avec l'armée chinoise plutôt que d'accepter la proposition américaine de doubler le loyer que les Etats-Unis versent annuellement pour occuper le

³²⁰ Pour cette citation et la suivante, voir : Abdourazak DIRANEH A., « 'Le projet d'installation d'une base logistique navale à Djibouti, ne vise pas l'expansion militaire de la Chine', affirme un porte-parole du Ministère chinois de la Défense », *Agence Djiboutienne d'Information*, 30 novembre 2016.

³²¹ Yasser BOULLO H., « La base de l'Armée populaire de libération (APL) à Djibouti aidera la Chine à mieux assumer ses obligations internationales », *Agence Djiboutienne d'Information*, 15 juillet 2017.

Camp Lemonnier – cette proposition avait été faite par le gouvernement américain qui espérait en échange que Djibouti ne signerait pas de bail avec l’armée chinoise.³²² Les efforts de pédagogie sont aussi nécessaires à destination de la population djiboutienne. Analysant le lien entre activisme chinois en Afrique et vision des sociétés africaines, la chercheuse américaine Obiorah Ndubisi a ainsi démontré que les populations locales ont besoin de « comprendre la Chine et les raisons qui poussent celle-ci à s’impliquer toujours plus dans leur pays ». ³²³ Les articles qui viennent d’être analysés soulignent le rôle central de l’Agence Djiboutienne d’Information comme relai du gouvernement pour exposer aux Djiboutiens les raisons sécuritaires et économiques à la présence chinoise.

D’autre part, Djibouti va plus loin dans la légitimation de la présence chinoise que la simple participation de la Chine aux opérations internationales. Dès novembre 2016, il est clairement énoncé dans la presse djiboutienne que la base chinoise doit servir la sécurisation du Golfe d’Aden, mais aussi les ‘*core interests*’ de la RPC. On peut ainsi lire que la base doit permettre de : « lutter contre la piraterie, protéger la route maritime, ainsi que les intérêts économiques et commerciaux très importants pour la Chine ». ³²⁴ Dans le même article, le Porte-parole chinois ajoute que : « les installations chinoises de soutien visent à mieux remplir les responsabilités et obligations internationales ainsi qu’à protéger les droits légitimes du pays ». Cette légitimation de la présence chinoise au service de ses intérêts semble s’ancrer dans la rhétorique de communauté de destins dans laquelle chaque partenaire doit avoir les moyens de poursuivre son propre développement. Surtout, cette légitimation explique pourquoi l’extension progressive de la base (jetée...) et de ses missions (présences de soldats d’infanterie et de blindés) ne fait l’objet d’aucune critique officielle de la part du gouvernement djiboutien. Alors que le fait que la base puisse compter jusqu’à 10 000 fonctionnaires est rendu public dès l’inauguration de la base en août 2017, aucun article depuis ne fait ainsi état de préoccupations de la part du gouvernement ou de la population sur les intentions chinoises. ³²⁵ Au contraire, lors de sa visite à la base en octobre 2018, le Président IOG a réaffirmé que l’installation avait une vocation pacifiste « un outil supplémentaire de

³²² Muhammad FAROOQ S. *et al.*, « An analysis of China and Africa... » (2019), *op. cit.* : 372.

³²³ Obiorah NDUBISI, « Qui a peur de la Chine... » (2011), *op. cit.*, 113.

³²⁴ Pour cette citation et la suivante, voir : Abdourazak DIRANEH A., « ‘Le projet... », 30 novembre 2016, *op. cit.*

³²⁵ Abdourazak DIRANEH A., « La Chine inaugure sa première base militaire à l’étranger », *Agence Djiboutienne d’Information*, 2 août 2017.

projection, d'assistance et de dissuasion mis à la disposition de la Communauté internationale [...] ».³²⁶

III.2.B – La pratique djiboutienne vis-à-vis des bases : jouer sans prendre parti

Comme cela vient d'être analysé, si l'Etat djiboutien a accepté d'accueillir les troupes chinoises et légitime leur présence, c'est parce qu'elles sécurisent les routes commerciales. Plus que de sécuriser le pays (comme au temps colonial), la présence militaire étrangère est perçue comme un moyen de sécuriser les flux qui bordent le port international de Doraleh et donc l'économie djiboutienne. En effet, le détroit de Bab-el-Mandeb est un nœud de lignes stratégiques de communication (dites SLoC pour *Strategic Lines of Communication*) énergétiques (10% des flux de ressources et pétrole en direction de l'Asie), commerciales (30% des échanges mondiaux, débouché de l'économie éthiopienne dont le seul accès à la mer est le port de Doraleh), informationnels (câbles informatiques sous-marins évoqués plus haut) et militaires (OMP, guerres au Yémen et en Somalie, voie d'accès aux tensions en Méditerranée autour de la Syrie et en Asie autour de Taïwan...) (voir Annexe n° 9). Au cœur de cette interconnexion entre commerce, armées et instabilité, Djibouti se pense en « hub » régional. Cette position et la stabilité politique du pays font de Djibouti un lieu stratégique pour les armées étrangères pour sécuriser – si ce n'est contrôler – les lignes et routes.³²⁷ Pour Sonia Le Gouriellec, le gouvernement djiboutien entend tirer profit de cette situation.³²⁸ Ainsi, si l'Etat djiboutien a accepté la présence militaire chinoise, c'est aussi parce qu'elle participe au commerce des bases mis en place par le Président IOG. En effet, d'après les travaux de Jean-Luc Martineau, sous sa présidence, les bases ont fait l'objet d'un véritable marché avec un « objet » à marchander (les bases), un « support » (les partenariats stratégiques et les contrats de bail) et surtout un « prix » (le loyer). En 2018, le gouvernement djiboutien percevait ainsi annuellement près de 130 millions d'euros de loyer : 56 millions pour les Etats-Unis, 30 millions pour la France (ainsi que l'Espagne et l'Allemagne), 22 millions pour l'Italie, 17 millions pour la Chine (devenus 20 millions en 2019) et 3 millions pour

³²⁶ Abdourazak DIRANEH A., « Le président de la République effectue... », 1^{er} octobre 2018, *op. cit.*

³²⁷ Marie BRIDONNEAU, « Djibouti-Ville », in *Images Economiques du Monde 2018*, Laurent CARROUE *et al.* (Paris : Armand Colin, 2017), 273-275.

³²⁸ Sonia LE GOURIELLEC, « Les forces françaises stationnées à Djibouti au cœur d'un environnement stratégique régional en mutation », *Les Champs de Mars*, n° 30 (2018) : 231.

le Japon.³²⁹ Représentant plus de 3% du PIB djiboutien, la location des bases est devenue une « rente » qui dépasse le montant des exportations djiboutiennes et qui, alliée à la gestion du port de Doraleh, doit permettre à Djibouti de se développer (voir la section suivante). A cela s'ajoutent les aides au développement françaises, américaines et chinoises ainsi que les investissements chinois déjà évoqués.

Afin de profiter au mieux des retombées de ce commerce des bases, le gouvernement djiboutien a cherché à éviter l'escalade des tensions entre les armées présentes sur son sol. Il a donc très tôt développé des stratégies de diplomatie militaire pour assurer une certaine entente entre les armées.³³⁰ Le 27 juin 2017, la Chine a ainsi été invitée à parader pour célébrer les 40 ans de l'indépendance djiboutienne, aux côtés des quatre autres armées ayant une base militaire dans la ville (France, Etats-Unis, Japon et Italie). Après l'apparition des tensions entre Chine et Etats-Unis dans le pays, le gouvernement a dû adapter sa stratégie, passant de la diplomatie militaire à la diplomatie politique. Ainsi, lorsque les deux états-majors rivaux s'accusent mutuellement, le régime djiboutien adopte une position neutre. Pour reprendre l'exemple de l'affaire du laser supposément pointé contre des aviateurs américains, le gouvernement ne réagit pas officiellement et l'Agence Djiboutienne d'Information se contente de citer les deux versions sans en privilégier aucune.³³¹

Cette stratégie de neutralité de l'Etat djiboutien permet d'éviter une escalade des tensions néfaste au commerce des bases, tout en jouant sur ces tensions. En effet, derrière l'apparent retrait djiboutien, l'Etat devient un médiateur qui sait tirer profit de sa position. Ainsi, en août 2018, la ville de Djibouti a été choisie pour accueillir un forum économique tri-national entre l'Etat hôte, la Chine et les Etats-Unis, dit *Africa-China-US Trilateral Dialogue*. Créé en 2005 en Afrique du Sud, il vise à coordonner les investissements des deux puissances économiques en Afrique. L'article qui présente ce forum précise que :

³²⁹ Jean-Luc MARTINEAU, « Djibouti et le 'commerce'... » (2018), *op. cit.*, section II. et figure 2.

³³⁰ Jean-Pierre CABESTAN, « China's military base in Djibouti: a microcosm... » (2020), *op. cit.* : 731.

³³¹ Abdouzarak DIRANEH A., « La Chine dément avoir blessé des pilotes américains à Djibouti », *Agence Djiboutienne d'Information*, 5 mai 2018.

« Le choix de Djibouti pour un tel forum n'est pas anodin. En effet, notre pays constitue ces dernières années le terrain idéal où les deux puissances se font face dans une concurrence acharnée et une lutte d'influence. »³³²

Comme évoqué plus haut, la même année, Djibouti a fait pression sur les Etats-Unis pour les inciter à débloquer des aides au développement avec moins de conditions – sur le modèle de ce que fait la Chine (voir plus bas). En octobre 2018, le Congrès américain a ainsi voté un texte créant une nouvelle agence d'aide à l'étranger, dite UN-IDFC, et officieusement destinée à contre-balancer la diplomatie des prêts chinois en Afrique.³³³

Finalement, Djibouti joue des tensions entre puissances étrangères pour réaffirmer son indépendance. En effet, en mars 2018, en pleine polémique sur la rupture prématurée du contrat de gestion du port de Doraleh conclu avec les Emirats, au profit de la Chine, le Ministre des finances djiboutien, Ilyas Dawaleh, a déclaré que Djibouti comptait sur la présence de tous les Etats sans pour autant devenir dépendant de ces Etats : « Djibouti a besoin de tous ses amis et partenaires stratégiques pour son développement [mais] personne ne peut nous dicter avec qui nous devrions faire affaire ».³³⁴ Ainsi, Djibouti cherche à tirer profit de l'ensemble des Etats présents, et pas uniquement de la Chine et des Etats-Unis. De ce point de vue, les relations avec l'ancienne puissance coloniale sont éclairantes. De l'indépendance jusqu'au début des années 2010, la France tend à réduire sa présence à Djibouti : nombre de FFDj en décroissance (de 4 300 à la fin des années 1970 à 1 400 aujourd'hui), période diplomatique compliquée dans les années 1990 (absence de soutien français lors de la guerre civile djiboutienne puis lors du conflit avec l'Erythrée...), déplacement des troupes de la Légion étrangère de Djibouti aux Emirats Arabes Unis en 2011... Pour autant, les troupes françaises et le gouvernement djiboutien gardent un intérêt à maintenir une présence dans le pays. Les FFDj restent appréciées de la population locale et la France a renouvelé la clause de défense de 1977 qui l'oblige à garantir la sécurité du pays en 2011. Entre 2015 et 2017 les visites diplomatiques dans les deux pays se sont multipliées, et en 2021 le gouvernement français

³³² Yasser BOULLLO H., « Ouverture à Djibouti d'un forum de haut niveau sur la coopération économique trilatérale entre l'Afrique, les États-Unis et la Chine », *Agence Djiboutienne d'Information*, 3 août 2018.

³³³ Pour plus d'informations, voir le site de l'US International Development Finance Corporation : <https://www.dfc.gov/>

³³⁴ Hassan AHMED M., « Djibouti salue la participation de la Chine à son projet de développement portuaire », *Agence Djiboutienne d'Information*, 21 mars 2018.

a annoncé un plan pour la modernisation du camp des FFDj.³³⁵ Plutôt que d'être tout à fait dépendant des puissances étrangères, Djibouti comme la majorité des Etats africains, cherche donc à multiplier ses partenariats pour éviter un « tête-à-tête imposé » avec une puissance qui serait en capacité d'imposer sa volonté au pays.³³⁶

III.2.C – Un jeu qui ouvre une nouvelle ère pour la diplomatie djiboutienne

La diplomatie militaire des défilés et la diplomatie des bases a renforcé la capacité de Djibouti à mener une diplomatie politique sur la scène régionale. Lors de l'annonce de l'aide militaire de 500 millions de yuans pour moderniser les Forces Armées Djiboutiennes évoquée plus haut, le Premier Ministre Abdoukader Kamil précisait que la présence chinoise dans le Golfe devait servir à sécuriser le port de Doraleh et donc à « garantir la sécurité de ces grandes infrastructures qui nous placent au cœur de l'intégration régionale ».³³⁷ Plus que de protéger le port, la présence chinoise en elle-même est mise en avant par le gouvernement djiboutien comme un moteur de l'intégration de Djibouti aux relations régionales. C'est au gouvernement djiboutien que Beijing a demandé son accord pour que la Chine organise la première conférence la Paix dans la Corne de l'Afrique en juin 2022 à Addis-Abeba.³³⁸ Inversement, lorsqu'Ismaïl Omar Guelleh intervient au premier forum de la coopération sino-arabe tenu en Arabie Saoudite, c'est pour souligner l'importance de la Chine dans le renforcement de Djibouti comme acteur de la stabilisation de la région : il note « l'importance du rôle de la Chine en tant que facteur d'équilibre dans les relations internationales ».³³⁹ A cet article s'ajoute une variété de publications de l'Agence Djiboutienne d'Information qui présentent Djibouti comme un acteur régional : rencontre avec les Chefs d'Etats voisins, etc.

Aussi, lorsque Djibouti joue sur la présence des différentes armées sur son sol, c'est pour devenir un acteur influent à l'international. Pour Sonia Le Gouriellec, le commerce des bases militaires rentre dans une stratégie propre aux petits Etats. La

³³⁵ Sonia LE GOURIELLEC, « Les forces françaises... » (2018), *op. cit.* : 231-239. Voir aussi : Ministère des armées, « Djibouti à la pointe de l'hébergement opérationnel », 11 mai 2022.

³³⁶ Francis AKINDES, Sonia LE GOURIELLEC, Bonaventure MVE ONDO, « (In)dépendances », *Afrique contemporaine*, n° 271 (2020) : 15.

³³⁷ Isman HOUSSEIN O., « Le Premier ministre et le vice-président... », 25 novembre 2016, *op. cit.*

³³⁸ OOM, « Le Président de la République s'entretient avec l'Envoyé spécial de la Chine pour la Corne d'Afrique », *Agence Djiboutienne d'Information*, 16 mars 2022.

³³⁹ OOM, « 'La Chine est un facteur d'équilibre dans les relations internationales', déclare le Président Guelleh au sommet sino-arabe », *Agence Djiboutienne d'Information*, 9 décembre 2022.

promotion du multilatéralisme et de la communauté de destins n'est pas uniquement une reprise de la rhétorique chinoise par Djibouti. Pour Ismaïl Omar Guelleh, le commerce des bases et la coopération économique sont plutôt un « canal répertorié pour [nous] conférer une certaine visibilité sur le plan international ». ³⁴⁰ La coopération spatiale en est un exemple. Bien qu'il ne soit pas directement militaire, le domaine spatial est en tout cas stratégique et pourrait devenir militaire dans le futur, comme l'envisage le Livre Blanc sur la défense nationale chinoise de 2019 (voir la sous-partie I.2.B). Après avoir lancé un programme de développement de satellites avec la France en 2020, dit MENSUR, le Président IOG a annoncé en février dernier que la Chine allait participer à la création d'un centre spatial djiboutien. Jouant encore une fois sur sa position stratégique, au niveau de l'Equateur, Djibouti ouvre de nouveaux domaines de coopération avec la Chine, comme ce fut le cas au milieu des années 2010 avec la base navale. C'est l'entreprise chinoise *Hong Kong Aerospace Technology* qui devrait réaliser les travaux du site de lancement, pour un milliard de dollars prêtés par la Chine. ³⁴¹

III.3 – Un développement qui bénéficie à tous ? Le choix de l'international aux dépend de la situation interne au pays

Dans cette dernière section, il convient d'observer que la décision djiboutienne d'accueillir une base chinoise sur son sol relève aussi de stratégies de renforcement de l'Etat en interne. De la même manière que les Etats africains sont conscients des enjeux de leur relation avec la Chine et ont un intérêt à coopérer pour être influents sur la scène internationale, le gouvernement djiboutien a un intérêt à coopérer avec la Chine pour se légitimer en interne. En effet, le système de gouvernement mis en place par IOG depuis 1999 repose sur un double processus de légitimation, tant à l'international qu'à l'échelle nationale (III.3.A). En cela le gouvernement djiboutien mobilise l'idée selon laquelle le développement diplomatique du pays servirait le développement interne au pays (III.3.B). Finalement, le système IOG semble arriver à un moment charnière de son histoire, dans lequel se pose la question du maintien de la diplomatie de défense djiboutienne (III.3.C).

³⁴⁰ IOG en 2015 à *La Nation*, cité dans : Sonia LE GOURIELLEC, « Djibouti dans le jeu... » (2016), *op. cit.* : 13.

³⁴¹ Marion DOUET, « Djibouti annonce la création de la première base de lancement spatiale en Afrique », *Le Monde*, 20 février 2023.

III.3.A – Le système IOG : le maintien d’une souveraineté à deux échelles

Il a été observé dans la section précédente que le commerce des bases servait la souveraineté internationale de Djibouti en lui offrant une protection pour son territoire, pour son économie et pour sa centralité dans la région. En parallèle, le commerce des bases renforce la légitimité du gouvernement djiboutien auprès de sa propre population. Si l’histoire de l’Afrique est faite de connexions avec l’extérieur, les actions que conduisent les Etats africains avec l’extérieur ont nécessairement des conséquences sur la situation interne de ces Etats. Pour Jean-François Bayart, lorsque l’on analyse l’Etat en Afrique, il convient de « dépasser la distinction stérile entre la dimension interne des sociétés africaines et leur insertion dans le système international ».³⁴² Selon la théorie de Bayart, les Etats post-coloniaux ont cherché, dès leur indépendance, des partenaires étrangers pour assurer leur protection. Ils ont ensuite cherché à diversifier leurs partenaires, notamment sur le plan économique.³⁴³ Bayart cite par exemple la Corne qui, dans les années 1970, a joué des tensions régionales pour maintenir des liens avec les anciennes puissances coloniales. La protection de l’intégrité territoriale, mais aussi de l’intégrité étatique passe alors par des « stratégies d’extraversion ». Dans ces stratégies, l’Etat renonce à une partie de sa souveraineté en se mettant en situation de dépendance vis-à-vis de puissances étrangères (pour sa sécurité et son économie) de façon à assurer le reste de sa souveraineté. La relative dépendance n’est donc pas une fatalité, mais une façon d’agir et de se maintenir : « il n’est pas d’assujettissement qui ne soit pas action ».³⁴⁴ En ce sens, la théorie de l’Etat *gate keeper*, formulée par Frederick Cooper, présentée au début de ce mémoire, accentue la position d’intermédiaire qu’occupe l’Etat post-colonial entre l’interne et l’externe. Plus récemment, Pierre Englebert a mis en lien ces théories d’action par la dépendance avec le concept de souveraineté. Il considère le gouvernement en Afrique comme un « Léviathan » qui profite de sa capacité à conduire des relations diplomatiques (souveraineté internationale) pour exercer un contrôle sur sa société (« souveraineté domestique »).³⁴⁵ La légitimité de l’Etat repose ainsi sur deux rentes. La capacité à obtenir une rente internationale (aides au développement, investissements étrangers...) légitime l’Etat comme acteur essentiel au développement

³⁴² Jean-François BAYART, « L’Afrique dans le monde... » (1999), *op. cit.* : 105.

³⁴³ Jean-François BAYART, *L’Etat en Afrique...* (1989 ; 2006), *op. cit.*, 47-48.

³⁴⁴ Jean-François BAYART, *L’Etat en Afrique...* (1989 ; 2006), *op. cit.*, 49. Pour la citation précédente, voir p. 43

³⁴⁵ Pierre ENGLEBERT, « Sovereignty as a Resource... » (2019), *op. cit.* : 1 et 5-6.

du pays, ce qui lui procure une rente interne (maintien au pouvoir d'une élite, accaparement des ressources de l'Etat...).

Dans le cas djiboutien, les stratégies d'extraversion sont anciennes. Dès 1977, les Français sont autorisés à maintenir une présence militaire. Puis les années 2000 permettent une diversification des partenaires tant militaires qu'économiques, et depuis la Chine prend part à cette diversification. Aujourd'hui, le gouvernement profite de ces stratégies pour se présenter auprès de ses citoyens comme le garant de l'indépendance nationale. En effet, la notion d'indépendance est particulièrement présente dans la rhétorique gouvernementale. Le site de la Présidence djiboutienne insiste par exemple sur la signification des symboles nationaux du pays : la couronne de lauriers, le bouclier et les poignards traditionnels sont tous reliés à la bataille pour l'indépendance du pays.³⁴⁶ Pour en revenir aux articles de presse, comme démontré dans la section précédente, si l'Etat accepte la présence sur son sol d'autant d'armées étrangères, c'est pour sécuriser les infrastructures et sources de revenus du pays que sont le détroit et le port de Doraleh. Si l'Etat accepte la présence de troupes chinoises sur son sol et prône l'approfondissement de la coopération avec la Chine (voir III.1.C), c'est aussi pour inciter Beijing à démultiplier ses investissements dans le pays. Ce sont ces prêts, dons et loyers des bases qui forment *in fine* une rente internationale. La capacité qu'a le gouvernement à attirer les investissements et, en théorie, à les rediriger vers la population résulte ainsi sur une rente interne. Le gouvernement djiboutien a, par exemple, obtenu de la Chine la construction de 500 logements dans le quartier de Balbala qui, comme analysé plus bas, souffre de la pauvreté.³⁴⁷ Cette politique djiboutienne rentre donc pleinement dans la stratégie « d'extraversion financière » de Bayart dans laquelle l'Etat occupe une position « d'intermédiation » entre la population et les partenaires étrangers, et une position « d'appropriation » et de redistribution des aides fournies par ces partenaires au profit de la population.³⁴⁸ Ainsi, comme l'a déclaré plus haut le Ministre des finances à l'Agence Djiboutienne d'Information à propos de la rupture de contrat avec *Dubai Ports World*, l'Etat djiboutien revendique sa capacité à prendre ses propres décisions avec les

³⁴⁶ République de Djibouti, « Les symboles », consulté le 12 novembre 2023.

³⁴⁷ Hassan MOHAMED A., « Djibouti et la Chine signent un Protocole de financement de 500 logements sociaux à Balbala », *Agence Djiboutienne d'Information*, 8 mai 2018.

³⁴⁸ Jean-François BAYART, *L'Etat en Afrique...* (1989 ; 2006), *op. cit.*, 103 et 117.

partenaires qu'il choisit.³⁴⁹ Un an plus tard, dans un article de La Nation sur la multiplication des investissements chinois (port, reconstruction de la ligne Addis-Abeba, autoroutes vers l'Ethiopie, oléoduc vers le Soudan...), le Ministre rappelle :

« Notre souveraineté n'est pas négociable. Nous l'avons acquise il y a seulement quarante ans. [...] Nous cherchons simplement à servir notre population. »³⁵⁰

De la même manière, la diplomatie militaire chinoise participe à la stratégie djiboutienne de rente et de renforcement de la souveraineté. Comme évoqué plus haut, les médecins de la PLAN qui ont soigné et formé la population djiboutienne ont été décorés de l'Ordre du 27 juin, ordre qui fait pleine référence à l'indépendance. Dernièrement, la Chine est aussi intervenue sur le terrain sécuritaire en offrant du matériel informatique à la police nationale djiboutienne. L'Agence Djiboutienne d'Information soulignait ainsi que « la Chine demeure un partenaire privilégié pour la police nationale, notamment en matière de renforcement de capacités ».³⁵¹

Toutefois, si la diplomatie militaire et économique de la Chine contribue à la légitimation de l'Etat djiboutien comme garant de la souveraineté nationale, elle entretient une dépendance accrue. En effet, les prêts accordés par la Chine représentent des parts toujours plus importantes du PIB djiboutien. En à peine deux ans, les prêts pour la ligne de chemin de fer Addis-Abeba ou encore pour un pipeline d'eau en direction de l'Ethiopie ont fait passer la dette publique de Djibouti de 50% lors de l'annonce de la construction de la base en 2015, à 85% du PIB lors de l'inauguration de la base en 2017.³⁵² Après avoir été alerté à plusieurs reprises par le Fonds Monétaire International au sujet de ce taux d'endettement supérieur à la moyenne de l'ensemble des pays à bas revenu, Djibouti envisage cette dépendance croissante comme un moyen pour renforcer plus encore sa stratégie d'extraversion. Le Ministère des finances explique à la Nation que si Djibouti s'endette auprès de la Chine, c'est parce que les Etats occidentaux n'investissent plus à Djibouti assez. Le pays reste donc ouvert à leurs investissements :

³⁴⁹ Hassan AHMED M., « Djibouti salue... », 21 mars 2018, *op. cit.*

³⁵⁰ Pour cette citation et la suivante, voir : IAD, « Revue de presse : 'Notre souveraineté n'est pas négociable', déclare en cœur les autorités nationales », *La Nation*, 13 janvier 2019.

³⁵¹ KM, « Djibouti/Chine ; le directeur général de la Police Nationale réceptionne un important lot de matériels informatiques », *Agence Djiboutienne d'Information*, 28 novembre 2022.

³⁵² Olivia SHEN, « China's Base in Djibouti... » (2019), *op. cit.*, 207.

« Ce n'est pas la Chine contre l'Occident, ce n'est pas le narratif que nous cherchons. »³⁵³

Un dernier élément qui peut expliquer la stratégie d'extraversion qu'a adoptée Djibouti vis-à-vis de la Chine est la nature politique des deux régimes. En effet, dans son « Consensus de Pékin », la Chine prête sans poser de condition politique – si ce n'est la reconnaissance de la politique de Chine unique.³⁵⁴ Les gouvernements qui reçoivent l'aide financière chinoise ne sont donc pas obligés de se démocratiser. Un exemple éclairant est celui de la circulation des armes dans la Corne. En 2018, un rapport du think tank *Exx Africa* démontrait les liens indirects qui impliquent des membres du gouvernement djiboutien dans le trafic d'armes de l'Éthiopie vers la Somalie.³⁵⁵ La Chine, pourtant engagée pour stabiliser la région, ne fait pas cas de ces accusations. Et pour cause, elle avait elle aussi été accusée de participer au trafic dans la région en 2014. L'entreprise *Norinco* avait alors vendu des armes au Soudan du Sud, qui possède les réserves pétrolières qui fournissent la Chine mais qui était, à l'époque, sous embargo.³⁵⁶

III.3.B – Le (dé)couplage du développement à l'international et en interne

La stratégie djiboutienne de souveraineté repose sur la rente internationale qui vient d'être analysée tout autant que sur la rente interne. Pour faire adhérer la population à son action diplomatique, le gouvernement met en place une communication qui insiste sur les effets bénéfiques de la coopération militaire et économique avec les puissances étrangères, et en particulier ces dernières années, avec la Chine.³⁵⁷ En effet, dans le discours officiel djiboutien – en tout cas dans ce qui en transparaît dans la presse – l'amélioration de la condition de Djibouti sur la scène internationale est liée à l'amélioration de la condition des Djiboutiens dans le pays. Comme le suggère l'article de La Nation évoqué précédemment, en parallèle de lutter pour l'indépendance nationale et de devenir un acteur diplomatique central dans la région, l'Etat se présente comme agissant pour le bien-être de la population. Les efforts diplomatiques et la rente qui en découlent doivent développer les infrastructures, les technologies (médicales,

³⁵³ IAD, « Revue du presse... », 13 janvier 2019, *op. cit.*

³⁵⁴ Thierry AMOUGOU, « L'inflation chinoise... » (2011), *op. cit.*, 41.

³⁵⁵ *Exx Africa*, « The Arms Trade in the Horn of Africa », août 2018.

³⁵⁶ Benjamin BARTON, « La politique sécuritaire de la Chine... » (2019), *op. cit.*, 147-152.

³⁵⁷ Tanguy STRUYE DE SWIELANDE, « Pays Africains... » (2011), *op. cit.*, section II. §52.

spatiales...) et l'économie. Deux semaines avant l'inauguration de la base navale chinoise, l'Agence Djiboutienne d'Information assurait ainsi que la « base sera propice à la promotion du développement économique et social de Djibouti ». ³⁵⁸ Le gouvernement chinois lui-même met en avant le fait que son implantation militaire sert le développement du pays. Comme cité au début de cette partie III., l'ambassadeur de Chine à Djibouti, Zhuo Ruisheng, déclarait ainsi lors de la visite d'IOG à la base chinoise en octobre 2018 :

« J'entends travailler main dans la main avec nos amis djiboutiens pour [...] soutenir Djibouti dans ses efforts de développement économique, la création d'emploi et l'amélioration des conditions de vie de la population ». ³⁵⁹

Ces déclarations s'inscrivent dans la lignée d'actions concrètes du gouvernement djiboutien pour développer le pays. Le plan « Vision Djibouti 2035 » lancé en 2015 vise, par exemple, à orienter les investissements dans différents domaines : forces armées nationales et étrangères, renforcement des institutions, diversification de l'économie, recherche et formation du capital humain, poursuite de la connexion du pays à l'économie mondiale... Le plan prévoit ainsi une douzaine de nouveaux projets d'infrastructures (voir Annexe n° 10). La coopération internationale est alors vantée comme le moyen pour le pays de suivre une « direction de plus en plus voulue et de moins en moins subie ». ³⁶⁰ La nécessité d'attirer les investissements étrangers est renforcée par les interventions du gouvernement qui soulignent que Djibouti ne peut se développer seul. En juillet 2022, le Président Ismaïl Omar Guelleh déclarait explicitement à la chaîne *BBC Afrique* que le pays ne possède pas de réserves d'hydrocarbures, ne peut conduire une agriculture suffisante du fait des sécheresses à répétition, n'a pas de barrage hydraulique... En somme, pour IOG, le pays n'a « aucune ressource ». ³⁶¹

Pourtant, malgré les efforts du gouvernement pour lier le développement du pays à l'international au développement du pays en interne, la pratique laisse entrevoir un découplage entre investissements venus de l'extérieur et pauvreté interne. En effet, les théories de l'extraversion considèrent que la mise en dépendance – bien que relative – nuit au progrès social et notamment politique. Pour Bayart comme pour Englebert, les

³⁵⁸ Yasser BOULLO H., « La base de l'Armée... », 15 juillet 2017, *op. cit.*

³⁵⁹ Abdouzarak DIRANEH A., « Le président de la République... », 1^{er} octobre 2018, *op. cit.*

³⁶⁰ *Vision Djibouti 2035*, FOALEX, juillet 2022, p. 37, voir aussi p. 95.

³⁶¹ Nicolas NEGOCE, Joseph JEGEDE, « Le président djiboutien Omar Guelleh : 'J'ai dépassé l'âge et je dois passer la main' », *BBC Afrique*, 23 juillet 2022.

dynamiques de rente poussent à un accaparement des ressources politiques, économiques et symboliques aux mains des élites gouvernantes.³⁶² La situation de la liberté de la presse a déjà été évoquée plus haut. Classant Djibouti comme le 162^e en termes de liberté de la presse sur 180, le dernier rapport de *Reporters Sans Frontière* pointe le manque d'indépendance des médias (trois médias sur quatre étant directement contrôlés par l'Etat), l'impossibilité de créer de nouveaux médias, ou encore l'emprisonnement arbitraire de Charmarke Saïd Darar, correspondant du seul média indépendant *La Voix de Djibouti*, en juillet 2020.³⁶³ La qualité des institutions de l'Etat fait aussi débat. D'après le *Fragile States Index*, Djibouti est le 45^{ème} Etat le plus instable sur 179 (l'Etat le plus instable, classé 1^{er}, étant la Somalie). Sont notamment mis en avant le manque de services publics (santé, etc.), le non-respect des droits humains (arrestations arbitraires...), la vulnérabilité aux ingérences étrangères.³⁶⁴ Surtout, l'index souligne que le premier facteur d'instabilité dans le pays est le manque de confiance des Djiboutiens envers les institutions étatiques, en dépit des efforts de communication du gouvernement pour se faire passer pour l'acteur central du développement. A cela s'ajoute l'absence d'une réelle démocratie compétitive. Au lendemain de l'indépendance, les principaux clans Issas du pays se sont accordés pour se réunir dans le parti du Rassemblement Populaire pour le Progrès et se partager les principales responsabilités gouvernementales et parlementaires. Occupant la quasi-totalité des sièges au parlement, la classe politique s'est isolée du reste de la société ce qui a conduit à un désintérêt de la population pour les affaires de l'Etat.³⁶⁵ En résulte une violence politique. En octobre 2022, la branche armée du Front pour la Restauration de l'Unité et la Démocratie (FRUD-armé) a, par exemple, mené une attaque contre une base des Forces Armées Djiboutiennes à Garabtisan pour contester la politique clanique du gouvernement d'IOG.³⁶⁶ Ces phénomènes sont renforcés par la coopération avec la Chine. Effectivement, pour Thierry Amougou, la multiplication des liens avec une Chine monopartite est un frein à la lente démocratisation des Etats africains.³⁶⁷ L'affaire du trafic d'armes démontre l'existence d'une réelle corruption au sein du gouvernement.

³⁶² Jean-François BAYART, *L'Etat en Afrique...* (1989 ; 2006), *op. cit.*, 45. ; Pierre ENGLEBERT, « Sovereignty as a Resource... », 2019, *op. cit.* : 6-9.

³⁶³ Reporters Sans Frontières, « Classement : Djibouti », consulté le 3 mai 2023.

³⁶⁴ *The Fund for Peace*, « Country Dashboard : Djibouti », consulté le 23 mai 2023.

³⁶⁵ Moustapha NOUR A., « La ville de Djibouti entre intégration aux enjeux mondiaux et fragmentation urbaine, Territoire en mouvement », *Revue de géographie et aménagement*, n°28 (2015).

³⁶⁶ AFP, « Djibouti : sept soldats tués dans l'attaque de leur caserne », *Le Figaro*, 8 octobre 2022.

³⁶⁷ Thierry AMOUGOU, « L'inflation chinoise... » (2011), *op. cit.*, 38-39.

Plutôt que d'améliorer le bien-être de la population, le commerce des bases pourrait donc conduire à un « sous-développement durable ».³⁶⁸ Sonia Le Gouriellec nous invite ainsi à « voir ce que Djibouti voudrait bien nous cacher, et pas uniquement ce que son régime veut bien exposer ».³⁶⁹ Pour Moustapha Nour, après la crise des années 1990, l'ouverture sur le monde du pays dans les années 2000 a nourri de nombreux espoirs de développement pour la population.³⁷⁰ Pourtant, outre les sujets politiques qui viennent d'être évoqués, Nour note que le pays souffre de profondes inégalités territoriales. En effet, avec son port, son aéroport, ses bases, ses entreprises et plus des deux-tiers du million de Djiboutiens concentrés dans sa capitale, « Djibouti tend à se faire passer pour une cité-Etat ».³⁷¹ Le reste du territoire se compose de terres arides, peu cultivables ou mises en valeur. Au sein même de la ville de Djibouti, une forte ségrégation sociale est à l'œuvre. Dans les années 1920, les colons français ont délaissé la périphérie Sud de la ville (loin de la côte exploitée et du quartier occidental) en y interdisant la construction d'habitations pérennes. Depuis, ces quartiers Sud concentrent les populations défavorisées et immigrées à l'image des réfugiés somaliens à Balbala. A cela s'ajoutent de fortes inégalités de revenus, sources de tension. En février 2011, portée par le mouvement des printemps arabes, la population djiboutienne a mené des émeutes pendant trois jours pour réclamer une meilleure redistribution des richesses.³⁷² Enfin, sur le plan social, malgré un taux de croissance autour de 6% depuis les années 2000, près d'un tiers de la population est au chômage (le taux de chômage le plus bas depuis 2000 était de 26,1% en 2017), 23% de la population était situation d'extrême pauvreté en 2019, et seuls 37% de la population avaient accès à des conditions de vie sanitaire suffisantes en 2021.³⁷³ Il est ainsi intéressant de rappeler que la construction par la Chine de cinq cents logements sociaux dans la ville, évoquée plus haut, participe à la politique gouvernementale de contention de la pression démographique à Balbala.³⁷⁴

³⁶⁸ Thierry AMOUGOU, « L'inflation chinoise... » (2011), *op. cit.*, 35.

³⁶⁹ Sonia LE GOURIELLEC, *Djibouti...* (2020), *op. cit.*, 18.

³⁷⁰ Moustapha NOUR A., « La ville de Djibouti... » (2015), *op. cit.*

³⁷¹ Moustapha NOUR A., « Djibouti : les marges extrêmes... » (2011) : 237.

³⁷² Pour toutes ces informations, voir : Moustapha NOUR A., « La ville de Djibouti... » (2015), *op. cit.*

³⁷³ Banque Mondiale, « Djibouti Data », dernière consultation le 14 mai 2023.

³⁷⁴ Hassan MOHAMED A., « Djibouti et la Chine signent... », 8 mai 2018, *op. cit.*

III.3.C – La question de la continuité : quel avenir pour le commerce des bases ?

Finally, when the government declares its commitment to the development of the country, it inscribes its strategy in the long term. If the articles of the Djiboutian Agency for Information that have been analyzed in this memoir do not explicitly refer to the future, the Minister of Finance assured in January 2019 to La Nation that the government develops its base trade and becomes attractive for foreign investments, in order to offer the country a sustainable development – i.e., a socio-economic development that is permanent in the long term :

« Notre priorité est de développer les infrastructures de notre pays pour la nouvelle génération qui arrive ». ³⁷⁵

This vision of long-term development could be called into question starting from the presidential elections of May 2026. In fact, after nearly thirty years in power, Ismaïl Omar Guelleh will reach the constitutional limit that requires not to be over 75 years old to be eligible for office. Having declared on several occasions that he would not change the Constitution, IOG opens the way to a possible « political transition », fifty years after the country's independence. ³⁷⁶ However, the presidential clan has already begun to prepare the succession of IOG, limogeant and making several influential political figures imprisoned who could cast a shadow on the potential heir who will designate the current president. One can cite the arrest of the Minister of Budget Abdoukarim Aden Cher in March 2022, on the grounds of misappropriation of funds, contested by the opposition. ³⁷⁷ The 2026 election could therefore not fundamentally change the governing practice.

Nevertheless, the new government could lose influence over the population. As demonstrated with the start of the Djiboutian spring in 2011 and the FRUD-armed group in October 2011, violence has not disappeared from Djiboutian society. Non-plus terrorism. Since 2014 and the attack by the Al-Shabaab group on the restaurant La Chaumière frequented by French and American troops, the presence of foreign armies makes Djibouti a target of neighboring terrorism. ³⁷⁸ In 2020, the terrorist

³⁷⁵ IAD, « Revue de presse... », 13 janvier 2019, *op. cit.*

³⁷⁶ Sonia LE GOURIELLEC, « La Corne de l'Afrique... » (2022), *op. cit.* : 21.

³⁷⁷ Soufiane KHABBACHI, « Djibouti : pourquoi l'ex-ministre du Budget a été incarcéré », *Jeune Afrique*, 29 mars 2022.

³⁷⁸ Moustapha NOUR A., « La ville de Djibouti... » (2015), *op. cit.*

a d'ailleurs appelé à prendre à nouveau pour cible les troupes étrangères.³⁷⁹ A ce titre, il convient aussi de prêter attention à l'attitude qu'a, vis-à-vis des bases militaires étrangères, une population déçue de ne pas avoir vu la politique d'IOG réaliser les espoirs de développement nés dans les années 2000. Serge Banyongen soulevait déjà en 2013 que les populations africaines ont la capacité à « se réapproprier » les rhétoriques des Etats étrangers, et pourraient faire dévier la relation de coopération de la stratégie initialement prévue par les Etats étrangers et le gouvernement national.³⁸⁰ De la même manière, Costas Constantinou et Sam Opondo rappellent que les sociétés civiles parviennent à contourner l'Etat pour développer des dynamiques propres et donc différentes des stratégies étatiques.³⁸¹ En avril dernier, IOG avait lui-même souligné les stratégies de « système D » qu'ont déployé les Djiboutiens pour faire face au chômage.³⁸² Les efforts de communication sur la diplomatie militaire de la PLAN suffiront-ils à préserver une bonne image des troupes chinoises à Djibouti ?

³⁷⁹ François SOUDAN, « Djibouti – Ismaïl Omar Guelleh : 'Je ne veux pas qu'on touche à la Constitution' », *Jeune Afrique*, 6 avril 2022.

³⁸⁰ Serge BANYONGEN, « La diplomatie publique de la Chine... » (2013), *op. cit.* : 27.

³⁸¹ Costas CONSTANTINO M., Sam OPONDO O., « Engaging the 'ungoverned'... » (2016), *op. cit.* : 314.

³⁸² François SOUDAN, « Djibouti... », 6 avril 2022, *op. cit.*

– Conclusion –

Pour conclure notre réflexion, il peut être dit que la diplomatie militaire occupe une place de choix dans les discours sur la relation sino-djiboutienne. En effet, depuis l'annonce de sa création en 2015, la base militaire chinoise à Djibouti est devenue un outil rhétorique, mobilisé tant par le gouvernement chinois que par le gouvernement djiboutien, pour atteindre une variété d'objectifs.

D'abord, l'implantation de la base navale s'inscrit dans des rhétoriques qui ont été construites progressivement. Dans les années 1990, la coopération entre la Chine et l'Afrique reste un thème relativement secondaire en comparaison avec les enjeux nationaux. Djibouti se concentre sur la guerre civile et ses conséquences (récession, opposition politique...). La Chine, elle, se concentre sur sa réunification et son intégration aux institutions onusiennes et économiques internationales. Au cours des années 2000, la modernisation économique et militaire de la Chine, ainsi que la volonté djiboutienne de trouver de nouveaux partenaires politiques et commerciaux, ouvrent la voie à un rapprochement entre les deux pays. Finalement, au milieu des années 2010, la construction de la base chinoise est présentée comme l'exemple premier de la bonne entente qu'ont réussi à construire les deux Etats entre leurs peuples. Plus précisément, la base navale chinoise caractérise l'importance du temps dans les rhétoriques des deux Etats. D'une part, l'amitié entre les peuples et la coopération entre les Etats font référence à une communauté de destins dite ancienne et qui a vocation à perdurer dans le futur. Lorsque Beijing rappelle les voyages de Zeng He, et lorsque Djibouti salue le soutien qu'a apporté la République Populaire de Chine à l'indépendance des Etats africains depuis les années 1950, les discours mettent en avant les liens forts qui poussent logiquement ces Etats à coopérer aujourd'hui. De même, lorsque Beijing vante la construction de la base comme une avancée pour la PLAN, et lorsque Djibouti vante cette même construction comme une avancée pour le bien-être de la population, la coopération militaire d'aujourd'hui est envisagée comme un pas important pour le développement à venir des deux Etats. D'autre part, les rhétoriques nationales sur la base ont évolué en fonction des périodes. De fait, parce que la construction de la base est un élément d'une relation bilatérale, les discours sur cet élément s'influencent, et, dans une certaine mesure,

se co-construisent. Côté chinois, la communication de l'état-major depuis 2015 s'inscrit dans une grammaire gouvernementale relativement constante depuis les années 1990 : un espace de dialogue pour pacifier les relations internationales et développer des relations profitables pour tous. Toutefois, depuis quelques mois, l'état-major tend à profiter de la souplesse dont fait preuve le gouvernement djiboutien à l'égard de l'extension de la base pour faire évoluer ses publications vers une communication plus incisive et militariste. Côté djiboutien, la base chinoise est continuellement présentée comme un moyen de protéger le pays et son économie. Toutefois, après avoir souligné les efforts d'IOG pour trouver de nouveaux partenaires, l'Agence Djiboutienne d'Information tend, depuis 2016, à faire évoluer sa ligne en reprenant les éléments de langage chinois, et tend à présenter la coopération avec la Chine comme la condition *sine qua non* du développement.

Ensuite, les discours qui caractérisent l'utilisation qui est faite de la base par la Chine sont ancrés dans des stratégies d'influence clairement établies par les deux Etats. Pour le gouvernement djiboutien, accueillir des troupes chinoises sur son sol sert à protéger l'intégrité territoriale tout autant qu'à donner un poids politique au pays dans négociations régionales, voire extra-régionales (forum Chine-Etats arabes, visites d'officiels français et américains...). Cela passe par une diplomatie militaire (participation à des exercices conjoints) et une diplomatie de défense (défilés militaires, rencontres avec les états-majors des différentes armées). En parallèle, pour le gouvernement chinois, envoyer des troupes à Djibouti sert l'ambiguïté entre la rhétorique gouvernementale d'ouverture et de collaboration (BRI, stabilisation de régions lointaines et protection de routes commerciales internationales) et la pratique plus discrète qui donne la priorité aux objectifs nationaux (politique étrangère indépendante, capacité de projection et de renseignement dans les mers lointaines). Cela passe par une diplomatie militaire (entraînements conjoints, compétitions sportives entre armées), une diplomatie de défense (accueil d'officiels djiboutiens et occidentaux sur la base), et une diplomatie militaire publique (contacts avec la population locale...). En cela, la base navale caractérise l'importance qu'attachent Beijing et Djibouti à lier la coopération militaire aux autres domaines. Sur le plan sanitaire, les forums médicaux tenus à la base chinoise contribuent à une forme de bio-diplomatie qui permet à la Chine de démontrer ses capacités de *soft power* et qui permet à Djibouti de former son système hospitalier à des savoir-faire et technologies de pointe. Sur le plan politique, le renforcement de la présence

militaire étrangère à Djibouti contribue à rendre légitime la diplomatie djiboutienne pour négocier voire faire pression sur les puissances développées que sont les Etats-Unis et les Etats de l'Union européenne. De même, la présence des troupes chinoises hors des frontières nationales offre à Beijing une nouvelle scène pour mettre en avant son modèle de développement coopératif ouvert sur le monde. Enfin, sur le plan économique, les distributions de matériel éducatif et informatique par les soldats chinois contribuent à la diplomatie économique de la Chine pour assurer le déploiement de ses Nouvelles Routes de la Soie et la sécurisation de ses approvisionnements en pétrole soudanais et en minerais éthiopiens. Idem, la base sert la diplomatie économique que mène Djibouti pour diversifier ses sources de financement, investir dans ses infrastructures (ports, parc immobilier...) et tenter de maintenir un climat social stable.

Aussi, si chacun des deux Etats étudiés a des dynamiques propres dans l'utilisation qu'il fait de la diplomatie militaire, et est donc acteur à part entière de la relation sino-djiboutienne, cette relation laisse apparaître des rapports de force. Effectivement, alors que la diplomatie militaire prône la coopération, elle reproduit aussi des rapports de hiérarchie. Quarante-six ans après la fin de la colonisation dans le pays, ce n'est plus la France qui fait office de *gate keeper* et mobilise l'idée de protéger un pays sans ressources au cœur d'une région instable. C'est l'Etat djiboutien qui mobilise cette rhétorique pour faire adhérer la population à ses stratégies. C'est aussi l'Etat djiboutien qui conduit une véritable politique d'extraversion pour trouver cette protection et ces ressources. Pour autant, dans les discours, la rhétorique djiboutienne s'adapte à la vision chinoise de la communauté de destins. Idem, dans les articles de l'état-major chinois, les soldats des Forces Armées Djiboutiennes sont invités par la PLAN à observer les exercices conjoints, et non pleinement acteurs de ces exercices. Finalement, si Djibouti fait de sa dépendance économique à la Chine un choix pour inciter les Occidentaux à investir dans le pays, ce choix n'évite pas une réelle dépendance au bailleur chinois. En cela, la base militaire chinoise illustre qu'aujourd'hui encore, la relation interne-externe reste une relation ambivalente qui mêle différents domaines, différents acteurs et différentes influences.

Enfin, à l'image de la photographie des présidents IOG et Xi Jinping devant la Grande muraille de Chine en page de garde de ce mémoire, la base de Djibouti participe à la création d'un réseau. Bien entendu, la base et la muraille s'inscrivent dans des contextes profondément différents. Pour autant, de la même manière que les tours de guet

ponctuent la voie fortifiée d'une muraille censée protéger les intérêts chinois, la base de Djibouti, celle de Ream et les potentielles bases de Madagascar et de Guinée équatoriale ponctuent et sécurisent les routes commerciales de la *Belt and Road Initiative*. Elles ancrent aussi la présence et donc l'influence chinoise à l'étranger en formant un réseau de « points forts », eux-mêmes connectés aux lignes stratégiques de communication dites SLoC. Cette mise en réseau du monde peut être envisagée comme une stratégie pour faire des deux pays des Etats influents sur une scène internationale en transition.

En cela, la coopération sino-djiboutienne autour de la base navale semble être partiellement gagnant-gagnant. Militairement, la Chine a réussi à déployer des troupes logistiques mais aussi d'infanterie dans des mers lointaines, à proximité directe des puissances traditionnelles que sont les Etats occidentaux. Diplomatiquement, la présence de l'APL semble aussi, pour l'instant, être acceptée par la population djiboutienne et les armées étrangères autres que l'armée américaine. Economiquement, la Chine assure la sécurité de l'entrée des routes de la BRI en Afrique, et investit pour développer ces routes sur le continent. De son côté, IOG tire profit du commerce des bases pour consolider sa position au pouvoir. Son gouvernement a aussi attiré plusieurs milliards de dollars de financements et développe une politique sociale à l'image des logements de Balbala. Ensemble, les deux Etats ont gagné une influence dans la région de la Corne (forums pour la paix, rapprochement avec la Somalie) et dans la péninsule arabe (sommet sino-arabe). Cependant, ces bénéfices mutuels restent partiels. Au-delà des accusations plus ou moins fondées par les Etats-Unis, la pratique chinoise à Djibouti reste soumise aux soupçons. La politique d'IOG, elle, semble bénéficier du désintérêt des Djiboutiens pour une politique clanique plutôt que d'une réelle adhésion populaire à la stratégie d'extraversion.

Après avoir observé la place de la diplomatie militaire dans la coopération sino-djiboutienne, il pourrait être intéressant, à présent, de s'interroger sur les perspectives réelles de la réalisation d'un siècle sino-africain. En effet, la politique du régime chinois sur des sujets tels que les Droits de l'Homme et les conséquences économiques et écologiques des Nouvelles Routes de la Soie sont de plus en plus critiquées à l'international par des Etats occidentaux, des ONG et des acteurs africains à l'image de Moeletsi Mbeki. Cette politique est aussi de plus en plus critiquée au sein de la Chine

(mobilisations contre la politique zéro-covid, exil de ressortissants ouïghours en Europe...). De même, les Etats occidentaux n'ont pas disparu d'Afrique. En témoignent les investissements français dans la base des FFDj. A cela s'ajoute une nouvelle course à l'influence en Afrique. Pour reprendre le seul cas de Djibouti, l'Inde, l'Arabie Saoudite ou encore la Turquie renforcent leur présence. Malgré la guerre en Ukraine, la Russie semble rester implantée en Afrique de l'Ouest, sur le plan sécuritaire via Wagner, comme sur le plan rhétorique avec l'image d'un 'ours' protecteur des populations africaines.

Ainsi, comme le suggère le débat autour de la capacité du gouvernement djiboutien à maintenir sa stratégie d'extraversion après 2026 face à une population déçue, plutôt que d'être sino-africain, le siècle à venir pourrait être véritablement africain. Malgré de fortes hétérogénéités de développement entre les Etats et des difficultés de coopération régionale, notamment sur la lutte contre le terrorisme, l'Afrique pourrait, comme le notait déjà Thierry Amougou en 2011, se développer par elle-même ou en tout cas diminuer l'asymétrie de sa coopération avec les Etats étrangers.³⁸³ En effet, avec la prise de conscience des dangers de la dépendance, avec le développement de secteurs porteurs (le développement rapide du paiement mobile sur le continent pourrait offrir des opportunités pour le secteur de la finance), et avec une certaine réussite de la coopération inter-gouvernementale sur de larges projets d'infrastructures et de lutte contre le changement climatique (mise en œuvre de la grande muraille verte à l'initiative du Sénégal depuis 2009, remise au goût du jour du projet de l'Union africaine d'une ligne de chemin de fer trans-continentale reliant le Sénégal à Djibouti), l'Afrique pourrait *in fine* rééquilibrer sa connexion au monde et continuer à coopérer à l'international tout en s'affirmant comme un continent moteur d'innovation.

³⁸³ Thierry AMOUGOU, « L'inflation chinoise... » (2011), *op. cit.*, 57-58.

– Perspectives de recherche –

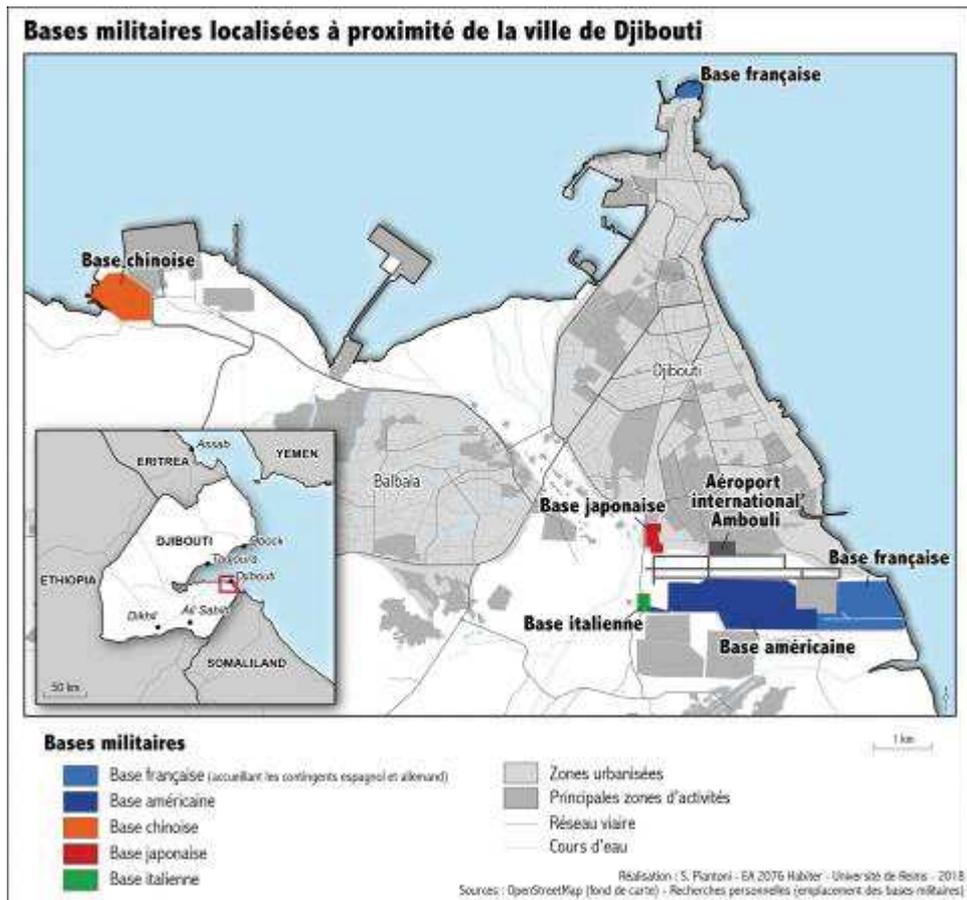
Il convient de terminer ce mémoire en notant que notre travail présente plusieurs limites. Plutôt que de réduire sa portée, celles-ci font au contraire de ce mémoire une première réflexion qui appelle à être complétée par de futurs travaux.

D'une part, ce mémoire a été confronté à des limites matérielles. En effet, il a déjà été observé au début de notre travail que l'accès aux archives des sites du gouvernement et des médias djiboutiens a pu être difficile (sites inaccessibles, absence de ressources...). Effectuer une enquête de terrain et conduire des entretiens avec des responsables du régime d'Ismaïl Omar Guelleh pourrait, peut-être, offrir une plus grande exhaustivité au traitement de notre sujet. De même, il a été dit que l'analyse des sources en anglais et en français ne représente pas un réel biais méthodologique. Effectivement, les publications chinoises en anglais correspondent à des traductions officielles émises par le gouvernement, et les publications djiboutiennes en français sont faites dans l'une des langues officielles du pays. Pour autant, dans le cadre de l'analyse des rhétoriques des gouvernements et de la façon dont ces gouvernements présentent (ou non) certains éléments aux Etats étrangers, il apparaît pertinent de comparer les différentes traductions d'un même document officiel (en l'occurrence : anglais-mandarin et français-arabe).

D'autre part, pour répondre précisément au sujet qui a été défini au début de ce mémoire, plusieurs choix ont été opérés. De futurs travaux pourraient ainsi enrichir l'analyse discursive qui vient d'être menée en explorant d'autres facettes. Ce mémoire ayant évoqué le rôle des banques telles que la *China Exim Bank*, ou encore l'organisation de soirées de découverte de la culture chinoise, il pourrait être intéressant d'observer plus en détail la rhétorique qui entoure la coopération financière, culturelle, etc. Dans son ouvrage de 2020, Sonia le Gouriellec a d'ailleurs insisté sur le rôle des acteurs non-gouvernementaux à Djibouti. Il pourrait aussi être utile d'évaluer si la rhétorique mobilisée par la Chine à Djibouti dans le cadre de l'implantation de sa base se retrouve dans les relations sino-malgache et sino-guinéenne où de nouvelles bases sont envisagées. Il pourrait, enfin, être éclairant de s'attarder plus longuement sur la réaction des puissances occidentales et japonaise à la diplomatie de défense de la Chine, à Djibouti comme en Asie du Sud, comme l'a fait Penghong Cai pour l'ASEAN en 2016.

– Annexes –

Annexe n° 1 : Répartition des bases militaires étrangères autour de la ville de Djibouti en 2018.



Source : PIANTONI S. Dans MARTINEAU Jean-Luc. « Djibouti et le ‘commerce’ des bases militaires : un jeu dangereux ? ». *Espace politique*, n° 34 (2018) : figure 1.

Annexe n° 2 : Détail de l'augmentation des dépenses militaires de la RPC entre 2010 et 2017, en fonction de l'année et du type de dépenses.

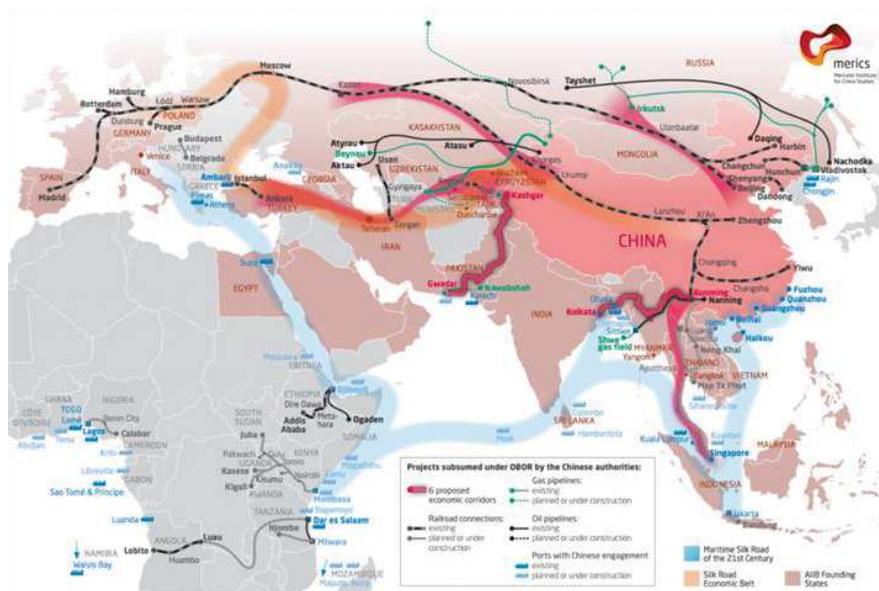
Table 2 Breakdown of China's Defense Expenditure (2010-2017)
(in RMB billion *yuan*)

Year	Personnel Expense		Training and Sustainment Expense		Equipment Expense		Total
	Amount	Percentage (%)	Amount	Percentage (%)	Amount	Percentage (%)	
2010	185.931	34.9	170.047	31.9	177.359	33.2	533.337
2011	206.506	34.3	189.943	31.5	206.342	34.2	602.791
2012	195.572	29.2	232.994	34.8	240.626	36.0	669.192
2013	200.231	27.0	269.971	36.4	270.860	36.6	741.062
2014	237.234	28.6	267.982	32.3	323.738	39.1	828.954
2015	281.863	31.0	261.538	28.8	365.383	40.2	908.784
2016	306.001	31.3	266.994	27.4	403.589	41.3	976.584
2017	321.052	30.8	293.350	28.1	428.835	41.1	1043.237

Sources: Data on China's defense expenditure submitted to the UN by the Chinese government

Source : State Council of the People's Republic of China. *White Paper on China's National Defense in the New Era*. Beijing, 24 juillet 2019 : annexe n° 2.

Annexe n° 3 : Carte des routes planifiées des Nouvelles Routes de la Soie chinoises.



Source : STEC Gregorz. « China's Belt and Road Initiative is Neither a Strategy Nor a Vision. It is a Process ». *European Institute for Asian Studies* (février 2018) : 4.

Annexe n° 4 : Photo d'un graffiti de l'armée chinoise sur la digue du port de Djibouti, représentant le navire Kunlunshan (Hull 998).



Source : ZHUO Chen. « Chinese Navy imprints its escort efforts on embankment of Djibouti ». *Ministry of National Defense of the People's Republic of China*, 18 mars 2019.

Annexe n° 5 : Photo du tournoi de basketball organisé à la base navale chinoise de Djibouti le 21 novembre 2019.



Source : TAO Yang. « China's PLA support base in Djibouti hosts multinational basketball games ». *Ministry of National Defense of the People's Republic of China*, 25 novembre 2019.

Annexe n° 6 : Image satellite de la base chinoise de Djibouti en août 2022.



Source : IZAMBARD Antoine, LAMIGEON Vincent. « Djibouti, révélations sur la très secrète base militaire chinoise qui inquiète les Occidentaux ». *Challenges*, octobre 2022.

Annexe n° 7 : Image satellite de la base chinoise de Djibouti en août 2022, spécifiant l'usage supposé des différentes infrastructures.



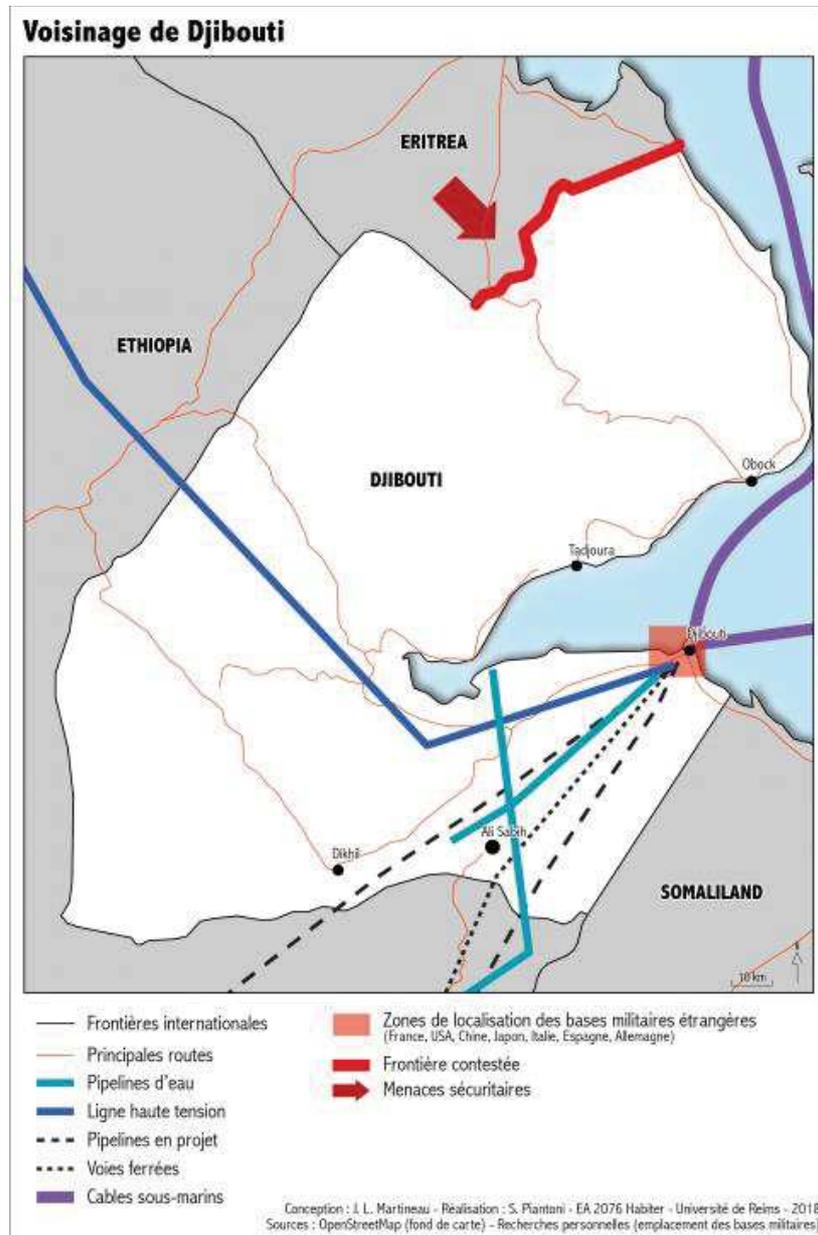
Source : IZAMBARD Antoine, LAMIGEON Vincent. « Djibouti, révélations sur la très secrète base militaire chinoise qui inquiète les Occidentaux ». *Challenges*, octobre 2022.

Annexe n° 8 : Photo d'élèves djiboutiens essayant un rameur lors de leur visite à la base chinoise le 13 mai 2018.



Source : JIAYAO Li. « Djibouti pupils visit PLA support base in Djibouti ». *Ministry of National Defense of the People's Republic of China*, 15 mai 2018.

Annexe n° 9 : Carte représentant Djibouti comme un hub au cœur d'une variété de lignes stratégiques.



Source : PIANTONI S. Sans MARTINEAU Jean-Luc. « Djibouti et le 'commerce' des bases militaires : un jeu dangereux ? ». *Espace politique*, n° 34 (2018) : figure 3.

Annexe n° 10 : Carte des projets d'infrastructures définis dans le cadre du plan « Vision Djibouti 2035 ».



Source : *Vision Djibouti 2035*. FOALEX, juillet 2022 : 69.

– Abréviations –

APL : Armée populaire de libération.

BRI : *Belt and Road Initiative* (aussi citée sous : Nouvelles Routes de la Soie).

FFDj : Forces Françaises de Djibouti.

GWOT : *Global War On Terror*.

IOG : Ismaïl Omar Guelleh.

FOCAC : *Forum on China-Africa Cooperation*.

MOOTW : *Military Operations Other Than War*.

OCS : Organisation de Coopération de Shanghai.

OMP : Opération de maintien de la paix.

ONU : Organisation des Nations-Unies.

PLAAF : *People's liberation army Air Force*.

PLAN : *People's liberation army Navy*.

PLANMC : *People's liberation army Navy Military Corps*.

PCC : Parti Communiste de Chine.

RMA : *Revolution in Military Affairs*.

RPC : République Populaire de Chine.

RPP : Rassemblement Populaire pour le Progrès.

SLoC : *Strategic Lines of Communication* (aussi citées sous : lignes stratégiques de communication).

– Table des matières –

Sommaire.....	2
Remerciements	3
Avant-propos.....	4
Introduction	7
Les relations internationales contemporaines et l'émergence d'une « nouvelle ère »..	9
L'affirmation des Etats émergents : la Chine, un pays devenu puissance.....	11
L'affirmation des Etats émergents : l'Afrique, un continent « qui vient »	14
Vers un « siècle sino-africain » ?	17
Entre instabilité sécuritaire et diplomatie militaire	19
Questionnements et orientations de la réflexion	22
Méthode de recherche.....	26
I. – La Chine, l'Afrique et le monde : caractériser la mission stabilisatrice de la Chine	30
I.1 – « Peaceful development road » : une stratégie de développement proprement chinoise	30
I.1.A – Une rhétorique inscrite dans le temps long	31
I.1.B – Un modèle aux caractéristiques chinoises.....	33
I.1.C – Un développement économique et global par nature	35
I.2 – « Defense diplomacy » : la sécurité comme corollaire à la stratégie chinoise d'ouverture sur le monde	37
I.2.A – La mission interne de l'APL : participer au développement national.....	38
I.2.B – La mission externe de l'APL : servir les intérêts nationaux à l'étranger	39
I.2.C – Entre modernisation et légitimation : la Chine, une puissance raisonnable	42
I.3 – « Community with a shared future » : la nécessité d'intégrer l'Afrique	46
I.3.A – La place faite aux Emergents dans la stratégie chinoise	46
I.3.B – Mettre le modèle chinois au service des Emergents.....	49
I.3.C – La redécouverte tardive de l'Afrique comme théâtre d'influence	52

II. – La Chine à Djibouti : s’installer pour rester.....	57
II.1 – Parler au monde : justifier la présence de la Chine hors de ses frontières	57
II.1.A – Une base navale qui reste avant tout une base logistique	58
II.1.B – Une base logistique au service de la communauté internationale.....	60
II.1.C – Une base navale qui sert, aussi, les intérêts chinois dans la région	63
II.2 – Parler aux armées présentes à Djibouti : se faire une place dans la ville.....	65
II.2.A – La base chinoise comme source de tension dans un microcosme des relations internationales	66
II.2.B – Mener une politique indépendante dans une ville aux huit armées	67
II.2.C – Achever la mission chinoise : cohabiter et dialoguer.....	69
II.3 – Parler à Djibouti et aux Djiboutiens : inscrire sa présence dans la durée	71
II.3.A – De la diplomatie militaire à la diplomatie de défense : se rapprocher du gouvernement djiboutien.....	71
II.3.B – De la diplomatie militaire à la diplomatie publique : se lier à la population djiboutienne.....	74
II.3.C – Communiquer : une façon d’aller plus loin ?.....	76
III. – Le système IOG : faire le lien entre l’international et l’interne.....	78
III.1 – Faire communauté : la coopération militaire comme l’une des étapes d’un rapprochement inéluctable	78
III.1.A – Une coopération de long terme, à l’initiative de Djibouti	79
III.1.B – La coopération militaire : un tournant au milieu des années 2010 ?.....	81
III.1.C – Le renversement de la rhétorique djiboutienne au sein de la communauté de destins.....	83
III.2 – S’inscrire dans le jeu diplomatique : la base chinoise comme moyen pour Djibouti d’être un Etat influent à l’international.....	85
III.2.A – Légitimer la présence chinoise à Djibouti	86
III.2.B – La pratique djiboutienne vis-à-vis des bases : jouer sans prendre parti ...	88
III.2.C – Un jeu qui ouvre une nouvelle ère pour la diplomatie djiboutienne	91
III.3 – Un développement qui bénéficie à tous ? Le choix de l’international aux dépends de la situation interne au pays	92

III.3.A – Le système IOG : le maintien d’une souveraineté à deux échelles	93
III.3.B – Le (dé)couplage du développement à l’international et en interne	96
III.3.C – La question de la continuité : quel avenir pour le commerce des bases ?	100
Conclusion.....	102
Perspectives de recherche.....	107
Annexes	108
Annexe n° 1 : Répartition des bases militaires étrangères autour de la ville de Djibouti en 2018.....	108
Annexe n° 2 : Détail de l’augmentation des dépenses militaires de la RPC entre 2010 et 2017, en fonction de l’année et du type de dépenses.	109
Annexe n° 3 : Carte des routes planifiées des Nouvelles Routes de la Soie chinoises.	109
Annexe n° 4 : Photo d’un graffiti de l’armée chinoise sur la digue du port de Djibouti, représentant le navire Kunlunshan (Hull 998).	110
Annexe n° 5 : Photo du tournoi de basketball organisé à la base navale chinoise de Djibouti le 21 novembre 2019.	110
Annexe n° 6 : Image satellite de la base chinoise de Djibouti en août 2022.	111
Annexe n° 7 : Image satellite de la base chinoise de Djibouti en août 2022, spécifiant l’usage supposé des différentes infrastructures.....	111
Annexe n° 8 : Photo d’élèves djiboutiens essayant un rameur lors de leur visite à la base chinoise le 13 mai 2018.	112
Annexe n° 9 : Carte représentant Djibouti comme un hub au cœur d’une variété de lignes stratégiques.....	113
Annexe n° 10 : Carte des projets d’infrastructures définis dans le cadre du plan « Vision Djibouti 2035 ».	114
Abréviations.....	115
Table des matières	116
Bibliographie et sitographie.....	119
Résumés et mots-clefs	143

– Bibliographie et sitographie –

Sources primaires :

Textes juridiques et déclarations officielles :

Organisation des Nations Unies. *Charte des Nations Unies*. Nations Unies, San Francisco, 26 juin 1945. <https://www.un.org/fr/about-us/un-charter>

Société des Nations. *Convention concernant les droits et devoirs des Etats, adoptée par la septième Conférence internationale américaine à Montevideo le 26 décembre 1933*. Recueil des Traités de la Société des Nations, Vol. 165, n° 3802, 1936. <https://treaties.un.org/doc/publication/unts/lon/volume%20165/v165.pdf>

République Française. *Déclaration franco-indienne sur le partenariat entre la France et l'Inde*. Vie publique, 11 mars 2018. <https://www.vie-publique.fr/discours/205149-declaration-conjointe-franco-indienne-sur-le-partenariat-entre-la-france>

Livres Blancs du gouvernement chinois :

- Livres Blancs sur le développement chinois :

State Council of the People's Republic of China. *White Paper on China's Population and Development in the 21st century*. Beijing, Décembre 2000. <http://www.china.org.cn/e-white/21st/index.htm>

State Council of the People's Republic of China. *White Paper on China's Peaceful Development Road*. Beijing, 12 décembre 2005. <http://www.china.org.cn/english/features/book/152684.htm>

State Council of the People's Republic of China. *White Paper on China's Peaceful Development*. Beijing, septembre 2011. http://english.www.gov.cn/archive/white_paper/2014/09/09/content_281474986284646.htm

State Council of the People's Republic of China. *White Paper on China and the World in the New Era*. Beijing, 27 septembre 2019. https://english.www.gov.cn/archive/whitepaper/201909/27/content_WS5d8d80f9c6d0bcf8c4c142ef.html

- *Livres Blancs sur la politique de défense chinoise* :

State Council of the People's Republic of China. *White Paper on China's Defense*. Beijing, juillet 1998. <http://www.china.org.cn/e-white/5/index.htm>

State Council of the People's Republic of China. *White Paper on China's National Defense in 2000*. Beijing, octobre 2000. <http://www.china.org.cn/e-white/2000/index.htm>

State Council of the People's Republic of China. *White Paper on China's National Defense in 2002*. Beijing, décembre 2002. <http://www.china.org.cn/e-white/20021209/index.htm>

State Council of the People's Republic of China. *White Paper on China's National Defense in 2004*. Beijing, décembre 2004. <http://www.china.org.cn/e-white/20041227/index.htm>

State Council of the People's Republic of China. *White Paper on China's National Defense in 2006*. Beijing, décembre 2006. <http://www.china.org.cn/english/features/book/194421.htm>

State Council of the People's Republic of China. *White Paper on China's National Defense in 2008*. Beijing, 20 janvier 2009. http://www.china.org.cn/government/whitepaper/node_7060059.htm

State Council of the People's Republic of China. *White Paper on China's National Defense in 2010*. Beijing, mars 2011. http://english.www.gov.cn/archive/white_paper/2014/09/09/content_281474986284525.htm

State Council of the People's Republic of China. *White Paper on the Diversified Employment of China's Armed Forces*. Beijing, avril 2013. http://english.www.gov.cn/archive/white_paper/2014/08/23/content_281474982986506.htm

State Council of the People's Republic of China. *White Paper on China's National Defense in the New Era*. Beijing, 24 juillet 2019. https://english.www.gov.cn/archive/whitepaper/201907/24/content_WS5d3941ddc6d08408f502283d.html

- *Livres Blancs sur le partenariat sino-africain* :

State Council of the People's Republic of China. « White Paper on China's African Policy ». *China Report*, Vol. 43, n° 3, janvier 2006, 375-391. <https://journals.sagepub.com/doi/abs/10.1177/000944550704300309?journalCode=chra>

State Council of the People's Republic of China. « China's Second Africa Policy Paper ». *China.org.cn*, décembre 2015. http://www.china.org.cn/world/2015-12/05/content_37241677.htm

State Council of the People's Republic of China. *White Paper on China and Africa in the New Era: A Partnership of Equals*. Beijing, 26 novembre 2021. http://english.scio.gov.cn/whitepapers/2021-11/26/content_77894768_4.htm

Publications du Ministère de la Défense nationale chinois :

JIANING Yao. « Chinese troops in Djibouti to wear specialized breast tag and armband ». *Ministry of National Defense of the People's Republic of China*, 7 mai 2018. [En ligne] URL : http://eng.mod.gov.cn/xb/News_213114/TopStories/4812631.html Consulté le 19 mars 2023.

JIAYO Li. « China refutes US allegation of laser use in Djibouti ». *Ministry of National Defense of the People's Republic of China*, 4 mai 2018. [En ligne] URL : http://eng.mod.gov.cn/xb/News_213114/TopStories/4812466.html Consulté le 19 mars 2023.

_____. « PLA support base in Djibouti conducts live-ammunition exercices ». *Ministry of National Defense of the People's Republic of China*, 15 mai 2018. [En ligne] URL : http://eng.mod.gov.cn/xb/News_213114/TopStories/4814121.html Consulté le 19 mars 2023.

_____. « Djibouti pupils visit PLA support base in Djibouti ». *Ministry of National Defense of the People's Republic of China*, 15 mai 2018. [En ligne] URL : http://eng.mod.gov.cn/xb/News_213114/TopStories/4814120.html Consulté le 19 mars 2023.

_____. « Chinese naval escort ship arrives in Djibouti for replenishment ». *Ministry of National Defense of the People's Republic of China*, 16 mai 2018. [En ligne] URL : http://eng.mod.gov.cn/xb/News_213114/TopStories/4814230.html Consulté le 19 mars 2023.

_____. « China conducts joint medical rescue drill with EU Naval Force in Djibouti ». *Ministry of National Defense of the People's Republic of China*, 15 octobre 2018. [En ligne] URL : http://eng.mod.gov.cn/xb/MilitaryServices/News_213106/15921941.html Consulté le 19 mars 2023.

_____. « 37th Chinese naval escort taskforce completes in-port replenishment in Djibouti ». *Ministry of National Defense of the People's Republic of China*, 11 mars 2021. [En ligne] URL : http://eng.mod.gov.cn/xb/News_213114/OverseasOperations/EscortMissions/4886562.html Consulté le 19 mars 2023.

PANYUE Huang. « China, Spain hold medical rescue drill in Djibouti ». *Ministry of National Defense of the People's Republic of China*, 4 décembre 2018. [En ligne] URL : http://eng.mod.gov.cn/xb/News_213114/TopStories/4831123.html Consulté le 19 mars 2023.

PANYUE Huang. « PLA Support Base launches 'Bright Eyes Operation' in Djibouti ». *Ministry of National Defense of the People's Republic of China*, 6 décembre 2019. [En ligne] URL : http://eng.mod.gov.cn/xb/News_213114/OverseasOperations/JointTrainingandExercises/15922528.html Consulté le 19 mars 2023.

_____. « PLA medical staff in Djibouti awarded Indépendance Medal ». *Ministry of National Defense of the People's Republic of China*, 20 janvier 2020. [En ligne] URL : http://eng.mod.gov.cn/xb/News_213114/TopStories/4858891.html Consulté le 19 mars 2023.

_____. « PLA Support Base in Djibouti holds Horn of East Africa medical forum ». *Ministry of National Defense of the People's Republic of China*, 7 décembre 2022. [En ligne] URL : http://eng.mod.gov.cn/xb/News_213114/TopStories/4927854.html Consulté le 19 mars 2023.

TAO Yang. « China's PLA support base in Djibouti hosts multinational basketball games ». *Ministry of National Defense of the People's Republic of China*, 25 novembre 2019. [En ligne] URL : http://eng.mod.gov.cn/xb/News_213114/TopStories/4855599.html Consulté le 19 mars 2023.

WEI Li. « First commander of PLA Support Base in Djibouti awarded Independence Day Medal ». *Ministry of National Defense of the People's Republic of China*, 8 décembre 2022. [En ligne] URL : http://eng.mod.gov.cn/xb/News_213114/TopStories/4927955.html Consulté le 19 mars 2023.

_____. « Chinese PLA Support Base Hospital in Djibouti ». *Ministry of National Defense of the People's Republic of China*, 23 août 2022. [En ligne] URL : http://eng.mod.gov.cn/xb/News_213114/Features/4919346.html Consulté le 19 mars 2023.

_____. « PLA Support Base in Djibouti donates supplies to local schools ». *Ministry of National Defense of the People's Republic of China*, 11 janvier 2023. [En ligne] URL : http://eng.mod.gov.cn/xb/News_213114/TopStories/4930451.html Consulté le 19 mars 2023.

WEICHAO Li. « PLA support base in Djibouti kicks off military training in 2022 ». *Ministry of National Defense of the People's Republic of China*, 11 janvier 2022. [En ligne] URL : http://eng.mod.gov.cn/xb/News_213114/Videos/16021153.html Consulté le 19 mars 2023.

XINJUAN Wang. « Daily life of first military dog handler at PLA Djibouti base ». *Ministry of National Defense of the People's Republic of China*, 1^{er} novembre 2022. [En ligne] URL : http://eng.mod.gov.cn/xb/News_213114/Videos/4924790.html Consulté le 19 mars 2023.

ZHUO Chen. « Chinese military conducts helicopter medical evacuation training in Djibouti ». *Ministry of National Defense of the People's Republic of China*, 12 novembre 2018. [En ligne] URL : http://eng.mod.gov.cn/xb/News_213114/TopStories/4829260.html Consulté le 19 mars 2023.

_____. « Chinese Navy imprints its escort efforts on embankment of Djibouti ». *Ministry of National Defense of the People's Republic of China*, 18 mars 2019. [En ligne] URL : http://eng.mod.gov.cn/xb/News_213114/OverseasOperations/EscortMissions/15922134.html Consulté le 19 mars 2023.

_____. « Chinese military's first overseas support base ». *Ministry of National Defense of the People's Republic of China*, 23 avril 2019. [En ligne] URL : http://eng.mod.gov.cn/xb/News_213114/Videos/4840097.html Consulté le 19 mars 2023.

_____. « China refutes U.S. reports about 'Chinese military taking irresponsible actions in Djibouti' ». *Ministry of National Defense of the People's Republic of China*, 18 juin 2019. [En ligne] URL : http://eng.mod.gov.cn/xb/News_213114/TopStories/4843756.html Consulté le 19 mars 2023.

_____. « PLA support base in Djibouti celebrates PLAN's 73rd birthday ». *Ministry of National Defense of the Peoples Republic of China*, 24 avril 2022. [En ligne] URL : http://eng.mod.gov.cn/xb/MilitaryServices/News_213106/16036945.html Consulté le 19 mars 2023.

_____. « PLA support base in Djibouti holds Spring Festival cultural exchange event ». *Ministry of National Defense of the People's Republic of China*, 25 janvier 2023. [En ligne] URL : http://eng.mod.gov.cn/xb/News_213114/TopStories/4931276.html Consulté le 19 mars 2023.

Articles de l'Agence Djiboutienne d'Information :

BOULLO Yasser H. « La Chine organise une conférence internationale sur la lutte contre la piraterie au large de la Somalie ». *Agence Djiboutienne d'Information*, 7 novembre 2009. [En ligne] URL : <https://www.adi.dj/index.php/site/Plus/1008> Consulté le 12 avril 2023.

_____. « Le Chef de l'Etat à Shenzhen : Signature d'importants accords entre Djibouti et la Chine ». *Agence Djiboutienne d'Information*, 17 juillet 2012. [En ligne] URL : <http://www.adi.dj/index.php/site/Plus/3729> Consulté le 12 février 2023.

_____. « Djibouti et la Chine s'engagent à renforcer les relations bilatérales ». *Agence Djiboutienne d'Information*, 18 juillet 2012. [En ligne] URL : <https://www.adi.dj/index.php/site/Plus/3732> Consulté le 12 février 2023.

_____. « Trois médecins chinois élevés au rang de Chevaliers de l'Ordre national du 27 juin par le Premier ministre ». *Agence Djiboutienne d'Information*, 17 novembre 2016. <http://www.adi.dj/index.php/site/Plus/4958#> Consulté le 12 février 2023.

_____. « La base de l'Armée populaire de libération (APL) à Djibouti aidera la Chine à mieux assumer ses obligations internationales ». *Agence Djiboutienne d'Information*, 15 juillet 2017. [En ligne] URL : <https://www.adi.dj/index.php/site/Plus/5713> Consulté le 13 février 2023.

_____. « Le ministre djiboutien des Affaires étrangères s'entretient à Beijing avec le Conseiller d'Etat et ministre des Affaires étrangères de la Chine, Wang Yi ». *Agence Djiboutienne d'Information*, 11 juillet 2018. [En ligne] URL : <https://www.adi.dj/index.php/site/Plus/6690> Consulté le 12 février 2023.

_____. « Ouverture à Djibouti d'un forum de haut niveau sur la coopération économique trilatérale entre l'Afrique, les États-Unis et la Chine ». *Agence Djiboutienne d'Information*, 3 août 2018. [En ligne] URL : <https://www.adi.dj/index.php/site/Plus/6760> Consulté le 12 février 2023.

_____. « Inauguration de l'Institut Confucius à Djibouti ». *Agence Djiboutienne d'Information*, 25 mars 2023. [En ligne] URL : <https://www.adi.dj/index.php/site/Plus/10410> Consulté le 29 avril 2023.

DIRANEH Abzourazak A. « Visite d'adieu de l'Ambassadeur de la République Populaire de Chine au Premier Ministre ». *Agence Djiboutienne d'Information*, 4 février 2004. [En ligne] URL : <https://www.adi.dj/index.php/site/Plus/159> Consulté le 12 février 2023.

_____. « Le chef de l'Etat décore le ministre chinois de la Défense de la médaille de Commandeur dans l'Ordre de la Grande Etoile du 27 juin ». *Agence Djiboutienne d'Information*, 24 novembre 2016. [En ligne] URL : <http://www.adi.dj/index.php/site/Plus/4986#:~:text=Le%20chef%20de%20l'Etat%2C%20M.,Grande%20Etoile%20du%2027%20juin> Consulté le 12 février 2023.

_____. « 'Le projet d'installation d'une base logistique navale à Djibouti, ne vise pas l'expansion militaire de la Chine', affirme un porte-parole du Ministère chinois de la Défense ». *Agence Djiboutienne d'Information*, 30 novembre 2016. [En ligne] URL : <https://www.adi.dj/index.php/site/Plus/5012> Consulté le 12 février 2023.

_____. « La Chine inaugure sa première base militaire à l'étranger ». *Agence Djiboutienne d'Information*, 2 août 2017. [En ligne] URL : <https://www.adi.dj/index.php/site/Plus/5759> Consulté le 12 février 2023.

_____. « La Chine dément avoir blessé des pilotes américains à Djibouti ». *Agence Djiboutienne d'Information*, 5 mai 2018. [En ligne] URL : <https://www.adi.dj/index.php/site/Plus/6520> Consulté le 12 février 2023.

_____. « Le chef d'état-major général des Forces Armées Djiboutiennes décernent des distinctions honorifiques à neuf officiers des FFDJ ». *Agence Djiboutiennes d'Information*, 23 juillet 2018. [En ligne] URL : <https://www.adi.dj/index.php/site/Plus/6722#:~:text=mission%20%C3%A0%20Djibouti%20Le%20chef%20d'%C3%A9tat%20major%20g%C3%A9n%C3%A9ral%20des%20Forces%20Arm%C3%A9es%20Djiboutiennes,Ordre%20national%20du%2027%20juin>. Consulté le 22 mai 2023.

_____. « Le président de la République effectue une visite guidée à la base militaire chinoise installée à Djibouti ». *Agence Djiboutienne d'Information*, 1er octobre 2018. [En ligne] URL : <http://www.adi.dj/index.php/site/Plus/6937> Consulté le 12 février 2023.

FAHMI Nasser. « Une délégation du Rassemblement populaire pour le progrès (RPP) à Pékin, en Chine ». *Agence Djiboutienne d'Information*, 28 décembre 2012. [En ligne] URL : <https://www.adi.dj/index.php/site/Plus/4187> Consulté le 12 février 2023.

_____. « Le président Guelleh assiste à une cérémonie festive marquant la célébration du 40ème anniversaire de l'établissement des relations sino-djiboutiennes ». *Agence Djiboutienne d'Information*, 27 avril 2019. [En ligne] URL : <http://www.adi.dj/index.php/site/Plus/7663#> Consulté le 12 février 2023.

HOUSSEIN Isman O. « Xi Jinping, 59 ans, succède à Hu Jintao à la tête de la République populaire de Chine ». *Agence Djiboutienne d'Information*, 9 novembre 2012. [En ligne] URL : <https://www.adi.dj/index.php/site/Plus/4042> Consulté le 12 février 2023.

_____. « Le Ministre chinois de la Défense en visite de travail à Djibouti ». *Agence Djiboutienne d'Information*, 23 novembre 2016. [En ligne] URL : <https://www.adi.dj/index.php/site/Plus/4985> Consulté le 12 février 2023.

_____. « Le Premier ministre et le vice-président de la commission militaire centrale de la Chine coprésident la cérémonie de signature d'un important accord de coopération entre les deux pays ». *Agence Djiboutienne d'Information*, 25 novembre 2016. [En ligne] URL : <https://www.adi.dj/index.php/site/Plus/4989> Consulté le 12 février 2023.

_____. « Notre ambassadeur en Chine dément ce qu'il considère comme des 'allégations sans fondement' selon lesquelles les relations sino-africaines seraient actuellement sous tension ». *Agence Djiboutienne d'Information*, 18 avril 2020. [En ligne] URL : <https://www.adi.dj/index.php/site/Plus/8634> Consulté le 12 avril 2023.

IAD. « Djibouti-Chine : Le président de l'Autorité des ports et zones franches participe au 'China International Import expo' ». *Agence Djiboutienne d'Information*, 7 novembre 2018. [En ligne] URL : <https://www.adi.dj/index.php/site/Plus/7083> Consulté le 12 février 2023.

IBRAHIM Fahim. « Chine-Djibouti : une coopération privilégiée et une amitié sincère ». *Agence Djiboutienne d'Information*, 10 janvier 2008. [En ligne] URL : <https://www.adi.dj/index.php/site/Plus/75> Consulté le 12 février 2023.

KM. « Le nouvel ambassadeur de la République populaire de Chine reçu au quartier général des Forces Armées Djiboutiennes (FAD) ». *Agence Djiboutienne d'Information*, 16 mars 2019. [En ligne] URL : <https://www.adi.dj/index.php/site/Plus/7548> Consulté le 12 février 2023.

_____. « Djibouti/Chine ; le directeur général de la Police Nationale réceptionne un important lot de matériels informatiques ». *Agence Djiboutienne d'Information*, 28 novembre 2022. [En ligne] URL : <https://www.adi.dj/index.php/site/Plus/10161> Consulté le 12 février 2023.

MMO. « La Chine octroie à la République de Djibouti une assistance humanitaire d'une valeur de 51 millions de Yuans Renminbi ». *Agence Djiboutienne d'Information*, 18 décembre 2011. [En ligne] URL : <https://www.adi.dj/index.php/site/Plus/3101> Consulté le 12 avril 2023.

_____. « Djibouti/Chine : Signature d'un important accord de coopération économique et technique ». *Agence Djiboutienne d'Information*, 8 février 2012. [En ligne] URL : <http://www.adi.dj/index.php/site/Plus/3262> Consulté le 12 février 2023.

MOHAMED Hassan A. « Pose des premiers rails de la partie djiboutienne du chemin de fer reliant Addis-Abeba ». *Agence Djiboutienne d'Information*, 3 janvier 2015. [En ligne] URL : <https://www.adi.dj/index.php/site/Plus/4255> Consulté le 12 février 2023.

_____. « Djibouti salue la participation de la Chine à son projet de développement portuaire ». *Agence Djiboutienne d'Information*, 21 mars 2018. [En ligne] URL : <http://www.adi.dj/index.php/site/Plus/6366> Consulté le 12 février 2023.

_____. « Djibouti et la Chine signent un Protocole de financement de 500 logements sociaux à Balbala ». *Agence Djiboutienne d'Information*, 8 mai 2018. [En ligne] URL : <https://www.adi.dj/index.php/site/Plus/6529> Consulté le 12 février 2023.

OOM. « Le Président de la République s'entretient avec l'Envoyé spécial de la Chine pour la Corne d'Afrique ». *Agence Djiboutienne d'Information*, 16 mars 2022. [En ligne] URL : <https://www.adi.dj/index.php/site/Plus/9647> Consulté le 12 février 2023.

_____. « 'La Chine est un facteur d'équilibre dans les relations internationales', déclare le Président Guelleh au sommet sino-arabe ». *Agence Djiboutienne d'Information*,

9 décembre 2022. [En ligne] URL : <https://www.adi.dj/index.php/site/Plus/10187>
Consulté le 12 février 2023.

_____ . « Le Président Guelleh exprime ses chaleureuses félicitations au Président Xi Jinping dont le pays célèbre l'anniversaire de la Fête nationale ». *Agence Djiboutienne d'Information*, 28 septembre 2022. [En ligne] URL : <https://www.adi.dj/index.php/site/Plus/10020> Consulté le 12 avril 2023.

Sites internet et autres publications en ligne :

Banque Mondiale. « Djibouti Data ». [En ligne] URL : <https://donnees.banquemondiale.org/pays/djibouti> Consulté le 14 mai 2023.

Banque Mondiale. « Personnel des forces armées, total - Djibouti ». [En ligne] URL : <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/MS.MIL.TOTL.P1?locations=DJ>
Consulté le 21 mai 2023.

CGTN. « New Era for China ». [En ligne] URL : <https://cp.cgtn.com/> Consulté le 24 avril 2023.

Consulate General of the People's Republic of China in Toronto. « Wang Yi: China is willing to join efforts with Africa to fulfill the dream of rejuvenation, to seek common development and to promote peace and stability ». 7 janvier 2014. [En ligne] URL : http://toronto.china-consulate.gov.cn/eng/zgxw/201401/t20140117_7099265.htm
Consulté le 25 février 2023.

Ministère des armées. « Djibouti à la pointe de l'hébergement opérationnel ». 11 mai 2022. [En ligne] URL : <https://www.defense.gouv.fr/sga/actualites/djibouti-a-pointe-lhebergement-operationnel> Consulté le 24 novembre 2022.

Ministry of Foreign Affairs of the People's Republic of China. « Wang Yi s'entretient avec le Ministre djiboutien des Affaires étrangères ». 20 février 2019. [En ligne] URL : https://www.fmprc.gov.cn/fra/gjhdq/fz/1520/1522/201902/t20190225_10201190.html
Consulté le 13 janvier 2023.

NATO. « La Finlande devient le 31^e pays membre de l'OTAN ». 4 avril 2023. [En ligne]
URL : https://www.nato.int/cps/fr/natohq/news_213448.htm Consulté le 26 avril 2023.

Reporters sans frontières. « Classement : Djibouti ». [En ligne] URL :
<https://rsf.org/fr/pays-djibouti> Consulté le 3 mai 2023.

République de Djibouti. « Les symboles ». [En ligne] URL :
<https://www.presidence.dj/page/les-symboles> Consulté le 12 novembre 2022.

République de Djibouti. « Présentation générale ». [En ligne] URL :
<https://www.presidence.dj/page/presentation-generale> Consulté le 3 novembre 2022.

South Africa Golden Bridge. « The new era of South Africa Golden Bridge ». [En ligne]
URL : <https://goldenbridgeexpo.com/> Consulté le 10 mai 2023.

South African Government. « President Cyril Ramaphosa: Oral replies to questions in the
National Assembly ». 9 mars 2023. [En ligne] URL :
<https://www.gov.za/speeches/president-cyril-9-mar-2023-0000> Consulté le 8 mai 2023.

The Fund for Peace, Fragile States Index. « Country Dashboard : Djibouti ». [En ligne]
URL : <https://fragilestatesindex.org/country-data/> Consulté le 23 mai 2023.

US International Development Finance Corporation. « Our Work ». [En ligne] URL :
<https://www.dfc.gov/what-we-do/our-work> Consulté le 25 mai 2023.

Sources secondaires :

Ouvrages, monographies et contributions :

ADDA Jacques. *La mondialisation de l'économie : De la genèse à la crise*. Paris : La Découverte, 2012, 96-113. <https://www.cairn.info/la-mondialisation-de-l-economie--9782707171443.htm>

AMOUGOU Thierry. « L'inflation chinoise en Afrique noire : entre nouvelles opportunités et sous-développement durable ». In *La Chine en Afrique : Menace ou opportunité pour le développement ?*, AMOUGOU Thierry et al., 35-61. Paris : Syllepse, 2011.

AUREGAN Xavier, WINTGENS Sophie. « La diffusion du modèle chinois : vers un nouvel ordre international ? ». In *Les dynamiques de la Chine en Afrique et en Amérique Latine : Enjeux, défis et perspectives*, AUREGAN Xavier et WINTGENS Sophie (dir.), 19-23. Louvain-La-Neuve : Academia-L'Harmattan, 2019.

AUREGAN Xavier. « Les quatre temps de la Chine en Afrique ». In *Les dynamiques de la Chine en Afrique et en Amérique Latine : Enjeux, défis et perspectives*, AUREGAN Xavier et WINTGENS Sophie (dir.), 33-59. Louvain-La-Neuve : Academia-L'Harmattan, 2019.

BARTON Benjamin. « La politique sécuritaire de la Chine en Afrique : vers une évolution de fond du principe de non-ingérence ? ». In *Les dynamiques de la Chine en Afrique et en Amérique Latine : Enjeux, défis et perspectives*, AUREGAN Xavier et WINTGENS Sophie (dir.), 131-161. Louvain-La-Neuve : Academia-L'Harmattan, 2019.

BASSAN Martina. « Soft Power chinois en Afrique et modèles de développement : le discours des experts chinois ». In *Les dynamiques de la Chine en Afrique et en Amérique Latine : Enjeux, défis et perspectives*, AUREGAN Xavier et WINTGENS Sophie (dir.), 169-187. Louvain-La-Neuve : Academia-L'Harmattan, 2019.

BAYART Jean-François. *L'Etat en Afrique : la politique du ventre*. Paris : Fayard, 1989 (édition de 2006), 40-98.

BERSTEIN Serge, MILZA Pierre. *Histoire du XXème siècle, Tome 4 : 1990 à nos jours, Vers un monde nouveau du XXIème siècle*. Paris : Hatier, 2017, 40-79, 298-339.

BRIDONNEAU Marie. « Djibouti-Ville ». In *Images Economiques du Monde 2018*, CARROUE Laurent *et al.*, 273-275. Paris : Armand Colin, 2017. <https://www.cairn.info/images-economiques-du-monde-2018--9782200620035-page-273.htm>

BUZAN Barry, DE WILDE Jaap, WAEVER Ole. *Security, A New Framework For Analysis*. Boulder : Lynne Rienner, 1998, 239 p.

COOPER Frederick. *Africa Since 1940 : The Past of the Present*. New York : Cambridge University Press, 2^e édition, 2019, 234-290. <https://www.cambridge.org/highereducation/books/africa-since-1940/70DD37A6D76340A13F0AA983A5B13910#overview>

CABESTAN Jean-Pierre. *La politique internationale de la Chine*. Paris : Presses de Sciences Po, 2010, 107-172. <https://www.cairn.info/la-politique-internationale-de-la-chine--9782724611571-page-107.htm>

DOMENACH Jean-Luc. *Où va la Chine ?* Paris : Fayard, 2002, 11-32, 105-362.

DUROSELLE Jean-Baptiste, KASPI André. *Histoire des Relations Internationales, Tome 2 : de 1945 à nos jours*. Paris : Armand Colin, 2017 (16^{ème} édition), 444-611.

FRANK Robert. « Avant-propos ». In *Pour l'histoire des relations internationales*, Robert FRANK, 11-15. Paris : Presses Universitaires de France, 2012. <https://www.cairn.info/pour-l-histoire-des-relations-internationales--9782130606246.htm>

GAYE Adama. « Un siècle sino-africain ». In *La Chine en Afrique : Menace ou opportunité pour le développement ?*, AMOUGOU Thierry *et al.*, 177-182. Paris : Syllepse, 2011.

GODEMENT François. *Que veut la Chine ? De Mao au capitalisme*. Paris : Odile Jacob, 2012, 207-262.

HENLEY Lonnie. « PLA Logistics and Doctrine Reform: 1999-2009 ». In *People's Liberation Army After Next*, PUSKA Susan M. (ed.), 55-77. Carlisle : US Army War College, 2000. <https://www.jstor.org/stable/pdf/resrep12051.5.pdf>

JIAN Zhang. « Towards a ‘world class’ military: Reforming the PLA under Xi Jinping ». In *China Story Yearbook: Power*, GOLLEY Jane *et al.*, 218-232. Canberra : Australian National University Press, 2019. <https://www.jstor.org/stable/j.ctvfrxqkv.25>

LE GOURIELLEC Sonia. « L’accélération de l’histoire dans la Corne de l’Afrique ». In *Annuaire Français de Relations Internationales*, SUR Serge *et al.*, 183-197. Paris : Université Panthéon-Assas, Vol. 14, 2013. https://www.afri-ct.org/wp-content/uploads/2015/02/183_LeGouriellec.pdf

_____. *Djibouti : la diplomatie de géant d’un petit Etat*. Villeneuve d’Ascq : Presses universitaires du Septentrion, 2020, 224 p.

MBEMBE Achille. « L’Afrique qui vient ». In *Penser et écrire l’Afrique aujourd’hui*, MABANCKOU Alain, 17-31. Paris : Seuil, 2017.

MISHRA Pankaj. *L’Âge de la colère : Une histoire du présent*. Traduit par Dominique VITALYOS. Paris : Zulma essais, avril 2019.

MISHRA Rahul. « Regional Security Outlook: An Indian Perspective ». In *CSCAP Regional Security Outlook + ARF – The next 25 years*, HUISKEN Ron (ed.), 21-23. Canberra : Council for Security Cooperation in the Asia Pacific, 2019. <http://www.jstor.com/stable/resrep22260.8>

NDUBISI Obiorah. « Qui a peur de la Chine en Afrique ? De nouveaux défis pour la société civile africaine ». In *La Chine en Afrique : Menace ou opportunité pour le développement ?*, AMOUGOU Thierry *et al.*, 113-132. Paris : Syllepse, 2011.

SHEN Olivia. « China’s Base in Djibouti: Who’s got the Power? ». In *China Story Yearbook: Power*, GOLLEY Jane *et al.*, 205-210. Canberra : Australian National University Press, 2019. <https://www.jstor.org/stable/j.ctvfrxqkv.23>

SINGARAVELOU Pierre. *Tianjin cosmopolis, une autre histoire de la mondialisation*. Paris : Seuil, 2017, 384 p.

STRUYE DE SWIELANDE Tanguy. « Pays Africains : Enthousiasme ou méfiance ? ». In *La Chine et les grandes puissances en Afrique*, STRUYE DE SWIELANDE Tanguy, 15-24. Louvain-La-Neuve : UCL Presses Universitaires, 2011. <https://books.openedition.org/pucl/1222?lang=fr>

TAN See Seng. « Military Diplomacy ». In *The SAGE Handbook of Diplomacy*, CONSTANTINOU Costas M., KERRE Pauline, SHARP Paul, 591-598. Londres : SAGE Publications Ltd, 2016. <https://uk.sagepub.com/en-gb/eur/the-sage-handbook-of-diplomacy/book242760>

VERGES Françoise. « Afriques océaniques, Afriques liquides ». In *Penser et écrire l'Afrique aujourd'hui*, MABANCKOU Alain, 50-59. Paris : Seuil, 2017.

WENBIN Huang, WILKES Andreas. « China's overseas investment policy actors ». In *Analysis of China's overseas investment policy*, WENBIN Huang, WILKES Andreas, 2-5. Bogor : Center for International Forestry Research, 2011. <https://www.jstor.org/stable/resrep02313.7>

WENDT Alexander. *Social Theory of International Politics*. Cambridge : Cambridge University Press, 2006, 429 p.

YUNG Christopher D. « Still not a 'pearl': Djibouti as a dual-use logistics facility ». In *PLA Logistics and Sustainment: PLA Conference 2022*, SHTZER George R., CLIFF Roger D. *et al.*, 173-194. Carlisle : Strategic Studies Institute, 2023. <https://www.jstor.org/stable/resrep47249.13>

Thèses et mémoires de recherche :

BRISSET Quentin, CHAUDEURGE Etienne. « *La guerre civile à Djibouti (1991-1994) : Patrimonialisation et personnification des relations de pouvoir dans la Corne de l'Afrique* ». Mémoire d'histoire, SciencesPo Rennes, 2015-2016, 49 p. https://iepweb2.sciencespo-rennes.fr/bibli_doc/download/918/

IMBERT-VIER Simon. « *Frontières et limites à Djibouti durant la période coloniale (1884-1977)* ». Thèse d'histoire, Université d'Aix-Marseille I, 2008, 698 p. https://theses.hal.science/file/index/docid/736163/filename/Imbert-Vier_These_2008.pdf

MALDONADO Carl M. « *Les sociétés militaires privées et le droit international contemporain : enjeux et perspectives en matière de responsabilité* ». Mémoire de Droit

international, Université du Québec, 2017, 157 p.
<https://archipel.uqam.ca/9895/1/M15018.pdf>

Articles académiques et papiers de recherche :

AKINDES Francis, LE GOURIELLEC Sonia, MVE ONDO Bonaventure.
« (In)dépendances ». *Afrique contemporaine*, n° 271 (2020) : 11-17.
<https://www.cairn.info/revue-afrique-contemporaine-2020-1-page-11.htm>

ALLISON Roy. « The Shanghai Cooperation Organization: A Fractured basis for Eurasian order. Five years after Maidan: Towards a Greater Eurasia? ». *LSE Ideas* (1er mai 2019) : 20-25. <https://www.jstor.org/stable/resrep45150.8>

ARDUINO Alessandro. « China's Belt and Road Initiative security needs: The evolution of Chinese private security companies ». *RISIS Working Paper*, n°306 (2017) : 24 p.
<https://www.jstor.org/stable/resrep19927>

BANYONGEN Serge. « La diplomatie publique de la Chine en Afrique ou la métaphore du dragon sans griffes ». *Monde chinois*, Vol. 33, n° 26 (2013) : 27.
https://www.researchgate.net/publication/280886419_La_diplomatie_publicue_de_la_Chine_en_Afrique_ou_la_metaphore_du_dragon_sans_griffes

_____. « La dialectique du positionnement et des opinions des acteurs locaux dans le paradigme de la réceptivité de la coopération chinoise en Afrique ». *Monde chinois*, n° 38-39 (2014) : 66-79. <https://www.cairn.info/revue-monde-chinois-2014-2-page-66.htm>

BAYART Jean-François. « L'Afrique dans le monde : une histoire d'extraversion ». *Critique internationale*, Vol. 5 (1999) : 97-120. https://www.persee.fr/doc/criti_1290-7839_1999_num_5_1_1505

BLANCHARD Lauren P. « In Focus: Djibouti ». *Congressional Research Service* (2 août 2022) : 2 p. <https://crsreports.congress.gov/product/pdf/IF/IF11303/5>

CABESTAN Jean-Pierre. « L'Asie centrale vue de Chine ». *Relations internationales*, n° 145 (2011) : 53-70. <https://www.cairn.info/revue-relations-internationales-2011-1-page-53.htm>

_____. « China's Military Base in Djibouti: A microcosm of China's Growing Competition with the United States and New Bipolarity ». *Journal of Contemporary China*, Vol. 29, n° 125 (2020) : 731-747. <https://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/10670564.2019.1704994?journalCode=cjcc20>

CAI Penghong. « ASEAN's Defense Diplomacy and China's Military Diplomacy ». *Asia Policy*, n° 22 (2016) : 89-95. <https://www.jstor.org/stable/24905114>

CHEMOUNI Benjamin. « La recherche sur l'Etat rwandais en débat ». *Politique Africaine*, Vol. 4, n° 160 (2020) : 20. <http://hdl.handle.net/2078/258117>

CONSTANTINOU Costas M., OPONDO Sam O. « Engaging the 'ungoverned': The merging of diplomacy, defence and development ». *Cooperation and Conflict*, Vol. 51, n°3 (2016) : 307-325. <https://www.jstor.org/stable/48512906>

DREYER June T. « Deng Xiaoping and Modernization of the Chinese Military ». *Armed Forces & Society*, Vol. 14, n° 2 (1988) : 215-231. <https://www.jstor.org/stable/45304980>

ELMAHLY Hend, SUN Degang. « China's Military Duplomacy Towards Arab Countries in Africa's Peace and Security : The case of Djibouti ». *Contemporary Arab Affairs*, Vol. 11, n° 4 (2018) : 111-134. <https://www.jstor.org/stable/48599808>

ENGLEBERT Pierre. « Sovereignty as a Resource and Curse in Africa ». *Oxford Research Encyclopedia of Politics* (25 février 2019) : 13 p. <https://oxfordre.com/politics/display/10.1093/acrefore/9780190228637.001.0001/acrefore-9780190228637-e-727>

FAROOQ Muhammad S., FEROZE Nazia, KAI Yuan T. « An analysis of China and Africa Relations with Special Focus on 'One Belt and One Road' ». *India Quarterly*, Vol. 75, n° 3 (2019) : 366-379. <https://www.jstor.org/stable/48517998>

GENEVAZ Juliette. « La Chine et les opérations de maintien de la paix de l'ONU : défendre la souveraineté ». *Politique étrangère* (2015) : 131-143. <https://www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2015-4-page-131.htm>

GIOVALUCCHI François, RAMASY Juvence. « La Chine à Madagascar : Entre opportunisme discret et trafics intenses ». *Notes de l'IFRI* (2022) : 36 p.

https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/giovalucchi_ramasy_chine_madagascar_2022.pdf

GIPOULOUX François. « La Chine : un hégémon bienveillant ». *Commentaires*, n° 171 (2020) : 555-564. <https://www.cairn.info/revue-commentaire-2020-3-page-555.htm>

KEOHANE Robert O., NYE Joseph S. « Transnational Relations and World Politics: An Introduction ». *International Organization*, Vol. 25, n°3 (1971) : 329-349. <https://www.jstor.org/stable/2706043>

LEMARCHAND René. « The Democratic Republic of Congo: From Collapse to Potential Reconstruction ». *Centre of African Studies University of Copenhagen* (2001) : 63 p. https://teol.ku.dk/cas/publications/publications/occ_papers/lemarchand2001.pdf

LE GOURIELLEC Sonia. « Djibouti dans le jeu international ». *Esprit* (2016) : 13-16. <https://www.cairn.info/revue-esprit-2016-10-page-13.htm>

_____. « Les forces françaises stationnées à Djibouti au cœur d'un environnement stratégique régional en mutation ». *Les Champs de Mars*, n° 30 (2018) : 231-239. <https://www.cairn.info/revue-les-champs-de-mars-2018-1-page-231.htm?contenu=article>

_____. « La Corne de l'Afrique, un champ de bataille à deux échelles ». *Esprit* (2022) : 20-23. <https://www.cairn.info/revue-esprit-2022-4-page-20.htm>

MARTINEAU Jean-Luc. « Djibouti et le 'commerce' des bases militaires : un jeu dangereux ? ». *Espace politique*, n° 34 (2018). <https://journals.openedition.org/espacepolitique/4719#quotation>

NOUR Moustapha A. « Djibouti : les marges extrêmes du désert à la recherche d'un destin oriental ». *Insaniyat*, n° 51-52 (2011) : 237-251. <https://journals.openedition.org/insaniyat/12740#text>

PERELMAN Rémi. « Djibouti, discrète porte d'entrée en Afrique, hub majeur de demain ». *Outre-Terre*, n° 30 (avril 2011) : 97-204. <https://www.cairn.info/revue-outre-terre1-2011-4-page-197.htm>

PERON-DOISE Marianne. « La nouvelle visibilité de la présence maritime chinoise en Méditerranée ». *Revue Défense Nationale*, n° 822 (2019) : 120-125.
<https://www.cairn.info/revue-defense-nationale-2019-7-page-120.htm>

ROUAUD Alain. « Pour une histoire des Arabes de Djibouti, 1896-1977 ». *Cahiers d'Etudes Africaines*, Vol. 37, n° 146 (1997) : 319-348.
<https://www.jstor.org/stable/4392783>

SINGH Bhubhindar, TAN See Seng. « Defence diplomacy and Southeast Asia ». *Rajartnam School of International Studies*, n° 21 (janvier 2011) : 1-17.
<http://www.jstor.com/stable/resrep05908.4>

STEC Gregorz. « China's Belt and Road Initiative is Neither a Strategy Nor a Vision. It is a Process ». *European Institute for Asian Studies* (février 2018) : 7 p.
https://www.eias.org/wp-content/uploads/2016/03/EU_Asia_at_a_Glance_Stec_BRI_2018-1.pdf

SWISTEK Göran. « The nexus between public diplomacy and military diplomacy in Foreign Affairs and Defense Policy ». *Connections*, Vol. 11, n° 2 (été 2012) : 79-86.
<https://www.jstor.org/stable/26326276>

TAYLOE Shane C. « Crossover Point: How China's Naval Modernization Could Reverse the United States' Strategic Advantage ». *Journal of Asian Security and International Affairs*, Vol. 4, n° 1 (2017) : 25 p. <https://www.jstor.org/stable/48601782>

ZHANG Feng. « The Xi Jinping Doctrine of China's International Relations ». *Asia Policy*, Vol. 14, n° 3 (2019) : 7-24. <https://www.jstor.org/stable/26773952>

Publications académiques en ligne :

EKMAN Alice. « Chine : un 'émergent occasionnel' ». CERI SciencesPo Paris, novembre 2015. [En ligne] URL : <https://www.sciencespo.fr/ceri/en/content/chine-un-emergent-occasionnel> Consulté le 24 avril 2023.

CABESTAN Jean-Pierre. « China's Djibouti naval base increasing its power ». *East Asia Forum*, 16 mai 2020. [En ligne] URL :

<https://www.eastasiaforum.org/2020/05/16/chinas-djibouti-naval-base-increasing-its-power/> Consulté le 15 avril 2023.

TANCHUM Michaël. « China's new military base in Africa: What it means for Europe and America ». European Council on Foreign Relations, 14 décembre 2021. [En ligne]
URL : <https://ecfr.eu/article/chinas-new-military-base-in-africa-what-it-means-for-europe-and-america/> Consulté le 29 avril 2023.

Rapports :

Exx Africa. « The Arms Trade in the Horn of Africa ». Août 2018, 14 p. <http://www.ardhd-old.org/raport/exx-africa-report--horn-of-africa-arms-trade.pdf>

World Bank. « The Container Port Performance Index 2021: A Comparable Assessment of Container Port Performance ». 2022, 104 p.
<https://thedocs.worldbank.org/en/doc/66e3aa5c3be4647add01845ce353992-0190062022/original/Container-Port-Performance-Index-2021.pdf>

FOALEX. « Vision Djibouti 2035 ». Juillet 2022, 116 p.
<https://www.fao.org/faolex/results/details/fr/c/LEX-FAOC169060/#:~:text=Dans%20le%20domaine%20l'agriculture,objectifs%2C%20plusieurs%20axes%20sont%20pr%C3%A9vus>

Critique d'ouvrage :

JOHNSTON Lauren. « Shaping the Future of Power: Knowledge Production and Network Building in China-Africa Relations ». Revue de *Shaping the Future of Power: Knowledge Production and Network Building in China-Africa Relations*, de Lina Benabdallah. *The China Quarterly*, n° 264, 2021, p. 609-611.
<https://www.cambridge.org/core/journals/china-quarterly/article/shaping-the-future-of-power-knowledge-production-and-networkbuilding-in-chinaafrica-relations-lina-benabdallah-ann-arbor-mi-university-of-michigan-press-2020-xii-205-pp-8000-isbn-9780472074549/3C32B13FF955236144A982429B8FB35F/share/98721ad0300e7cb2d4cc3f4cab57007b4b897b3>

Articles de presse :

DOUET Marion. « Djibouti annonce la création de la première base de lancement spatiale en Afrique ». *Le Monde*, 20 février 2023. [En ligne] URL : https://www.lemonde.fr/afrique/article/2023/02/20/djibouti-annonce-la-premiere-base-de-lancement-spatial-en-afrique_6162500_3212.html Consulté le 12 mai 2023.

IAD. « Revue de presse : ‘Notre souveraineté n’est pas négociable’, déclare en cœur les autorités nationales ». *La Nation*, 13 janvier 2019. [En ligne] URL : <https://www.lanation.dj/revue-de-presse-notre-souverainete-nest-pas-negociable-declare-en-choeur-les-autorites-nationales/> Consulté le 18 mars 2023.

IZAMBARD Antoine, LAMIGEON Vincent. « Djibouti, révélations sur la très secrète base militaire chinoise qui inquiète les Occidentaux ». *Challenges*, 20 octobre 2022. [En ligne] URL : https://www.challenges.fr/entreprise/defense/djibouti-revelations-sur-la-tres-secrete-base-militaire-chinoise-qui-inquiete-les-occidentaux_831994 Consulté le 25 novembre 2022.

KHABBACHI Soufiane. « Djibouti : pourquoi l’ex-ministre du Budget a été incarcéré ». *Jeune Afrique*, 29 mars 2022. [En ligne] URL : <https://www.jeuneafrique.com/1334196/politique/djibouti-pourquoi-lex-ministre-du-budget-a-ete-incarcere/> Consulté le 4 mai 2023.

LE ROUX Guy-Alexandre. « Amiral Pierre Vandier : ‘Ce réarmement massif fera demain de la mer un lieu d’affrontement’ ». *Revue Conflits*, 13 août 2022. [En ligne] URL : <https://www.revueconflits.com/amiral-pierre-vandier-ce-rearmement-massif-fera-demain-de-la-mer-un-lieu-daffrontement/> Consulté le 20 avril 2023.

PEDROLETTI Brice. « La Chine et le Cambodge confirment leur coopération sur la base navale de Ream ». *Le Monde*, 9 juin 2022. [En ligne] URL : https://www.lemonde.fr/international/article/2022/06/09/pekin-et-phnom-penh-confirment-leur-cooperation-sur-la-base-navale-de-ream_6129540_3210.html Consulté le 18 avril 2023.

SOUDAN François. « Djibouti – Ismaïl Omar Guelleh : ‘Je ne veux pas qu’on touche à la Constitution’ ». *Jeune Afrique*, 6 avril 2022. [En ligne] URL :

<https://www.jeuneafrique.com/1334196/politique/djibouti-pourquoi-lex-ministre-du-budget-a-ete-incarcere/> Consulté le 4 mai 2023.

YU Liang. « 2018 Beijing Summit of Forum on China-Africa Cooperation opens ». *Xinhua*, 3 septembre 2018. [En ligne] URL : http://www.xinhuanet.com/english/2018-09/03/c_137441480_39.htm Consulté le 27 avril 2023.

AFP. « La Chine évacue ses ressortissants au Yémen ». *Le Monde*, 31 mars 2015. [En ligne] URL : https://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2015/03/31/yemen-la-chine-evacue-ses-ressortissants_4606292_3218.html Consulté le 21 avril 2023.

AFP. « Djibouti : sept soldats tués dans l'attaque de leur caserne ». *Le Figaro*, 8 octobre 2022. [En ligne] URL : <https://www.lefigaro.fr/flash-actu/djibouti-sept-soldats-tues-dans-l-attaque-de-leur-caserne-20221008> Consulté le 12 novembre 2022.

« Cataracte : 500 Djiboutiens seront soignés gratuitement par des médecins chinois », *French.china.org*, 7 octobre 2014. [En ligne] URL : http://french.china.org.cn/foreign/txt/2014-10/07/content_33692420.htm Consulté le 22 mai 2023.

« China deploys 2 ships to fight pirates off Somalia ». *Reuters*, 20 décembre 2008. [En ligne] URL : <https://www.reuters.com/article/us-somalia-piracy-china-idUSTRE4BJ13J20081220> Consulté le 21 mai 2023.

« Quand la Chine menait la politique de la porte fermée ». *Courrier International*, 15 octobre 2022. [En ligne] URL : <https://www.courrierinternational.com/article/histoire-quand-la-chine-menait-la-politique-de-la-porte-fermee> Consulté le 25 novembre 2023.

« Yémen : l'ambassadeur saoudien annonce être à Sanaa pour 'stabiliser la trêve' ». *La Croix*, 11 avril 2023. [En ligne] URL : <https://www.la-croix.com/Monde/Yemen/lambassadeur-saoudien-annonce-etre-Sanaa-stabiliser-treve-2023-04-11-1201262869> Consulté le 11 avril 2023.

Conférence, émission radio-visée et interview :

FOUCHET Michel. « L'Europe au défi de ses frontières ». Conférence inaugurale du master ERIG, Sciences Po Strasbourg, 20 septembre 2022.

MARTEL Frédéric. « L'influence du parti communiste chinois dans le monde ». Podcast de l'émission Soft Power, *France Culture*, 23 octobre 2022. [En ligne] URL : <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/soft-power/l-influence-du-parti-communiste-chinois-dans-le-monde-2391327> Consulté le 30 avril 2023.

NEGOCE Nicolas, JEGEDE Joseph. « Le président djiboutien Omar Guelleh : 'J'ai dépassé l'âge et je dois passer la main' ». Interview avec Ismaïl Omar Guelleh. *BBC Afrique*, 23 juillet 2022. [En ligne] URL : https://www.youtube.com/watch?v=E2Fwt_Q1TzU

– Résumés et mots-clefs –

Le 1^{er} août 2017, la Chine a inauguré, pour la première fois, une base militaire hors de ses frontières. Construite à Djibouti, cette base fournit un soutien logistique à la marine chinoise engagée contre la piraterie dans le Golfe d'Aden. Pourtant, pour les gouvernements chinois et djiboutien, l'arrivée de troupes chinoises dans ce petit pays de la Corne de l'Afrique, qui pourrait bientôt accueillir neuf armées étrangères, s'inscrit dans le contexte plus large d'une 'nouvelle ère' qui trouve ses origines dans les années 1990. Au cœur d'enjeux politiques, sécuritaires, économiques, technologiques et sociaux, la base navale chinoise est devenue le théâtre d'une véritable diplomatie militaire. Beijing et Djibouti ont ainsi développé des stratégies rhétoriques par lesquelles la base doit servir leurs intérêts nationaux et le renforcement de leur influence sur la scène internationale.

Mots-clefs : Chine ; Djibouti ; Afrique ; base navale ; PLAN ; diplomatie militaire ; nouvelle ère ; coopération gagnant-gagnant ; rhétorique ; influence ; développement.

On 1st January 2017, China inaugurated its first overseas military base. Located in Djibouti, this base is intended to provide logistics support to the Chinese military navy involved in counter-piracy operations in the Gulf of Aden. Nevertheless, the Chinese and Djiboutian governments consider that the presence of the PLAN troops in a small country of the Horn of Africa, expected to host up to nine foreign armies, is part of a broader context in which the world is entering a 'new era' which has its roots in the 1990's. The Chinese naval base is at the core of political, security, economic, technological, and social stakes, and has become the stage for a genuine defence diplomacy. Beijing and Djibouti have thus developed rhetorical strategies in which the base should serve the national interests of both states, as well as increase their influence in the international community.

Key words: China ; Djibouti ; Africa ; military base ; PLAN ; defence diplomacy ; new era ; win-win cooperation ; rhetoric ; influence ; development.